

Deuxième trimestre de 2022



Banque Royale du Canada – Résultats du deuxième trimestre de 2022

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers présentés selon la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*.

Bénéfice net
4,3 milliards
de dollars

Hausse de 6 %
d'un exercice à l'autre

Bénéfice dilué
par action
2,96 \$

Hausse de 7 %
d'un exercice à l'autre

DPPC ⁽¹⁾
(342) millions
de dollars

Ratio de la DPPC liée aux
prêts ⁽¹⁾ en baisse de 23 p.b. ⁽¹⁾
d'un trimestre à l'autre

RCP ⁽²⁾
18,4 %

Baisse de 100 p.b. d'un
exercice à l'autre

Ratio CET1 ⁽¹⁾
13,2 %

Excellent niveau de
fonds propres, en
hausse de 40 p.b. d'un
exercice à l'autre

TORONTO, le 26 mai 2022 – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net de 4,3 milliards de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2022, soit une hausse de 238 millions, ou 6 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ainsi qu'une forte croissance du bénéfice dilué par action de 7 % par rapport à cette même période. Nos résultats du trimestre à l'étude tiennent compte de contrepassations de dotations liées aux prêts productifs de 504 millions de dollars, comparativement à 260 millions un an plus tôt, ce qui a résulté principalement du fait que l'incertitude engendrée par la pandémie de COVID-19 a diminué. Ce facteur a été neutralisé en partie par l'accroissement des risques de baisse, y compris les risques d'inflation et de taux d'intérêt. Des ajustements fiscaux favorables nets au trimestre considéré ont également favorisé le bénéfice net. Les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine et Assurances ont enregistré une forte hausse de leur bénéfice. Les résultats du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie n'ont que peu changé sur un an et ceux du secteur Marchés des Capitaux ont fléchi en regard de ceux du deuxième trimestre de l'exercice précédent, alors que le bénéfice avait atteint un niveau record.

Le bénéfice avant dotation et impôt ⁽³⁾ s'est situé à 5,0 milliards de dollars, en baisse de 124 millions, ou 2 %, par rapport à il y a un an, ce qui reflète principalement la diminution des revenus du secteur Marchés des Capitaux comparativement à ceux fort élevés enregistrés un an auparavant, le rétrécissement des écarts ainsi que l'augmentation des salaires, des investissements dans la technologie et des coûts discrétionnaires afin de soutenir la forte croissance attribuable aux clients. Les variations de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis ont également eu une incidence sur les revenus. Ces facteurs ont été atténués par la forte croissance des volumes et des actifs liés aux services tarifés des clients, ainsi que par la diminution de la rémunération variable et de celle fondée sur des actions.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net a grimpé de 158 millions de dollars, ou 4 %, les résultats des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Services de soutien généraux, Assurances et Services aux investisseurs et de trésorerie s'étant améliorés, ce qui a été contrebalancé en partie par les faibles résultats des secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine.

Le ratio de la DPPC liée aux prêts s'est établi à (18) p.b., en baisse de 23 p.b. par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de la contrepassation de dotations pour le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises du trimestre considéré, alors que des dotations avaient été constituées au trimestre précédent. Le ratio de la DPPC liée aux prêts douteux s'est situé à 9 p.b., n'ayant pas changé par rapport au trimestre dernier.

Notre position de capital est demeurée solide, le ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1) atteignant 13,2 %, et ce, tout en soutenant la forte croissance interne de la clientèle. De plus, nous avons, dans le trimestre à l'étude, versé à nos actionnaires 3,6 milliards de dollars par voie de rachats d'actions ordinaires et de dividendes, et aujourd'hui, nous avons déclaré un dividende trimestriel de 1,28 \$ par action, ce qui reflète une hausse de 0,08 \$, ou 7 %. Nous avons également enregistré un excellent ratio de liquidité à court terme, à savoir 121 %.

« La résilience de notre modèle d'affaires diversifié, une gestion prudente des risques et des fonds propres, et des investissements stratégiques dans les ressources humaines et la technologie ont encore modelé notre rendement au deuxième trimestre. Nous sommes toujours en mesure de poursuivre notre croissance et d'offrir à nos clients, à nos employés et à nos actionnaires la valeur à long terme qui nous caractérise. En cette période où les tensions géopolitiques, les pressions inflationnistes et les problèmes des chaînes d'approvisionnement mondiales créent des incertitudes macroéconomiques, c'est avec fierté que je constate à quel point les employés de RBC contribuent encore positivement à nos collectivités et fournissent à notre clientèle de précieux conseils et recommandations. Nous continuerons de tirer pleinement parti de la vaste portée de nos activités, de notre solidité financière, ainsi que de la force que nous procurent notre personnel et notre culture afin de jouer un rôle de premier plan dans une transition ordonnée vers un avenir postpandémique où la carboneutralité et l'inclusion seront à l'honneur. »

– Dave McKay, président et chef de la direction de RBC

T2 2022
par rapport au
T2 2021

• Bénéfice net de 4 253 millions de dollars	↑ 6 %
• Bénéfice dilué par action de 2,96 \$	↑ 7 %
• RCP de 18,4 %	↓ 100 p.b.
• Ratio CET1 de 13,2 %	↑ 40 p.b.

T2 2022
par rapport au
T1 2022

• Bénéfice net de 4 253 millions de dollars	↑ 4 %
• Bénéfice dilué par action de 2,96 \$	↑ 4 %
• RCP de 18,4 %	↑ 110 p.b.
• Ratio CET1 de 13,2 %	↓ 30 p.b.

Cumul annuel 2022
par rapport au
cumul annuel 2021

• Bénéfice net de 8 348 millions de dollars	↑ 6 %
• Bénéfice dilué par action de 5,80 \$	↑ 7 %
• RCP de 17,9 %	↓ 110 p.b.

(1) Se reporter au glossaire du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2022 pour une définition de cette mesure.

(2) RCP : Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Cette mesure n'a pas de sens normalisé en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR). Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2022.

(3) Le bénéfice avant dotation et impôt correspond au bénéfice (4 253 millions de dollars au 30 avril 2022; 4 015 millions au 30 avril 2021) avant impôt (1 055 millions de dollars au 30 avril 2022; 1 171 millions au 30 avril 2021) et avant dotation à la provision pour pertes de crédit ((342) millions de dollars au 30 avril 2022; (96) millions au 30 avril 2021). Il s'agit d'une mesure hors PCGR. Le bénéfice avant dotation et impôt n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et pourrait ne pas être comparable aux mesures analogues que présentent d'autres institutions financières. Nous nous servons du bénéfice avant dotation et impôt pour évaluer notre capacité à faire croître notre bénéfice de façon continue, compte non tenu des pertes de crédit, lesquelles sont touchées par le caractère conjoncturel du cycle du crédit. Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance.

Table des matières

1	Faits saillants du deuxième trimestre	13	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	34	Risque de liquidité et de financement
2	Rapport de gestion	15	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	44	Gestion des fonds propres
2	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	17	Gestion de patrimoine	49	Questions en matière de comptabilité et de contrôle
3	Vue d'ensemble et perspectives	19	Assurances	49	Résumé des méthodes comptables et estimations
3	À propos de la Banque Royale du Canada	20	Services aux investisseurs et de trésorerie	49	Contrôles et procédures
4	Faits saillants financiers et autres	21	Marchés des Capitaux	49	Transactions entre parties liées
5	Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	23	Services de soutien généraux	50	Glossaire
7	Principaux événements au sein de l'entreprise en 2022	24	Analyse des résultats trimestriels et des tendances	53	Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements
7	Rendement financier	25	Situation financière	54	États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)
7	Vue d'ensemble	25	Bilans résumés	60	Notes annexes (non audité)
13	Résultats des secteurs d'exploitation	26	Arrangements hors bilan	84	Renseignements à l'intention des actionnaires
13	Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	27	Gestion du risque		
		27	Risque de crédit		
		30	Risque de marché		

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière au 30 avril 2022 et pour le trimestre et le semestre clos à cette date, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre clos le 31 janvier 2022. Le présent rapport de gestion, daté du 25 mai 2022, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 30 avril 2022 (états financiers résumés), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2021. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers présentés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2021, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis à l'adresse sec.gov.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2022, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, à notre vision et à nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, européenne et internationale, au contexte réglementaire au sein duquel nous exerçons nos activités, au contexte de gestion des risques, y compris notre risque de crédit, notre risque de marché et notre risque de liquidité et de financement et aux conséquences que la pandémie causée par le coronavirus (COVID-19) pourrait continuer d'avoir sur nos activités commerciales, nos résultats financiers, notre situation financière et nos objectifs financiers, ainsi que sur l'économie mondiale et la conjoncture des marchés financiers, et englobent les déclarations du président et chef de la direction. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre à », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « viser », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, et que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prévoir les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, d'assurance et de non-conformité à la réglementation (ce qui pourrait faire en sorte que nous fassions l'objet de procédures juridiques et réglementaires dont l'issue potentielle pourrait notamment mener à des restrictions, sanctions et amendes réglementaires), le risque de réputation, les risques liés à la concurrence et au cadre juridique et réglementaire, ainsi que les risques opérationnel, stratégique et systémique et d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques portant sur le risque et à la rubrique Incidence de la pandémie de COVID-19 de notre rapport annuel 2021 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2022. Ces autres risques incluent ceux qui concernent le contexte commercial et la conjoncture économique des secteurs géographiques où nous exerçons nos activités, les technologies de l'information et les cyber-risques, les risques environnementaux et sociaux (y compris les changements climatiques), les bouleversements numériques et l'innovation, le marché de l'immobilier canadien et l'endettement des ménages, l'incertitude géopolitique, les risques liés à la confidentialité, aux données et aux tierces parties, les changements de la réglementation, la culture et la conduite, l'incidence des modifications des politiques budgétaires, monétaires et autres de gouvernements, le risque fiscal et la transparence et l'émergence d'urgences sanitaires ou de crises de santé publique généralisées, telles que des épidémies et des pandémies, dont celle de COVID-19 et son incidence sur l'économie mondiale, la conjoncture des marchés financiers, ainsi que nos activités commerciales et nos résultats financiers, notre situation financière et nos objectifs financiers. De plus, comme nous travaillons à la réalisation de nos objectifs liés au climat, des facteurs externes hors du contrôle raisonnable de RBC pourraient nous empêcher de les atteindre, dont le degré inégal des efforts de décarbonisation des pays, la nécessité

d'élaborer, partout dans le monde, des politiques sur le climat judicieuses, l'accès à davantage de données et à des données encore plus pertinentes, des méthodes dûment étayées, les avancées technologiques, l'évolution des comportements des consommateurs, le défi d'équilibrer les objectifs intermédiaires concernant les émissions et une transition harmonieuse et sensée, et d'autres questions importantes, telles les obligations juridiques et réglementaires.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque Royale du Canada doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2022 sont présentées à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, aux sections Priorités stratégiques et Perspectives de notre rapport annuel 2021, mises à jour à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2022. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements complémentaires sur ces facteurs et d'autres sont fournis aux rubriques portant sur le risque et à la rubrique Incidence de la pandémie de COVID-19 de notre rapport annuel 2021 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2022.

Vue d'ensemble et perspectives

À propos de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada est une institution financière mondiale définie par sa raison d'être, guidée par des principes et orientée vers l'excellence en matière de rendement. Notre succès est attribuable aux quelque 89 000 employés qui mettent à profit leur créativité et leur savoir-faire pour concrétiser notre vision, nos valeurs et notre stratégie afin que nous puissions contribuer à la prospérité de nos clients et au dynamisme des collectivités. Selon la capitalisation boursière, nous sommes la plus importante banque du Canada et l'une des plus grandes banques du monde. Nous avons adopté un modèle d'affaires diversifié axé sur l'innovation et l'offre d'expériences exceptionnelles à nos 17 millions de clients au Canada, aux États-Unis et dans 27 autres pays. Pour en savoir plus, visitez le site rbc.com.

Faits saillants financiers et autres

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les semestres clos les	
	30 avril 2022	31 janvier 2022	30 avril 2021	30 avril 2022	30 avril 2021
Total des revenus	11 220 \$	13 066 \$	11 618 \$	24 286 \$	24 561 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(342)	105	(96)	(237)	14
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	(180)	997	149	817	1 555
Frais autres que d'intérêt	6 434	6 580	6 379	13 014	12 921
Bénéfice avant impôt	5 308	5 384	5 186	10 692	10 071
Bénéfice net	4 253 \$	4 095 \$	4 015 \$	8 348 \$	7 862 \$
Secteurs – bénéfice net					
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	2 234 \$	1 974 \$	1 908 \$	4 208 \$	3 701 \$
Gestion de patrimoine (1)	750	795	683	1 545	1 324
Assurances	206	197	187	403	388
Services aux investisseurs et de trésorerie	121	118	120	239	243
Marchés des Capitaux	795	1 030	1 071	1 825	2 138
Services de soutien généraux (1)	147	(19)	46	128	68
Bénéfice net	4 253 \$	4 095 \$	4 015 \$	8 348 \$	7 862 \$
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – de base	2,97 \$	2,84 \$	2,76 \$	5,81 \$	5,42 \$
– dilué	2,96	2,84	2,76	5,80	5,42
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	18,4 %	17,3 %	19,4 %	17,9 %	19,0 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	93 300 \$	92 450 \$	83 450 \$	92 850 \$	82 050 \$
Marge nette d'intérêt – selon la moyenne des actifs productifs, montant net (3)	1,45 %	1,39 %	1,50 %	1,42 %	1,50 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	(0,18)%	0,05 %	(0,05)%	(0,06)%	0,01 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	(0,27)%	(0,04)%	(0,16)%	(0,15)%	(0,11)%
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,09 %	0,09 %	0,11 %	0,09 %	0,12 %
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,27 %	0,28 %	0,40 %	0,27 %	0,40 %
Ratio de liquidité à court terme (4)	121 %	124 %	133 %	121 %	133 %
Ratio de liquidité à long terme (4)	113 %	113 %	118 %	113 %	118 %
Ratios de fonds propres, ratio de levier et ratios de la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) (5)					
Ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1)	13,2 %	13,5 %	12,8 %	13,2 %	12,8 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	14,4 %	14,8 %	14,1 %	14,4 %	14,1 %
Ratio du total des fonds propres	16,0 %	16,6 %	15,8 %	16,0 %	15,8 %
Ratio de levier – à la fin de la période	4,7 %	4,8 %	5,0 %	4,7 %	5,0 %
Ratio TLAC (6)	27,0 %	26,4 %	s.o.	27,0 %	s.o.
Ratio de levier TLAC (6)	8,7 %	8,5 %	s.o.	8,7 %	s.o.
Principales données figurant au bilan et autres renseignements (7)					
Total de l'actif	1 848 572 \$	1 752 469 \$	1 615 316 \$	1 848 572 \$	1 615 316 \$
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable	298 315	303 095	255 152	298 315	255 152
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts	774 464	740 031	673 511	774 464	673 511
Actifs liés aux dérivés	156 204	92 319	97 236	156 204	97 236
Dépôts	1 151 597	1 142 842	1 033 323	1 151 597	1 033 323
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	97 006	94 469	85 544	97 006	85 544
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	585 839	569 285	555 607	585 839	555 607
Biens sous gestion (3)	958 200	1 021 500	929 800	958 200	929 800
Biens administrés (3), (8)	6 118 900	6 445 900	6 111 000	6 118 900	6 111 000
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne de base	1 409 702	1 421 807	1 424 889	1 415 855	1 424 107
– moyenne diluée	1 412 552	1 424 602	1 427 107	1 418 676	1 426 183
– à la fin de la période	1 401 800	1 416 020	1 424 727	1 401 800	1 424 727
Dividendes déclarés par action ordinaire	1,20 \$	1,20 \$	1,08 \$	2,40 \$	2,16 \$
Rendement de l'action (3)	3,5 %	3,5 %	3,9 %	3,5 %	4,1 %
Ratio de distribution (3)	40 %	42 %	39 %	41 %	40 %
Cours de l'action ordinaire (RY sur TSX) (9)	129,75 \$	144,93 \$	117,31 \$	129,75 \$	117,31 \$
Capitalisation boursière (TSX) (9)	181 884	205 224	167 135	181 884	167 135
Renseignements généraux liés aux activités					
Nombre d'employés (équivalent temps plein)	86 007	85 211	83 709	86 007	83 709
Nombre de succursales	1 290	1 287	1 307	1 290	1 307
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	4 377	4 368	4 469	4 377	4 469
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période (10)	0,789	0,787	0,798	0,788	0,789
Equivalent de 1,00 \$ CA en \$ US à la fin de la période	0,778	0,787	0,813	0,778	0,813

- (1) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, les profits (pertes) sur les couvertures économiques liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquels sont pris en compte dans les revenus, ainsi que la variabilité connexe de la charge de rémunération fondée sur des actions que causent des variations de la juste valeur des passifs liés à ces régimes ont été reclassés du secteur Gestion de patrimoine au secteur Services de soutien généraux. Les montants correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation actuelle.
- (2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles comprennent la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires utilisés pour calculer le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (3) Se reporter au glossaire pour une définition de cette mesure.
- (4) Le ratio de liquidité à court terme et le ratio de liquidité à long terme sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF). Le ratio de liquidité à court terme correspond à la moyenne du trimestre compris dans chaque période. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement.
- (5) Les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier l'est conformément à celle sur les exigences de levier de ce même organisme.
- (6) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2022, le BSIF exige que les banques canadiennes d'importance systémique intérieure respectent le ratio TLAC fondé sur les risques et le ratio de levier TLAC fondé sur les risques minimaux, qui sont établis conformément à la ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (Total Loss Absorbing Capacity [TLAC]) du BSIF. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.
- (7) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.
- (8) Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement, de 14 milliards de dollars et de 4 milliards (15 milliards et 3 milliards au 31 janvier 2022; 15 milliards et 3 milliards au 30 avril 2021).
- (9) Selon le cours de clôture à la TSX à la fin de la période.
- (10) Les moyennes sont calculées selon les cours de change au comptant à la fin du mois pour la période.
- s.o. sans objet

Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – données au 25 mai 2022

Les projections et prévisions de la présente rubrique sont fondées sur des informations et hypothèses fournies par des sources que nous considérons comme fiables. Si ces informations ou ces hypothèses se révèlent inexactes, les perspectives économiques réelles pourraient différer de façon significative des perspectives présentées dans la présente rubrique.

Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives

L'inflation a monté en flèche et les taux de chômage ont encore baissé, ce qui a incité les banques centrales du Canada, des États-Unis et du Royaume-Uni à relever leurs taux d'intérêt et à réduire leurs portefeuilles d'actifs. Le conflit entre la Russie et l'Ukraine a amplifié les problèmes des chaînes d'approvisionnement à l'échelle mondiale et a fait grimper les prix des marchandises clés, intensifiant ainsi les pressions inflationnistes. Les conséquences économiques de la pandémie de COVID-19 se sont estompées dans la plupart des régions, la reprise dans les secteurs du voyage et de l'hôtellerie stimulant la croissance à court terme. Cette pandémie continue cependant de nuire à la fabrication et à l'offre de produits, comme en témoignent les perturbations économiques qui secouent la Chine par suite des efforts rigoureux qui y ont été déployés pour freiner la propagation du virus. Un chômage famélique et une forte demande de main-d'œuvre entraînent une hausse des salaires. Les banques centrales devraient continuer d'augmenter leurs taux d'intérêt à un rythme jamais vu dans les dernières décennies, ce qui devrait ralentir la croissance du PIB plus tard cette année ainsi que dans l'année civile 2023.

Canada

Malgré les problèmes engendrés par le variant Omicron et après avoir enregistré une hausse de 6,7 %¹ dans le dernier trimestre civil de 2021, le PIB canadien devrait avoir augmenté de 4,5 %¹ au premier trimestre civil de 2022. Stimulée par un rebond des dépenses dans les secteurs du voyage et de l'hôtellerie, la croissance devrait demeurer élevée à court terme. L'inflation a poursuivi sa hausse, l'augmentation, d'une année à l'autre, de l'indice des prix à la consommation (IPC) canadien étant passée de 4,8 % en décembre 2021 à 6,8 % en avril 2022, ce qui reflète notamment la montée des prix des marchandises à l'échelle mondiale qu'engendre le conflit entre la Russie et l'Ukraine. Les pressions sur les prix d'une multitude de produits et de services s'accroissent, la demande surpassant l'offre. Le marché de l'emploi s'est encore amélioré, le taux de chômage se situant à 5,2 % en avril 2022, son niveau le plus bas depuis des décennies, et l'aggravation de la pénurie de main-d'œuvre semble avoir pour effet de favoriser la progression des salaires. Une inflation galopante et un marché de l'emploi vigoureux incitent la Banque du Canada à majorer ses taux d'intérêt plus rapidement que ce qui avait été prévu. Ainsi, elle a relevé son taux d'intérêt à un jour de 75 p.b. au cours des mois de mars et avril 2022 et a commencé à réduire ses actifs. Nous nous attendons à ce qu'elle continue d'augmenter ses taux d'intérêt jusqu'à la fin de l'année civile 2022. Le niveau élevé de l'épargne des ménages devrait soutenir leurs dépenses à court terme, mais un taux d'inflation élevé et des taux d'intérêt à la hausse devraient continuer de ralentir les marchés du logement ainsi que la croissance du PIB dans le reste de l'année civile et en 2023.

États-Unis

Après une croissance de 6,9 %¹ au dernier trimestre civil de 2021, le PIB des États-Unis s'est contracté de 1,4 %¹ au premier trimestre civil de 2022. Même si les répercussions économiques de la pandémie de COVID-19 se font moins fortes, les ratés des chaînes d'approvisionnement mondiales et les pénuries croissantes de main-d'œuvre devraient continuer de limiter la croissance du PIB dans l'année civile 2022. Le taux de chômage a reculé à 3,6 % en mars et avril 2022 et la forte demande de main-d'œuvre a favorisé la progression des salaires. L'inflation s'est encore accélérée, la croissance, sur un an, de l'IPC américain dépassant 8 % en mars et avril 2022, ce qui rend compte de l'intensification des pressions sur un large éventail de produits et de services, ainsi que de la hausse des prix de l'essence et des véhicules. S'appuyant sur les faibles niveaux de chômage, l'augmentation des salaires et l'accroissement des pressions inflationnistes, la Réserve fédérale a relevé ses taux d'intérêt de 75 p.b. depuis mars 2022, et nous nous attendons à ce qu'elle les majore encore jusqu'à la fin de l'année civile 2022 ainsi que dans celle qui suivra.

Europe

Au premier trimestre civil de 2022, la croissance du PIB de la zone euro a atteint 0,3 % après une hausse de 0,3 % enregistrée au dernier trimestre civil de 2021, la croissance ayant été limitée par la propagation rapide du variant Omicron et l'incidence des mesures de confinement imposées dans certaines régions. Le conflit entre la Russie et l'Ukraine devrait plomber la croissance de ce PIB puisque les liens commerciaux avec ces pays sont plus directs dans la zone euro qu'ils le sont en Amérique du Nord. La montée de l'inflation devrait réduire le pouvoir d'achat des consommateurs, et les secteurs de la fabrication et des services doivent composer avec une hausse des prix des intrants. Comme l'inflation s'accroît et que le taux de chômage est faible, la Banque centrale européenne devrait majorer ses taux d'intérêt à compter de la seconde moitié de l'année civile 2022. Le PIB du Royaume-Uni a, quant à lui, augmenté de 0,8 % au premier trimestre civil de 2022, après avoir affiché une hausse de 1,3 % dans le dernier trimestre civil de 2021. Les pénuries de travailleurs et les pressions inflationnistes devraient persister. La Banque d'Angleterre a relevé ses taux d'intérêt de 90 p.b. depuis décembre 2021, et nous nous attendons à ce qu'elle continue de le faire d'ici la fin de l'année civile 2022 ainsi que dans la suivante.

Marchés financiers

Les rendements des obligations d'État demeurent à des creux historiques, mais ont fortement augmenté, la reprise économique à l'échelle mondiale s'étant poursuivie et les taux d'inflation ayant monté. Les marchés boursiers ont reculé par rapport au début de l'année civile 2022, la hausse des taux d'intérêt et d'inflation ayant assombri leurs perspectives de croissance. Les prix de certaines matières premières, dont le pétrole brut, demeurent largement supérieurs à ceux en vigueur avant la pandémie, ce qui reflète une offre restreinte et une demande croissante ainsi que les répercussions du conflit entre la Russie et l'Ukraine.

¹ Taux annualisé

Contexte réglementaire

Nous continuons de surveiller de près l'évolution de la réglementation et de nous y préparer de manière à assurer le respect des nouvelles exigences qui pourraient nous être imposées, tout en atténuant les répercussions défavorables d'ordre commercial ou financier. Ces répercussions pourraient découler de l'application de lois et de règlements nouveaux ou modifiés ou des attentes de ceux qui les mettent en œuvre. Un sommaire des principaux changements de réglementation qui pourraient accroître ou réduire nos coûts et la complexité de nos activités est présenté à la rubrique Risque lié au cadre juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2021 et dans les mises à jour figurant ci-dessous. Les rubriques Incidence de la pandémie de COVID-19 et Gestion des fonds propres de notre rapport annuel 2021 et les mises à jour présentées à la rubrique Gestion des fonds propres du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2022 présentent un résumé des autres modifications apportées à la réglementation et des programmes d'aide mis en place par les gouvernements du monde entier et le BSIF en réponse à la pandémie de COVID-19.

Incertitudes à l'échelle mondiale

En règle générale, l'incertitude engendrée par la pandémie de COVID-19 s'est atténuée dans la plupart des régions où nous menons des activités en raison notamment du relâchement des mesures de confinement, d'une plus grande offre de vaccins, de la vigueur des marchés de l'emploi et de la croissance du PIB. Cependant, un certain degré d'incertitude subsiste, et ce, surtout en ce qui a trait aux perturbations des chaînes d'approvisionnement associées aux confinements récemment imposés dans plusieurs grandes villes de la Chine à cause de ce virus. Les tensions géopolitiques, soit plus particulièrement le conflit entre la Russie et l'Ukraine, ont accentué les problèmes des chaînes d'approvisionnement, et les pressions sur le plan de l'inflation et des politiques commerciales se sont intensifiées. Tous ces facteurs menacent les perspectives économiques mondiales. En avril 2022, le Fonds monétaire international prévoyait une croissance de l'économie mondiale de 3,6 % pour l'année civile 2022, soit 0,8 % de moins que ce qu'il avait prévu en janvier, cette révision à la baisse étant motivée par les répercussions économiques du conflit entre la Russie et l'Ukraine. Même si les tensions entre ces deux nations demeurent fortes et que l'issue de cette guerre est toujours incertaine, notre exposition est extrêmement limitée dans ces pays puisque nous n'y menons aucune activité, ce qui rend compte de notre stratégie et de notre appétit pour le risque. Notre modèle d'affaires diversifié, notre présence dans diverses régions et notre offre de produits variée contribuent toujours à l'atténuation des risques qu'engendrent les incertitudes à l'échelle mondiale.

Réforme des taux d'intérêt de référence

Le 16 mai 2022, Refinitiv Benchmark Services (UK) Limited (RBSL), administrateur du taux Canadian Dollar Offered Rate (CDOR), a annoncé que le calcul et la publication de toutes les échéances du CDOR cesseront définitivement à compter du 28 juin 2024, exclusivement. Le BSIF a publié ses attentes selon lesquelles les institutions financières fédérales du Canada devront délaisser le CDOR au profit d'un taux de référence alternatif pour tous leurs nouveaux dérivés et titres d'ici le 30 juin 2023, sans aucune exposition au CDOR après cette date, sauf en de rares cas à des fins de gestion des risques. Par ailleurs, le BSIF s'attend à ce que toutes les conventions de prêt assujetties au CDOR transitionnent vers un taux de référence alternatif d'ici le 28 juin 2024. L'abandon du CDOR sera géré dans le cadre de notre programme de réforme des taux d'intérêt de référence à l'échelle de l'entreprise.

Budget de 2022 du gouvernement du Canada

Le 7 avril 2022, le gouvernement du Canada a présenté son budget 2022, qui prévoit des mesures visant à garantir que les groupes de banques et d'assureurs-vie aideraient à régler une partie des coûts qu'il a engagés en réponse à la pandémie de COVID-19. Les mesures envisagées comprennent un dividende pour la relance du Canada (DRC), un impôt ponctuel de 15 %, en 2022, déterminé en fonction du revenu imposable de 2021 supérieur à 1 milliard de dollars et payable en versements égaux sur cinq ans, ainsi qu'une augmentation permanente du taux d'imposition des sociétés de 1,5 % sur le revenu imposable supérieur à 100 millions de dollars qui s'appliquerait aux années d'imposition se terminant après le 7 avril 2022.

La législation associée à ces mesures proposées n'a pas encore été publiée, et le calendrier de son adoption demeure incertain. Bien que l'incidence finale dépend de la législation définitive, le DRC devrait réduire notre bénéfice net lorsqu'il sera quasi-adopté. Nous nous attendons à ce qu'il réduise également notre ratio CET1.

Activités réglementaires liées au climat

Les règlements, cadres et lignes directrices concernant les changements climatiques et s'appliquant aux banques, aux assureurs et aux gestionnaires d'actifs évoluent rapidement. Nous continuons de suivre de près l'élaboration des lois pertinentes en ce domaine ainsi que les changements des obligations d'information des émetteurs publics. Ces changements englobent ceux qu'a récemment annoncés le gouvernement du Canada et aux termes desquels il sera exigé des banques et des sociétés d'assurance qu'elles présentent des informations sur leurs risques liés aux changements climatiques à compter de 2024, le projet du Règlement 51-107 – *Information liée aux questions climatiques* qu'ont publié les Autorités canadiennes en valeurs mobilières et qui vise à imposer aux émetteurs assujettis au Canada des obligations d'information à cet égard, les modifications que la SEC se propose d'apporter à ses règlements et qui obligerait bon nombre de sociétés inscrites à inclure certaines informations liées au climat dans leurs dépôts réglementaires, dont leurs états financiers, et, enfin, le projet de normes de l'International Sustainability Standards Board sur la présentation d'informations liées au climat et de celles, de portée plus générale, ayant trait à la durabilité.

Pour une analyse des facteurs de risque, y compris notre cadre et nos activités de gestion des risques, et d'autres faits nouveaux en matière de réglementation qui pourraient se répercuter sur nos activités et nos résultats financiers, se reporter à la rubrique Incidence de la pandémie de COVID-19, y compris la section Incidence du facteur de risque que représente la pandémie, ainsi qu'aux rubriques Gestion du risque – Risques connus et risques émergents et Risque lié au cadre juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2021 et aux rubriques Gestion du risque et Gestion des fonds propres du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2022.

Principaux événements au sein de l'entreprise en 2022

Brewin Dolphin Holdings PLC

Le 31 mars 2022, nous avons annoncé notre intention d'acquérir Brewin Dolphin Holdings PLC (Brewin Dolphin) par l'intermédiaire de notre filiale RBC Wealth Management (Jersey) Holdings Limited pour une contrepartie en trésorerie recommandée de 515 pence par action pour la totalité des actions émises et à émettre du capital-actions de Brewin Dolphin dont la valeur est d'environ 1,6 milliard de livres sterling (2,6 milliards de dollars) sur une base diluée au 30 mars 2022. Brewin Dolphin est un fournisseur de services de gestion de patrimoine discrétionnaire au Royaume-Uni et en Irlande. La conclusion de la transaction est prévue d'ici la fin du troisième trimestre civil de 2022, sous réserve de l'obtention des approbations réglementaires et des conditions de clôture d'usage. Pour plus de détails, se reporter à la note 6 de nos états financiers résumés.

Rendement financier

Vue d'ensemble

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2021

Le bénéfice net s'est dégagé à 4 253 millions de dollars, en hausse de 238 millions, ou 6 %, par rapport à il y a un an. Le bénéfice dilué par action s'est situé à 2,96 \$, ayant progressé de 0,20 \$, ou 7 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 18,4 %, contre 19,4 % un an plus tôt. Notre ratio CET1 s'est établi à 13,2 %, ayant monté de 40 p.b. sur un an.

Notre bénéfice reflète l'amélioration des résultats des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Services de soutien généraux, Gestion de patrimoine, Assurances et Services aux investisseurs et de trésorerie, ce qui a été annulé en partie par les faibles résultats du secteur Marchés des Capitaux.

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au premier trimestre de 2022

Le bénéfice net, au montant de 4 253 millions de dollars, a grimpé de 158 millions, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 2,96 \$, ayant monté de 0,12 \$, ou 4 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 18,4 %, en hausse par rapport à celui de 17,3 % du trimestre précédent. Notre ratio CET1 de 13,2 % a reculé de 30 p.b. en regard de cette période.

Notre bénéfice rend compte de la progression des résultats des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Services de soutien généraux, Assurances et Services aux investisseurs et de trésorerie, ce qui a été atténué par les faibles résultats des secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine.

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2021 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est établi à 8 348 millions de dollars, ce qui signale une progression de 486 millions, ou 6 %, sur un an. Le bénéfice dilué par action s'est dégagé à 5,80 \$, ayant monté de 0,38 \$, ou 7 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 17,9 %, contre 19,0 % un an plus tôt.

Notre bénéfice rend compte de l'amélioration des résultats des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine, Services de soutien généraux et Assurances, ce qui a été neutralisé en partie par une baisse des résultats des secteurs Marchés des Capitaux et Services aux investisseurs et de trésorerie.

Pour plus de détails sur nos résultats des secteurs d'exploitation et le ratio CET1, se reporter respectivement aux rubriques Résultats des secteurs d'exploitation et Gestion des fonds propres.

Incidence du change

Le tableau ci-après reflète l'incidence estimative du change sur les principaux postes de l'état du résultat net.

	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	T2 2022 par rapport au T2 2021	T2 2022 par rapport au T1 2022	T2 2022 par rapport au T2 2021	
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)				
Augmentation (diminution) :				
Total des revenus	(16)\$	(43)\$	(82)\$	
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(4)	(1)	(3)	
Frais autres que d'intérêt	(18)	(34)	(70)	
Impôt sur le résultat	2	(1)	(2)	
Bénéfice net	4	(7)	(7)	
Incidence sur le bénéfice par action				
De base	– \$	(0,01)\$	(0,01)\$	
Dilué	–	(0,01)	(0,01)	

Le tableau ci-après présente les taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités.

	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2022	le 31 janvier 2022	le 30 avril 2021	le 30 avril 2022	le 30 avril 2021
(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)					
Dollar américain	0,789	0,787	0,798	0,788	0,789
Livre sterling	0,605	0,586	0,577	0,595	0,575
Euro	0,721	0,695	0,669	0,708	0,656

(1) Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Total des revenus

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2022	le 31 janvier 2022	le 30 avril 2021	le 30 avril 2022	le 30 avril 2021
Revenu d'intérêt et de dividende	7 758 \$	7 378 \$	6 898 \$	15 136 \$	14 134 \$
Charge d'intérêt	2 484	2 107	2 044	4 591	4 245
Revenu net d'intérêt	5 274 \$	5 271 \$	4 854 \$	10 545 \$	9 889 \$
Marge nette d'intérêt	1,45 %	1,39 %	1,50 %	1,42 %	1,50 %
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	234 \$	1 399 \$	536 \$	1 633 \$	2 345 \$
Revenus tirés des activités de négociation	289	314	377	603	901
Commissions de gestion de placements et de services de garde	1 892	1 961	1 711	3 853	3 414
Revenus tirés des fonds communs de placement	1 086	1 165	1 014	2 251	2 014
Commissions de courtage en valeurs mobilières	389	399	431	788	832
Frais bancaires	480	485	460	965	918
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	507	701	747	1 208	1 337
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	251	271	292	522	581
Revenus sur cartes	288	291	281	579	553
Commissions de crédit	398	476	368	874	700
Profits nets sur les titres de placement	23	15	82	38	117
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	24	29	24	53	49
Autres	85	289	441	374	911
Revenus autres que d'intérêt	5 946	7 795	6 764	13 741	14 672
Total des revenus	11 220 \$	13 066 \$	11 618 \$	24 286 \$	24 561 \$
Information supplémentaire sur les activités de négociation					
Revenu net d'intérêt (1)	642 \$	720 \$	642 \$	1 362 \$	1 382 \$
Revenus autres que d'intérêt	289	314	377	603	901
Total des revenus tirés des activités de négociation	931 \$	1 034 \$	1 019 \$	1 965 \$	2 283 \$

(1) Tient compte du revenu net d'intérêt découlant des positions liées aux activités de négociation, y compris les actifs et passifs qui sont classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2021

Le total des revenus a diminué de 398 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à un an plus tôt, en raison principalement du recul des autres revenus et des primes d'assurance, des revenus de placement et honoraires (revenus d'assurance). La baisse des commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils a également contribué à cette diminution. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la progression du revenu net d'intérêt et par celle des commissions de gestion de placements et de services de garde.

Le revenu net d'intérêt a progressé de 420 millions de dollars, ou 9 %, en raison principalement d'une croissance des volumes qui a plus qu'annulé l'incidence du rétrécissement des écarts des secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National). L'accroissement des revenus tirés des prêts du secteur Marchés des Capitaux a également favorisé cette progression.

La marge nette d'intérêt s'est contractée de 5 p.b. par rapport à il y a un an, du fait principalement du rétrécissement des écarts surtout dans les produits de mise en pension de titres et de financement garanti.

Les revenus d'assurance ont fléchi de 302 millions de dollars, ou 56 %, ce qui tient essentiellement à la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, variation qui est compensée en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Ce facteur a été en partie annulé par la hausse des ventes de rentes collectives et l'expansion des activités pour la plupart des produits.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde ont augmenté de 181 millions de dollars, ou 11 %, ce qui témoigne principalement de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, croissance qui reflète les ventes nettes et l'appréciation des marchés.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils se sont contractés de 240 millions de dollars, ou 32 %, en raison surtout du ralentissement des activités d'origination de titres de participation et de titres de créance essentiellement aux États-Unis.

Les autres revenus se sont affaiblis de 356 millions de dollars, ou 81 %, ce qui s'explique principalement par les variations de la juste valeur des couvertures de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquelles ont été pour l'essentiel compensées dans les frais autres que d'intérêt.

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au premier trimestre de 2022

Le total des revenus a fléchi de 1 846 millions de dollars, ou 14 %, par rapport au trimestre précédent, en raison surtout du repli des revenus d'assurance. La diminution des autres revenus ainsi que des commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils a également contribué à la baisse.

Le revenu net d'intérêt est demeuré sensiblement le même. L'élargissement des écarts a compensé l'incidence des trois jours de moins dans le trimestre à l'étude pour ce qui est des secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National).

Les revenus d'assurance ont reculé de 1 165 millions de dollars, ou 83 %, ce qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance et à la diminution des ventes de rentes collectives, éléments qui sont deux tous compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils se sont comprimés de 194 millions de dollars, ou 28 %, et ce, à cause principalement du ralentissement des activités d'origination de titres de participation et de titres de créance dans la plupart des régions, ainsi que de celles de fusion et acquisition aux États-Unis.

Les autres revenus se sont affaiblis de 204 millions de dollars, ou 71 %, ce qui s'explique en grande partie par les profits enregistrés dans nos portefeuilles détenus à des fins autres que de transaction au trimestre précédent, ainsi que par les variations de la juste valeur des couvertures de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquelles ont été pour l'essentiel compensées dans les frais autres que d'intérêt. Les autres revenus du trimestre précédent tenaient également compte des profits réalisés sur les activités de titrisation de prêts hypothécaires commerciaux. Ces facteurs ont été annulés en partie par les profits à la cession de certaines sociétés affiliées secondaires.

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2021 (résultats semestriels)

Le total des revenus a diminué de 275 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à un an plus tôt, en raison principalement de la baisse des revenus d'assurance et des autres revenus. Le recul de ceux tirés des activités de négociation a accentué la diminution. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse du revenu net d'intérêt, des commissions de gestion de placements et de services de garde et des revenus tirés des fonds communs de placement.

Le revenu net d'intérêt a progressé de 656 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement d'une croissance des volumes qui a plus qu'annulé le rétrécissement des écarts des secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine. L'amélioration des revenus tirés des prêts du secteur Marchés des Capitaux a également favorisé cette progression.

Les revenus d'assurance ont fléchi de 712 millions de dollars, ou 30 %, ce qui tient essentiellement à la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, variation qui est compensée en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Ce facteur a été en partie compensé par la hausse des ventes de rentes collectives et par l'expansion des activités pour la plupart des produits.

Les revenus tirés des activités de négociation ont fléchi de 298 millions de dollars, ou 33 %, et ce, en raison surtout du ralentissement de celles visant des titres à revenu fixe aux États-Unis et en Europe, les revenus de la même période de l'exercice précédent ayant bénéficié de l'intensification des activités des clients.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde ont progressé de 439 millions de dollars, ou 13 %, ce qui témoigne principalement de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, croissance reflétant les ventes nettes et l'appréciation des marchés.

Les revenus tirés des fonds communs de placement ont monté de 237 millions de dollars, ou 12 %, grâce essentiellement à la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients reflétant les ventes nettes et l'appréciation des marchés pour le secteur Gestion de patrimoine, ainsi qu'au fait que l'accroissement de la moyenne des soldes de fonds communs de placement a haussé les frais de placement du secteur Services bancaires canadiens.

Les autres revenus se sont affaiblis de 537 millions de dollars, ou 59 %, ce qui s'explique en grande partie par les variations de la juste valeur des couvertures de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquelles ont été pour l'essentiel compensées dans les frais autres que d'intérêt.

Dotation à la provision pour pertes de crédit ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2022	le 31 janvier 2022	le 30 avril 2021	le 30 avril 2022	le 30 avril 2021
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	(419)\$	(63)\$	(164)\$	(482)\$	(223)\$
Gestion de patrimoine	(30)	(13)	(5)	(43)	(6)
Marchés des Capitaux	(56)	(4)	(87)	(60)	(124)
Services de soutien généraux et autres ⁽²⁾	1	–	(4)	1	(4)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	(504)	(80)	(260)	(584)	(357)
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	147 \$	191 \$	203 \$	338 \$	430 \$
Gestion de patrimoine	–	1	3	1	(24)
Marchés des Capitaux	27	(12)	(29)	15	(11)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	174	180	177	354	395
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts	(330)	100	(83)	(230)	38
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers ⁽³⁾	(12)	5	(13)	(7)	(24)
Total de la dotation à la provision pour pertes de crédit	(342)\$	105 \$	(96)\$	(237)\$	14 \$
La dotation à la provision pour pertes de crédit comprend ce qui suit :					
Prêts de détail	(188)\$	(58)\$	(104)\$	(246)\$	(167)\$
Prêts de gros	(316)	(22)	(156)	(338)	(190)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	(504)	(80)	(260)	(584)	(357)
Prêts de détail	146	138	166	284	346
Prêts de gros	28	42	11	70	49
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	174	180	177	354	395
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts	(330)\$	100 \$	(83)\$	(230)\$	38 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	(0,18)%	0,05 %	(0,05)%	(0,06)%	0,01 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,09 %	0,09 %	0,11 %	0,09 %	0,12 %

(1) L'information sur les prêts englobe celle sur les prêts, les acceptations et les engagements.

(2) Comprend la dotation à la provision pour pertes de crédit qui a été constatée dans les secteurs Services de soutien généraux, Assurances et Services aux investisseurs et de trésorerie.

(3) La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers représente principalement les dotations pour les titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti, les débiteurs et les garanties financières.

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2021

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit s'est chiffré à (342) millions de dollars, ayant diminué de 246 millions sur un an. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a été de (330) millions, ayant chuté de 247 millions en raison surtout des contrepassations de dotations du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises dans le trimestre considéré, alors que des dotations avaient été constituées dans la période correspondante de l'exercice précédent. Ce facteur a été neutralisé en partie par la baisse des contrepassations de dotations du secteur Marchés des Capitaux. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établi à (18) p.b., ayant reculé de 13 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est située à (504) millions de dollars, ayant baissé de 244 millions, ce qui rend surtout compte de la hausse des contrepassations de dotations du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises concernant les portefeuilles des secteurs Services bancaires canadiens et Services bancaires dans les Antilles. Le fait que l'incertitude engendrée par la pandémie de COVID-19 a diminué a permis une hausse des contrepassations, ce qui a été neutralisé en partie par l'accroissement des risques de baisse, dont les hausses des taux d'inflation et d'intérêt. Ce facteur a été annulé en partie par la diminution des contrepassations de dotations du secteur Marchés des Capitaux.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a été de 174 millions de dollars, pour une diminution de 3 millions, ou 2 %. La baisse des dotations du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, soit essentiellement dans le cas des portefeuilles du secteur Services bancaires canadiens, a été atténuée par la constatation de dotations dans la période considérée alors que des recouvrements avaient été inscrits un an plus tôt dans le secteur Marchés des Capitaux, soit surtout pour le secteur du pétrole et du gaz.

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au premier trimestre de 2022

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit s'est allégé de 447 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établie à (330) millions, contre 100 millions au trimestre précédent, ce qui rend surtout compte des contrepassations de dotations du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises dans le trimestre considéré, alors que des dotations avaient été constituées au trimestre précédent. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a diminué de 23 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs a fléchi de 424 millions de dollars en raison surtout de la hausse des contrepassations de dotations du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises au trimestre considéré, et ce, surtout en ce qui a trait aux portefeuilles du secteur Services bancaires canadiens. L'incertitude engendrée par la pandémie de COVID-19 se faisant moins forte, les contrepassations ont augmenté, mais cela a été neutralisé en partie par l'accroissement des risques de baisse, y compris les hausses des taux d'inflation et d'intérêt.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a baissé de 6 millions de dollars, ou 3 %, ce qui s'explique principalement par la diminution des dotations du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, et ce, essentiellement en ce qui a trait aux portefeuilles de prêts aux entreprises du secteur Services bancaires canadiens. Cet élément a été annulé en grande partie par les dotations constituées pour le secteur Marchés des Capitaux, concernant surtout le secteur des biens de consommation de base, qui ont été constatées durant le trimestre, tandis que des recouvrements l'avaient été au trimestre précédent.

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2021 (résultats semestriels)

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit, au montant de (237) millions de dollars, a fléchi de 251 millions sur un an. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est chiffrée à (230) millions de dollars, contre 38 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui rend surtout compte des contrepassations de dotations du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises dans la période considérée, alors que des dotations avaient été constituées un an plus tôt. Ce facteur a été partiellement annulé par la contrepassation des dotations du secteur Marchés des Capitaux. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a été de (6) p.b., ayant diminué de 7 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est établie à (584) millions de dollars, ayant fléchi de 227 millions, ou 64 %, en raison surtout de la hausse des contrepassations de dotations du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises concernant les portefeuilles des Services bancaires canadiens et des Services bancaires dans les Antilles. Le fait que l'incertitude engendrée par la pandémie de COVID-19 a diminué a permis une hausse des contrepassations, ce qui a été neutralisé en partie par l'accroissement des risques de baisse, y compris les hausses des taux d'inflation et d'intérêt. Ce facteur a été annulé en partie par la diminution des contrepassations de dotations du secteur Marchés des Capitaux, les risques de baisse et la croissance des portefeuilles ayant restreint les contrepassations durant la période à l'étude comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a été de 354 millions de dollars, pour une diminution de 41 millions, ou 10 %, qui a découlé en grande partie de la baisse des dotations du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, et ce, principalement en ce qui concerne les portefeuilles des Services bancaires canadiens. Ce facteur a été atténué par les dotations constituées dans la période considérée alors que des recouvrements l'avaient été un an plus tôt dans les secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2021

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 329 millions de dollars sur un an, ce qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, élément compensé en grande partie dans les revenus. La hausse de la sinistralité favorable liée aux placements a également accentué ce fléchissement. Ces facteurs ont été annulés en partie par la hausse des ventes de rentes collectives et par l'expansion des activités.

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au premier trimestre de 2022

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance se sont repliés de 1 177 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète principalement la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance ainsi que le recul des ventes de rentes collectives, éléments qui sont tous deux compensés en grande partie dans les revenus. La sinistralité liée aux placements et l'amélioration de la sinistralité générale ont également favorisé le recul. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence des changements dans la nouvelle composition des activités, dont une diminution des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité.

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2021 (résultats semestriels)

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance se sont repliés de 738 millions de dollars, ou 47 %, sur un an, ce qui rend principalement compte de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, élément compensé en grande partie dans les revenus. La hausse de la sinistralité favorable liée aux placements a également accentué cette diminution. Ces facteurs ont été annulés en partie par la hausse des ventes de rentes collectives, l'expansion des activités, la montée des coûts des sinistres ainsi que par l'incidence de la baisse des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2022	le 31 janvier 2022	le 30 avril 2021	le 30 avril 2022	le 30 avril 2021
Salaires	1 748 \$	1 748 \$	1 641 \$	3 496 \$	3 296 \$
Rémunération variable	1 754	1 941	1 874	3 695	3 678
Avantages du personnel et conservation du personnel	483	549	503	1 032	1 046
Rémunération fondée sur des actions	17	47	134	64	420
Ressources humaines	4 002	4 285	4 152	8 287	8 440
Matériel	513	501	487	1 014	980
Frais d'occupation	386	386	400	772	804
Communications	258	228	212	486	425
Honoraires	347	319	314	666	605
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	336	337	318	673	637
Autres	592	524	496	1 116	1 030
Frais autres que d'intérêt	6 434 \$	6 580 \$	6 379 \$	13 014 \$	12 921 \$
Ratio d'efficacité (1)	57,3 %	50,4 %	54,9 %	53,6 %	52,6 %
Ratio d'efficacité ajusté (2)	52,1 %	48,8 %	52,3 %	50,3 %	52,1 %

(1) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(2) Il s'agit d'un ratio hors PCGR. Cette mesure a été ajustée en excluant les fluctuations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance du total des revenus. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2021

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 55 millions de dollars, ou 1 %, sur un an, ce qui a résulté surtout de la hausse des coûts liés au personnel et à la technologie. L'augmentation des frais de commercialisation et d'autres dépenses discrétionnaires ont également contribué à cet accroissement. Ces facteurs ont été atténués par la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été compensée pour l'essentiel dans les autres revenus.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 57,3 %, ayant augmenté de 240 p.b. en regard de celui de 54,9 % un an plus tôt. Compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, notre ratio d'efficacité de 52,1 % s'est comprimé de 20 p.b. par rapport à celui de 52,3 % un an auparavant.

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au premier trimestre de 2022

Les frais autres que d'intérêt ont baissé de 146 millions de dollars, ou 2 %, en regard du trimestre précédent, ce qui a résulté surtout du recul de la rémunération variable en raison de la baisse des revenus et de la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été compensée en grande partie dans les autres revenus. L'incidence du change a également favorisé la baisse précitée. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la contrepassation partielle, au trimestre précédent, d'une réserve légale constituée dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National).

Notre ratio d'efficacité de 57,3 % a augmenté de 690 p.b. en regard de celui de 50,4 % du trimestre précédent. Compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, notre ratio d'efficacité de 52,1 % s'est accru de 330 p.b. par rapport à celui de 48,8 % du trimestre précédent.

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2021 (résultats semestriels)

Les frais autres que d'intérêt se sont alourdis de 93 millions de dollars, ou 1 %, en regard de ce qu'ils étaient à la même période de l'exercice précédent, ce qui vient principalement d'une hausse de la rémunération variable proportionnelle à l'amélioration des résultats, ainsi que de la montée des coûts liés au personnel et à la technologie. Ces facteurs ont été annulés en partie par la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, variation qui a été compensée en grande partie dans les autres revenus.

Notre ratio d'efficacité s'est situé à 53,6 %, en hausse de 100 p.b. par rapport à celui de 52,6 % un an plus tôt. Compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, notre ratio d'efficacité de 50,3 % a reculé de 180 p.b. comparativement à celui de 52,1 % enregistré il y a un an.

Le ratio d'efficacité excluant la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance est un ratio hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Impôt sur le résultat

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2022	le 31 janvier 2022	le 30 avril 2021	le 30 avril 2022	le 30 avril 2021
Impôt sur le résultat	1 055 \$	1 289 \$	1 171 \$	2 344 \$	2 209 \$
Bénéfice avant impôt	5 308	5 384	5 186	10 692	10 071
Taux d'imposition effectif	19,9 %	23,9 %	22,6 %	21,9 %	21,9 %

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2021

La charge d'impôt a diminué de 116 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à il y a un an en raison d'abord et avant tout d'ajustements fiscaux favorables nets dans le trimestre à l'étude.

Le taux d'imposition effectif de 19,9 % a reculé de 270 p.b., sous l'effet principalement de l'incidence d'ajustements fiscaux.

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au premier trimestre de 2022

La charge d'impôt a reculé de 234 millions de dollars, ou 18 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique essentiellement par l'incidence d'ajustements fiscaux.

Le taux d'imposition effectif de 19,9 % a fléchi de 400 p.b., sous l'effet principalement de l'incidence d'ajustements fiscaux.

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2021 (résultats semestriels)

La charge d'impôt a augmenté de 135 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à la même période un an plus tôt, ce qui s'explique essentiellement par la progression du bénéfice avant impôt, facteur atténué par l'incidence nette d'ajustements fiscaux.

Le taux d'imposition effectif de 21,9 % est demeuré le même qu'il y a un an.

Résultats des secteurs d'exploitation

Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

La direction revoit périodiquement les principales méthodes et hypothèses utilisées aux fins de notre cadre d'information de gestion afin de s'assurer de leur validité, et celles-ci n'ont pas changé depuis le 31 octobre 2021. Pour plus de détails sur les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2021.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

Mesures de rendement

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres financiers, dont le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Certaines mesures financières, incluant le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, n'ont pas de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues que présentent d'autres institutions financières.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur d'exploitation, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La direction considère la mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources parce qu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents.

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires consolidé est égal au bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires divisé par le total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période. Le calcul du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires des secteurs repose sur le bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par le capital attribué moyen pour la période. Pour chaque secteur, la moyenne du capital attribué tient compte du capital nécessaire pour contrer les divers risques, comme il est décrit à la rubrique Gestion des fonds propres, et des montants investis dans le goodwill et les immobilisations incorporelles.

L'attribution du capital suppose le recours à des hypothèses, à des jugements et à des méthodes qui sont régulièrement examinés et révisés par la direction, selon les besoins. Toute modification de ces hypothèses, jugements et méthodes peut avoir une incidence significative sur l'information relative au rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur d'activité que nous présentons. D'autres sociétés qui présentent des renseignements semblables sur des mesures d'attribution et de rendement connexes peuvent faire appel à d'autres hypothèses, jugements et méthodes.

Les tableaux ci-après présentent un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos								le 31 janvier 2022	le 30 avril 2021	
	le 30 avril 2022							Total			Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total				
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 211 \$	737 \$	204 \$	119 \$	778 \$	133 \$	4 182 \$	4 039 \$	3 938 \$		
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	26 400	18 100	2 400	3 000	25 000	18 400	93 300	92 450	83 450		
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	34,4 %	16,7 %	34,6 %	16,1 %	12,8 %	n.s.	18,4 %	17,3 %	19,4 %		

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les semestres clos								le 30 avril 2021
	le 30 avril 2022							Total	
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total		
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	4 168 \$	1 522 \$	400 \$	235 \$	1 793 \$	103 \$	8 221 \$	7 725 \$	
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	26 250	17 850	2 400	3 000	24 750	18 600	92 850	82 050	
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	32,0 %	17,2 %	33,5 %	15,9 %	14,6 %	n.s.	17,9 %	19,0 %	

(1) Les chiffres ayant trait au total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(2) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué.

(3) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

n.s. non significatif

Mesures hors PCGR

Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR décrites ci-dessous sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance. Ces mesures accroissent la comparabilité de notre performance financière pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2022 par rapport aux résultats des périodes correspondantes de l'exercice précédent et du trimestre clos le 31 janvier 2022. Les mesures hors PCGR (dont les ratios hors PCGR) n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

L'analyse qui suit décrit les mesures hors PCGR que nous utilisons pour évaluer nos résultats d'exploitation.

Ratio d'efficacité ajusté

Notre ratio d'efficacité est touché par la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, présentée dans les revenus et compensée en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Le ratio d'efficacité ajusté est un ratio hors PCGR et il est calculé au moyen du total des revenus ajusté, lequel est une mesure hors PCGR puisqu'il ne tient pas compte de l'incidence de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance. Nous jugeons que le ratio d'efficacité ajusté est une mesure utile puisque les variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance peuvent causer une volatilité du total des revenus susceptible de masquer les tendances quant au rendement sous-jacent des activités et réduire la comparabilité des résultats avec ceux des périodes antérieures.

Les tableaux suivants présentent les calculs de notre ratio d'efficacité consolidé, compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos								
	le 30 avril 2022			le 31 janvier 2022			le 30 avril 2021		
	Élément exclu			Élément exclu			Élément exclu		
	Données présentées	Variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance	Données ajustées	Données présentées	Variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance	Données ajustées	Données présentées	Variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance	Données ajustées
Total des revenus	11 220 \$	1 133 \$	12 353 \$	13 066 \$	430 \$	13 496 \$	11 618 \$	568 \$	12 186 \$
Frais autres que d'intérêt	6 434	-	6 434	6 580	-	6 580	6 379	-	6 379
Ratio d'efficacité	57,3 %		52,1 %	50,4 %		48,8 %	54,9 %		52,3 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les semestres clos					
	le 30 avril 2022			le 30 avril 2021		
	Élément exclu			Élément exclu		
	Données présentées	Variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance	Données ajustées	Données présentées	Variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance	Données ajustées
Total des revenus	24 286 \$	1 563 \$	25 849 \$	24 561 \$	222 \$	24 783 \$
Frais autres que d'intérêt	13 014	-	13 014	12 921	-	12 921
Ratio d'efficacité	53,6 %		50,3 %	52,6 %		52,1 %

Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les semestres clos les	
	30 avril 2022	31 janvier 2022	30 avril 2021	30 avril 2022	30 avril 2021
Revenu net d'intérêt	3 234 \$	3 229 \$	3 085 \$	6 463 \$	6 246 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 505	1 574	1 442	3 079	2 844
Total des revenus	4 739	4 803	4 527	9 542	9 090
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	(420)	(60)	(166)	(480)	(226)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	144	189	201	333	426
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(276)	129	35	(147)	200
Frais autres que d'intérêt	2 015	2 022	1 915	4 037	3 893
Bénéfice avant impôt	3 000	2 652	2 577	5 652	4 997
Bénéfice net	2 234 \$	1 974 \$	1 908 \$	4 208 \$	3 701 \$
Revenus par secteur d'activité					
Services bancaires canadiens	4 531 \$	4 598 \$	4 341 \$	9 129 \$	8 693 \$
Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis	208	205	186	413	397
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	34,4 %	29,8 %	31,8 %	32,0 %	31,0 %
Marge nette d'intérêt	2,46 %	2,41 %	2,56 %	2,43 %	2,56 %
Ratio d'efficacité	42,5 %	42,1 %	42,3 %	42,3 %	42,8 %
Levier d'exploitation (1)	(0,5) %	3,1 %	4,5 %	1,3 %	1,9 %
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	540 100 \$	530 800 \$	493 400 \$	535 400 \$	491 600 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	544 000	534 400	497 400	539 200	495 400
Moyenne des dépôts	543 400	539 300	495 000	541 300	492 500
Biens administrés (2)	355 800	371 100	339 000	355 800	339 000
Moyenne des biens administrés	368 400	372 600	334 400	370 600	325 000
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,11 %	0,14 %	0,17 %	0,13 %	0,18 %
Autres renseignements – Services bancaires canadiens					
Bénéfice net	2 140 \$	1 914 \$	1 872 \$	4 054 \$	3 626 \$
Marge nette d'intérêt	2,45 %	2,41 %	2,55 %	2,43 %	2,55 %
Ratio d'efficacité	41,2 %	40,8 %	40,8 %	41,0 %	41,3 %
Levier d'exploitation	(1,2) %	2,8 %	4,7 %	0,8 %	1,5 %

(1) Se reporter au glossaire pour une définition de cette mesure.

(2) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement, de 14 milliards de dollars et de 4 milliards au 30 avril 2022 (15 milliards et 3 milliards au 31 janvier 2022; 15 milliards et 3 milliards au 30 avril 2021).

Rendement financier

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2021

Le bénéfice net s'est raffermi de 326 millions de dollars, ou 17 %, sur un an, en raison essentiellement de la diminution de la dotation à la provision pour pertes de crédit et de la hausse du revenu net d'intérêt, ce qui reflète la croissance moyenne des volumes du secteur Services bancaires canadiens de 9 %, ayant plus que compensé l'incidence du rétrécissement des écarts.

Le total des revenus s'est accru de 212 millions de dollars, ou 5 %.

Les revenus du secteur Services bancaires canadiens ont monté de 190 millions de dollars, ou 4 %, du fait surtout d'une augmentation du revenu net d'intérêt reflétant une croissance moyenne des volumes de 10 % pour ce qui est des dépôts et de 9 % dans le cas des prêts, ce qui a plus qu'annulé l'incidence du rétrécissement des écarts. L'augmentation de la moyenne des soldes de fonds communs de placement, ce qui a accru les frais de placement, a également favorisé la hausse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le recul des commissions de courtage en valeurs mobilières puisque celles enregistrées un an plus tôt avaient bénéficié de l'intensification des activités des clients.

Les revenus du secteur Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis ont affiché une hausse de 22 millions de dollars, ou 12 %, laquelle hausse est essentiellement imputable à l'augmentation du revenu net d'intérêt reflétant la croissance moyenne des volumes, ainsi qu'aux profits associés à une opération de cession-bail réalisée dans le trimestre à l'étude. La progression des revenus sur cartes et de ceux tirés du change a également contribué à la hausse précitée.

La marge nette d'intérêt s'est repliée de 10 p.b. en raison surtout des pressions concurrentielles sur les prix et de la diminution des revenus générés par les remboursements anticipés dans nos portefeuilles de prêts hypothécaires, facteurs neutralisés en partie par l'incidence des hausses de taux d'intérêt.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a diminué de 311 millions de dollars en raison surtout de la hausse des contrepassations de dotations liées aux prêts productifs des portefeuilles des secteurs Services bancaires canadiens et Services bancaires dans les Antilles. Le fait que l'incertitude engendrée par la pandémie de COVID-19 a diminué a permis une hausse des contrepassations sur un an, ce qui a été atténué par l'accroissement des risques de baisse, dont les hausses des taux d'inflation et d'intérêt. Le recul des dotations liées aux prêts douteux, et ce, surtout ceux des portefeuilles du secteur Services bancaires canadiens, a aussi contribué à la diminution, celle-ci ayant entraîné une baisse de 6 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 100 millions de dollars, ou 5 %, ce qui est imputable en grande partie à la hausse des coûts liés à la technologie, notamment le numérique, ainsi qu'à l'augmentation de ceux liés au personnel et des frais de commercialisation.

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au premier trimestre de 2022

Le bénéfice net s'est renforcé de 260 millions de dollars, ou 13 %, par rapport au trimestre précédent en raison essentiellement de la baisse de la dotation à la provision pour pertes de crédit. Cette baisse a résulté en grande partie de l'augmentation des contrepassations de dotations liées aux prêts productifs dans le trimestre à l'étude, facteur qui reflète le fait que l'incertitude engendrée par la pandémie de COVID-19 a diminué, ce qui a été neutralisé en partie par l'accroissement des risques de baisse. Le repli des coûts liés au personnel a également favorisé l'augmentation du bénéfice net. Le revenu net d'intérêt est demeuré sensiblement le même puisque l'élargissement des écarts et une croissance de la moyenne des volumes de 1 % ont plus qu'annulé les conséquences des trois jours de moins qu'a comptés le trimestre considéré. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence des profits réalisés sur les activités de titrisation de prêts hypothécaires commerciaux au trimestre précédent et par le recul de la moyenne des soldes des fonds communs de placement, recul qui a réduit les frais de placement.

La marge nette d'intérêt s'est élargie de 5 p.b., et ce, en raison surtout des répercussions des hausses de taux d'intérêt dans le trimestre à l'étude.

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2021 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est renforcé de 507 millions de dollars, ou 14 %, sur un an, en raison essentiellement de la diminution de la dotation à la provision pour pertes de crédit, de la progression des revenus autres que d'intérêt et de la hausse du revenu net d'intérêt, laquelle reflète une croissance moyenne des volumes du secteur Services bancaires canadiens de 9 %, qui a plus que compensé l'incidence du rétrécissement des écarts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la montée des coûts liés au personnel et à la technologie, notamment le numérique.

Le total des revenus s'est accru de 452 millions de dollars, ou 5 %, grâce surtout à la hausse du revenu net d'intérêt, laquelle reflète une croissance moyenne des volumes de 10 % pour ce qui est des dépôts et de 9 % dans le cas des prêts du secteur Services bancaires canadiens, ce qui a plus que compensé l'incidence du rétrécissement des écarts. L'augmentation de la moyenne des soldes de fonds communs de placement, ce qui a accru les frais de placement, la progression des frais bancaires et des produits tirés du change par suite de l'intensification des activités des clients, ainsi que les profits réalisés sur les activités de titrisation de prêts hypothécaires commerciaux ont également favorisé la hausse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le recul des commissions de courtage en valeurs mobilières puisque celles enregistrées un an plus tôt avaient bénéficié de l'intensification des activités des clients.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a diminué de 347 millions de dollars en raison principalement de la hausse des contrepassations de dotations liées aux prêts productifs des portefeuilles des secteurs Services bancaires canadiens et Services bancaires dans les Antilles. La diminution de l'incertitude engendrée par la pandémie de COVID-19 a permis une hausse des contrepassations sur un an, ce qui a été atténué par l'accroissement des risques de baisse, dont les hausses des taux d'inflation et d'intérêt. Le recul des dotations liées aux prêts douteux, et ce, surtout de ceux des portefeuilles du secteur Services bancaires canadiens, a aussi contribué à la diminution, entraînant ainsi une baisse de 5 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 144 millions de dollars, ou 4 %, ce qui est imputable en grande partie à la hausse des coûts liés au personnel et à la technologie, notamment le numérique, et des frais de commercialisation.

Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les semestres clos les	
	30 avril 2022	31 janvier 2022	30 avril 2021	30 avril 2022	30 avril 2021
Revenu net d'intérêt	780 \$	745 \$	666 \$	1 525 \$	1 332 \$
Revenus autres que d'intérêt (1)	2 825	2 868	2 594	5 693	5 147
Total des revenus (1)	3 605	3 613	3 260	7 218	6 479
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	(30)	(13)	(5)	(43)	(7)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	–	1	3	1	(24)
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(30)	(12)	(2)	(42)	(31)
Frais autres que d'intérêt (1)	2 644	2 581	2 371	5 225	4 777
Bénéfice avant impôt (1)	991	1 044	891	2 035	1 733
Bénéfice net (1)	750 \$	795 \$	683 \$	1 545 \$	1 324 \$
Revenus par secteur d'activité					
Gestion de patrimoine – Canada	1 071 \$	1 072 \$	964 \$	2 143 \$	1 864 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (1)	1 775	1 727	1 566	3 502	3 100
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains) (1)	1 399	1 359	1 250	2 758	2 446
Gestion mondiale d'actifs	678	736	628	1 414	1 323
Gestion de patrimoine – International	81	78	102	159	192
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	16,7 %	17,7 %	17,0 %	17,2 %	16,2 %
Marge nette d'intérêt	2,32 %	2,11 %	2,38 %	2,21 %	2,36 %
Marge avant impôt (1), (2)	27,5 %	28,9 %	27,3 %	28,2 %	26,7 %
Nombre de conseillers (3)	5 623	5 564	5 459	5 623	5 459
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	137 900 \$	139 900 \$	114 800 \$	138 900 \$	113 800 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	95 700	92 900	83 100	94 300	82 500
Moyenne des dépôts	158 800	161 500	139 700	160 200	138 800
Biens administrés (4)	1 301 900	1 341 100	1 227 000	1 301 900	1 227 000
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (4)	681 600	712 700	651 300	681 600	651 300
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains) (4)	530 400	560 800	529 800	530 400	529 800
Biens sous gestion (4)	949 800	1 013 100	922 300	949 800	922 300
Moyenne des biens administrés	1 326 100	1 351 300	1 218 200	1 338 900	1 194 400
Moyenne des biens sous gestion	980 300	1 021 200	910 400	1 001 100	896 800
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,00 %	0,00 %	0,02 %	0,00 %	(0,06) %

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos
	T2 2022 par rapport au T2 2021	T2 2022 par rapport au T1 2022	T2 2022 par rapport au T2 2021
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	12 \$	(12) \$	(12) \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(1)	–	(1)
Frais autres que d'intérêt	8	(10)	(11)
Bénéfice net	3	(2)	(1)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(1) %	– %	– %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	5 %	3 %	3 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	8 %	4 %	8 %

(1) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, les profits (pertes) sur les couvertures économiques liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquels sont pris en compte dans les revenus, ainsi que la variabilité connexe de la charge de rémunération fondée sur des actions que causent des variations de la juste valeur des passifs liés à ces régimes ont été reclassés du secteur Gestion de patrimoine au secteur Services de soutien généraux. Les montants correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation actuelle.

(2) La marge avant impôt s'entend du bénéfice avant impôt, divisé par le total des revenus.

(3) Représente les conseillers en contact direct avec les clients au sein de tous nos services du secteur Gestion de patrimoine.

(4) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

Rendement financier

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2021

Le bénéfice net a monté de 67 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à il y a un an, et ce, en raison surtout de la progression de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients. La hausse du revenu net d'intérêt découlant de la croissance moyenne des volumes a également favorisé l'augmentation. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'accroissement de la rémunération variable et des coûts liés au personnel ainsi que par la baisse des revenus tirés des transactions.

Le total des revenus a augmenté de 345 millions de dollars, ou 11 %.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – Canada se sont renforcés de 107 millions de dollars, ou 11 %, en raison surtout de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, ce qui reflète les ventes nettes et l'appréciation des marchés.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) ont monté de 209 millions de dollars, ou 13 %. En dollars américains, ils ont augmenté de 149 millions de dollars, ou 12 %, ce qui s'explique surtout par la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, hausse reflétant les ventes nettes et l'appréciation des marchés, et par les profits à la cession de certaines sociétés affiliées secondaires. L'augmentation du revenu net d'intérêt a aussi contribué à l'amélioration précitée et rend compte d'une croissance moyenne des volumes de 12 % pour ce qui est des prêts et de 13 % dans le cas des dépôts, laquelle a plus que compensé l'incidence du rétrécissement des écarts. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la baisse des revenus tirés des transactions qui a résulté principalement des activités des clients.

Les revenus du secteur Gestion mondiale d'actifs se sont accrus de 50 millions de dollars, ou 8 %, ce qui a découlé essentiellement de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, croissance reflétant les ventes nettes et l'appréciation des marchés.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – International se sont comprimés de 21 millions de dollars.

La dotation à la provision pour pertes de crédit du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) a diminué de 28 millions de dollars, ce qui rend principalement compte de la hausse des contrepassations de dotations liées aux prêts productifs. Le fait que l'incertitude engendrée par la pandémie de COVID-19 a diminué a permis une hausse des contrepassations sur un an, ce qui a été neutralisé en partie par l'accroissement des risques de baisse.

Les frais autres que d'intérêt se sont alourdis de 273 millions de dollars, ou 12 %, sous l'effet surtout d'une hausse de la rémunération variable proportionnelle à celle des résultats. L'accroissement des coûts liés au personnel et à la technologie a également accentué l'augmentation.

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au premier trimestre de 2022

Le bénéfice net s'est comprimé de 45 millions de dollars, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent du fait principalement de l'incidence de la contrepassation partielle d'une réserve légale constituée pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) au cours du trimestre précédent. La diminution de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle reflète surtout des conditions de marché défavorables, ainsi que la baisse des revenus tirés des transactions ont également contribué au recul du bénéfice net. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les profits à la cession de certaines sociétés affiliées secondaires et par la hausse du revenu net d'intérêt par suite de la majoration des taux d'intérêt.

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2021 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a monté de 221 millions de dollars, ou 17 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, et ce, en raison surtout de la progression de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et de l'augmentation du revenu net d'intérêt découlant de la croissance moyenne des volumes, laquelle a plus qu'annulé le rétrécissement des écarts. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'accroissement de la rémunération variable et des coûts liés au personnel.

Le total des revenus s'est renforcé de 739 millions de dollars, ou 11 %, en raison principalement de l'élargissement de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du fait des ventes nettes et de l'appréciation des marchés, et de la hausse du revenu net d'intérêt par suite d'une croissance moyenne des volumes de 14 % pour ce qui est des prêts et de 15 % dans le cas des dépôts, ce qui a plus qu'annulé l'incidence du rétrécissement des écarts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une baisse des revenus tirés des transactions principalement attribuable aux activités des clients.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est allégée de 11 millions de dollars, ou 35 %, ce qui rend compte principalement de la hausse des contrepassations de dotations liées aux prêts productifs. La diminution de l'incertitude engendrée par la pandémie de COVID-19 a permis une hausse des contrepassations sur un an, ce qui a été neutralisé en partie par l'accroissement des risques de baisse. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la montée des dotations et par le recul des recouvrements de prêts douteux au cours de la période considérée en regard d'il y a un an, ce qui a haussé de 6 p.b. le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 448 millions de dollars, ou 9 %, sous l'effet surtout d'une hausse de la rémunération variable proportionnelle à l'augmentation des résultats. L'accroissement des coûts liés au personnel et à la technologie a également accentué l'augmentation. Ces facteurs ont été annulés en partie par la contrepassation partielle d'une réserve légale constituée pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) à l'exercice précédent.

Assurances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les semestres clos les	
	30 avril 2022	31 janvier 2022	30 avril 2021	30 avril 2022	30 avril 2021
Revenus autres que d'intérêt					
Primes acquises, montant net	1 210 \$	1 599 \$	929 \$	2 809 \$	2 177 \$
Revenus de placement, profits (pertes) sur les actifs liés aux obligations des détenteurs des polices (1)	(1 022)	(252)	(432)	(1 274)	92
Honoraires	46	52	39	98	76
Total des revenus	234	1 399	536	1 633	2 345
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	(261)	914	59	653	1 390
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	81	83	90	164	165
Frais autres que d'intérêt	145	147	140	292	289
Bénéfice avant impôt	269	255	247	524	501
Bénéfice net	206 \$	197 \$	187 \$	403 \$	388 \$
Revenus par secteur d'activité					
Assurances – Canada	(507)\$	693 \$	(172)\$	186 \$	985 \$
Assurances – International	741	706	708	1 447	1 360
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	34,6 %	32,4 %	32,1 %	33,5 %	33,3 %
Primes et dépôts (2)	1 458 \$	1 814 \$	1 161 \$	3 272 \$	2 605 \$
Variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance (1)	(1 133)	(430)	(568)	(1 563)	(222)

- (1) Comprend les profits et pertes latents sur les placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance attribuables aux fluctuations des actifs désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.
- (2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur des assurances.

Rendement financier**Deuxième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2021**

Le bénéfice net s'est accru de 19 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à il y a un an, ce qui s'explique surtout par la hausse de la sinistralité favorable liée aux placements.

Le total des revenus a reculé de 302 millions de dollars, ou 56 %.

Les revenus du secteur Assurances – Canada ont diminué de 335 millions de dollars en raison surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, élément compensé en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous. Ce facteur a été neutralisé en partie par la hausse des ventes de rentes collectives et par l'expansion des activités pour la plupart des produits.

Les revenus du secteur Assurances – International ont grimpé de 33 millions de dollars, ou 5 %, du fait surtout de l'intensification des activités de réassurance du risque de longévité.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 329 millions de dollars sous l'effet essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, élément compensé en grande partie dans les revenus. La hausse de la sinistralité favorable liée aux placements a également accentué la diminution. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'accroissement des ventes de rentes collectives et par l'expansion des activités.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 5 millions de dollars, ou 4 %.

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au premier trimestre de 2022

Le bénéfice net a progressé de 9 millions de dollars, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de l'amélioration de la sinistralité. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence des changements dans la nouvelle composition des activités, soit notamment une diminution des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité.

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2021 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est renforcé de 15 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique surtout par la hausse de la sinistralité favorable liée aux placements et par l'expansion des activités. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence de la baisse des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité ainsi que par la hausse des coûts des sinistres.

Le total des revenus a reculé de 712 millions de dollars, ou 30 %, et ce, à cause principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, élément compensé en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous. Ce facteur a été neutralisé en partie par la hausse des ventes de rentes collectives et par l'expansion des activités pour la plupart des produits.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 738 millions de dollars, ou 47 %, sous l'effet essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, élément compensé en grande partie dans les revenus. L'augmentation de la sinistralité favorable liée aux placements a également favorisé la diminution. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des ventes de rentes collectives, par l'expansion des activités, par la montée des coûts des sinistres, ainsi que par l'incidence de la diminution des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 3 millions de dollars, ou 1 %.

Services aux investisseurs et de trésorerie

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les semestres clos les	
	30 avril 2022	31 janvier 2022	30 avril 2021	30 avril 2022	30 avril 2021
Revenu net d'intérêt	148 \$	163 \$	87 \$	311 \$	178 \$
Revenus autres que d'intérêt	403	424	447	827	921
Total des revenus	551	587	534	1 138	1 099
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	–	–	(2)	–	(4)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	–	–	–	–	–
Dotation à la provision pour pertes de crédit	–	–	(2)	–	(4)
Frais autres que d'intérêt	398	420	375	818	776
Bénéfice avant impôt	153	167	161	320	327
Bénéfice net	121 \$	118 \$	120 \$	239 \$	243 \$
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	16,1 %	15,7 %	14,3 %	15,9 %	14,8 %
Moyenne des dépôts	239 100 \$	244 000 \$	220 400 \$	241 600 \$	212 200 \$
Moyenne des dépôts des clients	61 400	66 300	64 000	63 900	63 600
Moyenne des dépôts liés au financement de gros	177 700	177 700	156 400	177 700	148 600
Biens administrés (1)	4 443 800	4 716 500	4 530 100	4 443 800	4 530 100
Moyenne des biens administrés	4 515 400	4 659 100	4 579 400	4 588 400	4 604 500

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos
	T2 2022 par rapport au T2 2021	T2 2022 par rapport au T1 2022	T2 2022 par rapport au T2 2021
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	(16)\$	(9)\$	(32)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	–	–	–
Frais autres que d'intérêt	(15)	(8)	(31)
Bénéfice net	(1)	(1)	(1)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(1)%	– %	– %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	5 %	3 %	3 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	8 %	4 %	8 %

(1) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

Rendement financier

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2021

Le bénéfice net n'a que peu changé puisque la montée des revenus tirés des dépôts des clients a été neutralisée par la hausse des coûts liés à la technologie, par un ajustement favorable de la taxe de vente à l'exercice précédent et par l'accroissement des coûts juridiques.

Le total des revenus a augmenté de 17 millions de dollars, ou 3 %, du fait surtout de la hausse des revenus tirés des dépôts des clients, hausse reflétant surtout l'élargissement des marges dégagées sur ces dépôts. Ce facteur a été annulé en partie par l'incidence du change.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 23 millions de dollars, ou 6 %, en raison surtout de la hausse des coûts liés à la technologie. Un ajustement favorable de la taxe de vente à l'exercice précédent et l'accroissement des coûts juridiques ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du change.

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au premier trimestre de 2022

Le bénéfice net a progressé de 3 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui est principalement imputable à la hausse des revenus tirés des dépôts des clients, ce qui reflète l'élargissement des marges dégagées sur ces dépôts. L'incidence des coûts annuels liés à la conformité à la réglementation qui ont été engagés au trimestre précédent et la diminution de l'impôt ont également favorisé cette progression. Ces facteurs ont été en grande partie annulés par la baisse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités, ce qui illustre l'avantage généré par des occasions sur le marché monétaire au trimestre précédent.

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2021 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est comprimé de 4 millions de dollars, ou 2 %, sur un an, la hausse des revenus tirés des dépôts des clients, des activités de financement et de gestion des liquidités et de celles d'administration d'actifs ayant été plus qu'annulée par la montée des frais autres que d'intérêt, celle-ci ayant résulté principalement de l'augmentation des coûts liés à la technologie.

Le total des revenus a progressé de 39 millions de dollars, ou 4 %, du fait essentiellement de la hausse des revenus tirés des dépôts des clients, laquelle rend surtout compte de l'amélioration des marges dégagées sur les dépôts des clients. La montée des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités, qui reflète l'incidence accrue du niveau élevé des liquidités de l'entreprise à la période correspondante de l'exercice précédent et de meilleures occasions sur les marchés, facteurs atténués par le recul des profits à la cession de titres de placement, ainsi que la progression des revenus qu'a permise l'intensification des activités des clients de nos services d'administration d'actifs ont aussi contribué à l'augmentation précitée. Ces facteurs ont été annulés en partie par l'incidence du change.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 42 millions de dollars, ou 5 %, en raison surtout de la hausse des coûts liés à la technologie. Un ajustement favorable de la taxe de vente dans la période correspondante de l'exercice précédent, l'augmentation des coûts juridiques et les variations de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions sont eux aussi à l'origine de cette augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du change.

Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les semestres clos les	
	30 avril 2022	31 janvier 2022	30 avril 2021	30 avril 2022	30 avril 2021
Revenu net d'intérêt (1)	1 181 \$	1 241 \$	1 121 \$	2 422 \$	2 320 \$
Revenus autres que d'intérêt (1)	1 167	1 569	1 597	2 736	3 106
Total des revenus (1)	2 348	2 810	2 718	5 158	5 426
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	(66)	(6)	(98)	(72)	(139)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	29	(6)	(29)	23	(11)
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(37)	(12)	(127)	(49)	(150)
Frais autres que d'intérêt	1 350	1 472	1 468	2 822	2 909
Bénéfice avant impôt	1 035	1 350	1 377	2 385	2 667
Bénéfice net	795 \$	1 030 \$	1 071 \$	1 825 \$	2 138 \$
Revenus par secteur d'activité					
Grande entreprise et services de banque d'investissement	1 123 \$	1 393 \$	1 197 \$	2 516 \$	2 309 \$
Marchés mondiaux	1 350	1 498	1 562	2 848	3 188
Autres	(125)	(81)	(41)	(206)	(71)
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	12,8 %	16,4 %	18,9 %	14,6 %	18,7 %
Moyenne du total de l'actif	794 600 \$	806 600 \$	694 600 \$	800 700 \$	719 200 \$
Moyenne des titres détenus à des fins de transaction	137 300	139 600	120 900	138 500	123 100
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	118 800	111 100	97 300	114 900	97 800
Moyenne des dépôts	83 200	75 900	72 600	79 500	73 100
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,09 %	(0,04)%	(0,13)%	0,03 %	(0,02)%

(1) La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 30 avril 2022 s'est élevée à 145 millions de dollars (142 millions au 31 janvier 2022; 135 millions au 30 avril 2021) et pour le semestre clos le 30 avril 2022, elle a été de 287 millions (263 millions au 30 avril 2021). Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2021.

Rendement financier**Deuxième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2021**

Le bénéfice net s'est comprimé de 276 millions de dollars, ou 26 %, sur un an, et ce, principalement à cause du repli des revenus du secteur Marchés mondiaux. L'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit et la baisse des revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement ont également accentué ce recul. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution de la rémunération.

Le total des revenus a fléchi de 370 millions de dollars, ou 14 %.

Les revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement se sont repliés de 74 millions de dollars, ou 6 %, en raison surtout du ralentissement des activités d'origination de titres de participation et de titres de créance ainsi que de l'incidence des réductions de souscriptions de prêts latentes, et ce, essentiellement aux États-Unis. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'intensification des activités de fusion et acquisition dans la plupart des régions et des activités de syndication de prêts aux États-Unis et en Europe, ainsi que par la progression des revenus générés par les prêts, surtout aux États-Unis.

Les revenus du secteur Marchés mondiaux se sont contractés de 212 millions de dollars, ou 14 %, en raison principalement de la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe et de titres de participation, surtout aux États-Unis, les revenus enregistrés un an plus tôt ayant bénéficié du niveau plus élevé des activités des clients. Le ralentissement des activités d'origination de titres de participation dans toutes les régions, le recul des profits à la cession de certains titres de placement et la diminution des activités d'origination de titres de créance dans la plupart des régions comptent parmi les facteurs à l'origine de la baisse, mais ont été compensés en partie par la progression des revenus tirés des activités de négociation de marchandises au Canada.

Les autres revenus ont reculé de 84 millions de dollars, ce qui rend principalement compte de la hausse des coûts de financement résiduels.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 90 millions de dollars, ou 71 %, ce qui rend surtout compte des dotations liées aux prêts douteux qui ont été constatées dans le trimestre à l'étude, alors que des recouvrements l'avaient été un an plus tôt, et ce, surtout dans le secteur du pétrole et du gaz. Ces dotations sont à l'origine d'une hausse de 22 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux. La diminution des contrepassations de dotations liées aux prêts productifs a également contribué à l'augmentation précitée puisque les risques de baisse et la croissance des portefeuilles ont réduit les contrepassations qui ont été constatées au trimestre considéré en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 118 millions de dollars, ou 8 %, et ce, principalement à cause d'une baisse de la rémunération par suite du recul des résultats.

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au premier trimestre de 2022

Le bénéfice net a diminué de 235 millions de dollars, ou 23 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui est attribuable principalement au recul des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe et de titres de participation dans la plupart des régions, ceux enregistrés dans le trimestre précédent ayant bénéficié d'une intensification des activités des clients. Le ralentissement de celles d'origination de titres de participation et de titres de créance dans la plupart des régions et le recul des activités de fusion et acquisition et de syndication de prêts, surtout aux États-Unis, ont également accentué la baisse. Ces facteurs ont été compensés en partie par une diminution de la rémunération par suite de la baisse des résultats.

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2021 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a reculé de 313 millions de dollars, ou 15 %, sur un an, et ce, surtout à cause du repli des revenus du secteur Marchés mondiaux. L'augmentation de l'impôt, qui reflète les ajustements fiscaux favorables dans la même période de l'exercice précédent, ainsi que la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit ont également accentué le recul du bénéfice net. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'accroissement des revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement.

Le total des revenus a fléchi de 268 millions de dollars, ou 5 %, ce qui a résulté surtout de la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe aux États-Unis et en Europe, les revenus enregistrés un an plus tôt ayant bénéficié d'une intensification des activités des clients, et du ralentissement, surtout aux États-Unis, des activités d'origination de titres de participation et de titres de créance. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'intensification des activités de syndication de prêts aux États-Unis et en Europe et de celles de fusion et acquisition dans la plupart des régions ainsi que par la progression des revenus générés par les prêts aux États-Unis et en Europe.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 101 millions de dollars, ou 67 %, ce qui rend surtout compte de la diminution des contrepassations de dotations liées aux prêts productifs, les risques de baisse et la croissance des portefeuilles ayant réduit, sur un an, les contrepassations. Le fait que des dotations liées aux prêts douteux ont été constatées dans la période à l'étude, alors que des recouvrements l'avaient été un an plus tôt, a également contribué à l'augmentation précitée, entraînant une hausse de 5 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 87 millions de dollars, ou 3 %, et ce, principalement à cause d'une baisse de la rémunération par suite de la baisse des résultats.

Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2022	le 31 janvier 2022	le 30 avril 2021	le 30 avril 2022	le 30 avril 2021
Revenu net (perte nette) d'intérêt (1)	(69)\$	(107)\$	(105)\$	(176)\$	(187)\$
Revenus (pertes) autres que d'intérêt (1), (2)	(188)	(39)	148	(227)	309
Total des revenus (1), (2)	(257)	(146)	43	(403)	122
Dotations à la provision pour pertes de crédit	1	–	–	1	(1)
Frais autres que d'intérêt (2)	(118)	(62)	110	(180)	277
Bénéfice (perte) avant impôt (1), (2)	(140)	(84)	(67)	(224)	(154)
Charge (économie) d'impôt (1), (2)	(287)	(65)	(113)	(352)	(222)
Bénéfice net (perte nette) (2)	147 \$	(19)\$	46 \$	128 \$	68 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, les profits (pertes) sur les couvertures économiques liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquels sont pris en compte dans les revenus, ainsi que la variabilité connexe de la charge de rémunération fondée sur des actions que causent des variations de la juste valeur des passifs liés à ces régimes ont été reclassés du secteur Gestion de patrimoine au secteur Services de soutien généraux. Les montants correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation actuelle.

En raison de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés pour ce secteur, nous estimons qu'une analyse comparative des périodes n'est pas utile. Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Le total des revenus et la charge (l'économie) d'impôt de chaque période comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction des ajustements liés à la majoration au montant imposable équivalent des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes et provenant des crédits d'impôt à l'investissement des États-Unis, qui est comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant porté en déduction des revenus a été compensé par une augmentation équivalente de la charge (l'économie) d'impôt.

Le montant de la majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 30 avril 2022 s'est établi à 145 millions de dollars, comparativement à 142 millions au trimestre précédent et à 135 millions au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 avril 2022, le montant de la majoration au montant imposable équivalent s'est chiffré à 287 millions de dollars, contre 263 millions un an plus tôt. Pour le trimestre clos le 30 avril 2022, les revenus ont tenu compte de pertes de 154 millions de dollars (pertes de 89 millions au 31 janvier 2022 et profits de 134 millions au 30 avril 2021) sur les couvertures économiques liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), et les frais autres que d'intérêt ont inclus une charge de rémunération fondée sur des actions de (122) millions ((71) millions et 124 millions, respectivement, au 31 janvier 2022 et au 30 avril 2021), laquelle a découlé des variations de la juste valeur des passifs liés aux régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National).

Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs, outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent déjà mentionnée, qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Deuxième trimestre de 2022

Le bénéfice net a été de 147 millions de dollars, ce qui vient essentiellement d'ajustements fiscaux nets favorables.

Premier trimestre de 2022

La perte nette s'est chiffrée à 19 millions de dollars, en raison surtout d'ajustements fiscaux défavorables, facteur annulé en partie par les coûts non affectés résiduels.

Deuxième trimestre de 2021

Le bénéfice net s'est chiffré à 46 millions de dollars, ce qui a découlé essentiellement des activités de gestion actif-passif.

Deuxième trimestre de 2022 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est situé à 128 millions de dollars, en raison principalement d'ajustements fiscaux nets favorables.

Deuxième trimestre de 2021 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a atteint 68 millions de dollars, en raison surtout des activités de gestion actif-passif.

Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Nos résultats trimestriels subissent l'action de tendances et de facteurs récurrents divers, qui comprennent le caractère saisonnier de certaines activités, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux devises. Le tableau ci-après présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période).

Résultats trimestriels (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	2022		2021			2020		
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	4 739 \$	4 803 \$	4 605 \$	4 651 \$	4 527 \$	4 563 \$	4 373 \$	4 348 \$
Gestion de patrimoine (2)	3 605	3 613	3 444	3 373	3 260	3 219	3 061	3 008
Assurances	234	1 399	1 501	1 754	536	1 809	958	2 212
Services aux investisseurs et de trésorerie	551	587	548	517	534	565	521	484
Marchés des Capitaux (3)	2 348	2 810	2 298	2 463	2 718	2 708	2 275	2 748
Services de soutien généraux (2), (3)	(257)	(146)	(20)	(2)	43	79	(96)	120
Total des revenus	11 220	13 066	12 376	12 756	11 618	12 943	11 092	12 920
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(342)	105	(227)	(540)	(96)	110	427	675
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	(180)	997	1 032	1 304	149	1 406	461	1 785
Frais autres que d'intérêt	6 434	6 580	6 583	6 420	6 379	6 542	6 058	6 380
Bénéfice avant impôt	5 308	5 384	4 988	5 572	5 186	4 885	4 146	4 080
Impôt sur le résultat	1 055	1 289	1 096	1 276	1 171	1 038	900	879
Bénéfice net	4 253 \$	4 095 \$	3 892 \$	4 296 \$	4 015 \$	3 847 \$	3 246 \$	3 201 \$
Bénéfice par action – de base	2,97 \$	2,84 \$	2,68 \$	2,97 \$	2,76 \$	2,66 \$	2,23 \$	2,20 \$
– dilué	2,96	2,84	2,68	2,97	2,76	2,66	2,23	2,20
Taux d'imposition effectif	19,9 %	23,9 %	22,0 %	22,9 %	22,6 %	21,2 %	21,7 %	21,5 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période	0,789 \$	0,787 \$	0,796 \$	0,812 \$	0,798 \$	0,779 \$	0,756 \$	0,737 \$

(1) Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés pour la période.

(2) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, les profits (pertes) sur les couvertures économiques liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquels sont pris en compte dans les revenus, ainsi que la variabilité connexe de la charge de rémunération fondée sur des actions que causent des variations de la juste valeur des passifs liés à ces régimes ont été reclassés du secteur Gestion de patrimoine au secteur Services de soutien généraux. Les montants correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation actuelle.

(3) Majoration au montant imposable équivalent. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation du rapport annuel 2021.

Fluctuations saisonnières

Des facteurs saisonniers pourraient se répercuter sur les résultats de certains trimestres. Le premier trimestre a été historiquement celui au cours duquel le secteur Marchés des Capitaux a affiché ses meilleurs résultats. Le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que les autres, ce qui donne généralement lieu à une diminution du revenu net d'intérêt et de certains éléments de charges. Les troisième et quatrième trimestres comprennent les mois estivaux au cours desquels les activités des clients ralentissent habituellement, ce qui peut affaiblir les résultats des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux.

Analyse des tendances

Le bénéfice a, de façon générale, été à la hausse au cours de la période et a été touché par les facteurs décrits ci-dessous. L'incidence du change influence également sur le bénéfice trimestriel.

Une forte croissance des volumes pendant la période a accru les revenus du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Au cours de la période, la marge nette d'intérêt a subi le contrecoup du rétrécissement des marges attribuable au recul des taux d'intérêt. Cependant, les taux d'intérêt ont augmenté à la fin de la période.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine ont été favorisés par la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et par la croissance des volumes dans la période. La faiblesse des taux d'intérêt a eu une incidence négative sur les revenus enregistrés pour la majeure partie de la période. Toutefois, à la fin de celle-ci, les taux d'intérêt étaient en hausse.

Les revenus du secteur Assurances ont fluctué tout au long de la période, et ce, en raison surtout de l'incidence des variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance et du calendrier des ventes de rentes collectives, éléments qui sont tous deux compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Les ventes de rentes collectives sont généralement plus élevées aux premier et quatrième trimestres.

Les revenus du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie ont, durant la période, été touchés par les fluctuations des taux d'intérêt, la volatilité des marchés et les activités des clients, incluant les variations plus prononcées au troisième trimestre de 2020.

Les revenus du secteur Marchés des Capitaux dépendent fortement des conditions de marché qui influent sur les activités des clients, et les résultats du premier trimestre sont généralement meilleurs que ceux des autres. Dans la première moitié de la période, les revenus tirés des activités de négociation ont bénéficié de l'intensification des activités des clients, alors que

durant la seconde, les résultats des activités de négociation ont commencé à être touchés par la normalisation des marchés, quoiqu'ils soient demeurés supérieurs à ce qu'ils étaient avant la pandémie. En règle générale, les activités de fusion et acquisition et de syndication de prêts ont généré de solides résultats depuis le premier trimestre de 2021.

La dotation à la provision pour pertes de crédit est composée de dotations constituées à l'égard des actifs productifs et des actifs dépréciés. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs a varié au cours de la période puisqu'elle est touchée par les conditions macroéconomiques, les fluctuations des expositions et la qualité du crédit. Dans la dernière moitié de 2020, les dotations constituées à l'égard des actifs productifs ont continué de refléter l'incidence de la pandémie de COVID-19. Tout au long de l'exercice 2021 et de la première moitié de l'exercice 2022, nos perspectives macroéconomiques et celles concernant la qualité du crédit se sont améliorées, ce qui a mené à la contrepassation de dotations liées aux actifs productifs. Les dotations à la provision pour pertes de crédit liées aux actifs dépréciés ont affiché des tendances à la baisse durant la période. La reprise qui s'est amorcée après l'essoufflement marqué de l'activité économique au cours de l'année civile 2020 ainsi que l'incidence de l'aide publique et des programmes de report de paiements au cours de cette année en lien avec la COVID-19 ont contribué à la baisse des dotations liées aux prêts douteux, principalement dans nos portefeuilles des prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens, et ce, depuis la seconde moitié de 2020. Les dotations liées aux prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux ont affiché des tendances à la baisse depuis cette période, et ce, en raison principalement de recouvrements.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont connu au cours de la période des fluctuations qui reflètent l'incidence des variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, lesquels sont touchés par l'évolution des conditions de marché, ainsi que des ventes de rentes collectives, facteurs qui sont tous deux en grande partie compensés dans les revenus. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont également fluctué du fait de l'incidence de la sinistralité liée aux placements et des coûts des sinistres de la période. Les ajustements actuariels, qui surviennent habituellement au quatrième trimestre de l'exercice, influent également sur les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les frais autres que d'intérêt ont été touchés par les fluctuations de la rémunération variable au cours de la période, fluctuations qui ont été en phase avec celles des revenus et du bénéfice. Les variations de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquelles sont largement compensées dans les revenus, ont également contribué aux fluctuations durant la période et sont touchées par les conditions de marché. Même si nous continuons de porter une attention à nos activités de gestion de l'efficacité, les charges de la période reflètent également nos investissements dans nos ressources humaines et la technologie. Les chiffres du quatrième trimestre de 2021 tenaient compte d'une réserve légale constituée pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), réserve qui a été contrepassée en partie au premier trimestre de 2022.

Notre taux d'imposition effectif a fluctué au cours de la période, et ce, en raison surtout de niveaux d'ajustements fiscaux variables et des changements dans la composition du bénéfice. Pour le deuxième trimestre de 2022, ce taux rend compte de l'incidence d'ajustements fiscaux favorables nets.

Situation financière

Bilans résumés

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	30 avril 2022	31 octobre 2021
Actif		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	115 929 \$	113 846 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	68 829	79 638
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable (1)	298 315	284 724
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	316 698	307 903
Prêts		
Prêts de détail	525 183	503 598
Prêts de gros	252 847	218 066
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(3 566)	(4 089)
Autres – Dérivés	156 204	95 541
– Autres (2)	118 133	107 096
Total de l'actif	1 848 572 \$	1 706 323 \$
Passif		
Dépôts	1 151 597 \$	1 100 831 \$
Autres – Dérivés	151 541	91 439
– Autres (2)	430 753	405 698
Déventures subordonnées	10 276	9 593
Total du passif	1 744 167	1 607 561
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	104 304	98 667
Participations ne donnant pas le contrôle	101	95
Total des capitaux propres	104 405	98 762
Total du passif et des capitaux propres	1 848 572 \$	1 706 323 \$

(1) Inclut les titres de placement et les titres détenus à des fins de transaction.

(2) Les postes Autres – Autres dans les actifs et passifs comprennent respectivement l'actif net des fonds distincts ou le passif net des fonds distincts.

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au quatrième trimestre de 2021

Le total de l'actif a augmenté de 142 milliards de dollars, ou 8 %, par rapport au 31 octobre 2021. L'incidence du change a accru le total de l'actif de 53 milliards de dollars.

La trésorerie et les montants à recevoir de banques ont monté de 2 milliards de dollars, ou 2 %, en raison principalement de l'augmentation des dépôts auprès de banques centrales, ce qui reflète nos activités de gestion de la trésorerie et des liquidités à court terme.

Les dépôts productifs d'intérêts auprès de banques ont reculé de 11 milliards de dollars, ou 14 %, sous l'effet principalement de la baisse des dépôts auprès de banques centrales, ce qui reflète nos activités de gestion de la trésorerie et des liquidités.

Les titres, déduction faite de la correction de valeur applicable, se sont raffermis de 14 milliards de dollars, ou 5 %, en raison surtout de la hausse des titres émis par l'État et des titres de créance de sociétés, ce qui reflète de bonnes occasions de marché à court terme et l'incidence du change. Ces facteurs ont été atténués par la diminution des titres de participation détenus à des fins de transaction.

Les actifs achetés en vertu de conventions de revente et les titres empruntés ont monté de 9 milliards de dollars, ou 3 %, en raison principalement de l'incidence du change et de l'élargissement de la demande des clients.

Les prêts (déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts) ont progressé de 57 milliards de dollars, ou 8 %, en raison surtout de la croissance des volumes des prêts de gros et des prêts hypothécaires résidentiels.

Les actifs dérivés ont bondi de 61 milliards de dollars, ou 63 %, du fait principalement de l'incidence du change et de la progression de la juste valeur des contrats de change.

Les autres actifs se sont raffermis de 11 milliards de dollars, ou 10 %, ce qui reflète surtout l'accroissement des garanties en espèces.

Le total du passif a augmenté de 137 milliards de dollars, ou 8 %. L'incidence du change a fait croître ce total de 53 milliards de dollars.

Les dépôts se sont accrus de 51 milliards de dollars, ou 5 %, du fait principalement de l'augmentation des dépôts de détail par suite de la hausse des activités des clients et de l'émission de billets à terme fixe attribuables aux besoins de financement. L'incidence du change a également contribué à cette augmentation.

Les passifs dérivés ont bondi de 60 milliards de dollars, ou 66 %, en raison principalement de l'incidence du change et de la hausse de la juste valeur des contrats de change.

Les autres passifs ont monté de 25 milliards de dollars, ou 6 %, en raison principalement de la hausse des engagements liés aux conventions de revente, ce qui rend essentiellement compte de l'intensification des activités des clients, ainsi que de la montée des garanties en espèces et de l'incidence du change.

Le total des capitaux propres a augmenté de 6 milliards de dollars, ou 6 %, ce qui est principalement attribuable au bénéfice, déduction faite des dividendes, et aux autres éléments du résultat global, y compris les écarts de change. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les rachats d'actions.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas inscrites dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, des fonds propres et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Il peut s'agir en l'occurrence de transactions avec des entités structurées et de l'émission de garanties. Ces transactions donnent lieu à des risques divers tels que les risques de marché, de crédit, et de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2022.

Ce qui suit constitue une mise à jour de nos principales transactions hors bilan, lesquelles sont décrites aux pages 54 à 56 de notre rapport annuel 2021.

Participations dans des entités structurées non consolidées

Conduits multicédants gérés par RBC

Nous administrons des conduits multicédants qui servent essentiellement à titriser des actifs financiers de nos clients. Notre risque de perte maximal aux termes de telles transactions provient surtout des facilités de garantie de liquidités et de rehaussement de crédit partiel que nous accordons à ces conduits. Au 30 avril 2022, le total de l'actif des conduits multicédants était de 43 milliards de dollars (40 milliards au 31 octobre 2021) et notre risque de perte maximal se chiffrait à 43 milliards (41 milliards au 31 octobre 2021). La hausse reflète l'incidence du change ainsi que l'intensification des activités de titrisation depuis le 31 octobre 2021, et ce, surtout en ce qui a trait aux catégories d'actifs des prêts à la consommation et des cartes de crédit.

Au 30 avril 2022, le total du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) émis par les conduits s'élevait à 28 milliards de dollars (25 milliards au 31 octobre 2021). La totalité de ce PCAA (la totalité au 31 octobre 2021) a obtenu une notation parmi les plus élevées octroyées par les agences de notation concernées.

Gestion du risque

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité possible ou la réticence d'un débiteur à s'acquitter de ses obligations contractuelles au moment opportun et il peut découler directement du risque de défaillance d'un débiteur principal (p. ex., émetteur, débiteur, contrepartie, emprunteur ou titulaire de police), être indirect et associé à un débiteur secondaire (p. ex., garant ou réassureur) et relever d'un risque hors bilan, d'un risque de crédit éventuel, d'un risque de crédit connexe ou d'un risque transactionnel. Le risque de crédit comprend le risque de contrepartie qui découle des activités de négociation et des activités autres que de négociation.

Notre cadre de gestion du risque de crédit d'entreprise ainsi que les politiques qui le sous-tendent ont pour objet de définir clairement les rôles et les responsabilités, les pratiques acceptables, les limites et les contrôles clés. Aucun changement important n'a été apporté à notre cadre de gestion du risque de crédit d'entreprise, tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2021.

Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette (assurés et non assurés) (1)

Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette sont garantis par des immeubles résidentiels. Les tableaux ci-après présentent la répartition par secteur géographique.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 30 avril 2022					
	Prêts hypothécaires résidentiels					Marges de crédit sur valeur nette (3)
	Assurés (2)		Non assurés		Total	Total
Secteur géographique (4)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	8 324 \$	47 %	9 458 \$	53 %	17 782 \$	1 610 \$
Québec	12 539	30	29 177	70	41 716	3 175
Ontario	32 174	18	146 554	82	178 728	16 473
Alberta	20 083	48	21 394	52	41 477	5 159
Saskatchewan et Manitoba	8 962	45	10 913	55	19 875	1 939
Colombie-Britannique et territoires	12 694	18	56 011	82	68 705	7 490
Total – Canada (5)	94 776	26	273 507	74	368 283	35 846
États-Unis	–	–	27 245	100	27 245	1 437
Autres pays	–	–	2 842	100	2 842	1 558
Total – Autres pays	–	–	30 087	100	30 087	2 995
Total	94 776 \$	24 %	303 594 \$	76 %	398 370 \$	38 841 \$

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 janvier 2022					
	Prêts hypothécaires résidentiels					Marges de crédit sur valeur nette (3)
	Assurés (2)		Non assurés		Total	Total
Secteur géographique (4)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	8 392 \$	48 %	9 195 \$	52 %	17 587 \$	1 603 \$
Québec	12 618	31	28 397	69	41 015	3 142
Ontario	33 305	19	141 413	81	174 718	16 014
Alberta	20 458	49	21 144	51	41 602	5 249
Saskatchewan et Manitoba	9 133	46	10 820	54	19 953	1 959
Colombie-Britannique et territoires	13 035	19	54 071	81	67 106	7 359
Total – Canada (5)	96 941	27	265 040	73	361 981	35 326
États-Unis	–	–	25 309	100	25 309	1 434
Autres pays	–	–	2 811	100	2 811	1 624
Total – Autres pays	–	–	28 120	100	28 120	3 058
Total	96 941 \$	25 %	293 160 \$	75 %	390 101 \$	38 384 \$

- (1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires).
- (2) Les prêts hypothécaires résidentiels assurés sont des prêts hypothécaires pour lesquels le risque de défaillance auquel nous sommes exposés est atténué par l'assurance souscrite auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement ou d'autres sociétés d'assurance indépendantes.
- (3) Comprend des marges de crédit sur valeur nette assurées et non assurées totalisant 38 815 millions de dollars et 26 millions, respectivement (38 357 millions et 27 millions, respectivement, au 31 janvier 2022) et sont présentées dans les prêts aux particuliers. Les montants indiqués pour les États-Unis et les Autres pays comprennent les prêts à terme garantis par des prêts hypothécaires résidentiels.
- (4) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.
- (5) Le total consolidé des prêts hypothécaires résidentiels au Canada de 368 milliards de dollars (362 milliards au 31 janvier 2022) comprend des prêts hypothécaires commerciaux de 11 milliards (11 milliards au 31 janvier 2022) dans le secteur Services bancaires canadiens, dont une tranche de 8 milliards (8 milliards au 31 janvier 2022) est assurée, ainsi que des prêts hypothécaires résidentiels de 17 milliards (18 milliards au 31 janvier 2022) détenus à des fins de titrisation dans le secteur Marchés des Capitaux. Tous les prêts hypothécaires résidentiels détenus à des fins de titrisation sont assurés (tous assurés au 31 janvier 2022).

Prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement ⁽¹⁾

Le tableau ci-après présente un sommaire du pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels qui sont classés dans les périodes d'amortissement restantes selon les paiements effectués par les clients, qui comprennent des paiements plus élevés que le montant contractuel minimal ou des paiements plus fréquents.

Période d'amortissement	Aux					
	30 avril 2022			31 janvier 2022		
	Canada	États-Unis et autres pays	Total	Canada	États-Unis et autres pays	Total
25 ans ou moins	66 %	26 %	63 %	74 %	26 %	71 %
De 25 à 30 ans	22	74	26	26	74	29
De 30 à 35 ans	12	–	11	–	–	–
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

(1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires).

Ratio prêt-valeur moyen ⁽¹⁾

Le tableau ci-après présente un sommaire de nos ratios prêt-valeur moyens des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et des produits de la gamme Marge Proprio RBC® par secteur géographique, ainsi que les ratios prêt-valeur respectifs pour le total de notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens en cours.

	Pour les trimestres clos				Pour le semestre clos	
	le 30 avril 2022		le 31 janvier 2022		le 30 avril 2022	
	Non assurés		Non assurés		Non assurés	
	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC® (3)	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC® (3)	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC® (3)
Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour la période, par secteur géographique ⁽⁴⁾						
Provinces de l'Atlantique	73 %	74 %	73 %	74 %	73 %	74 %
Québec	72	72	72	73	72	73
Ontario	70	66	71	67	70	67
Alberta	73	73	73	72	73	73
Saskatchewan et Manitoba	74	75	74	75	74	75
Colombie-Britannique et territoires	68	66	68	66	68	66
États-Unis	73	n.s.	76	n.s.	75	n.s.
Autres pays	73	n.s.	72	n.s.	72	n.s.
Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour la période ^{(5), (6)}	71 %	68 %	71 %	68 %	71 %	68 %
Total du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens ⁽⁷⁾	50 %	45 %	52 %	46 %	50 %	45 %

(1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires).

(2) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent les prêts hypothécaires résidentiels faisant partie des produits de la gamme Marge Proprio RBC®.

(3) Les produits de la gamme Marge Proprio RBC® comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur valeur nette.

(4) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

(5) Nous calculons le ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio RBC® sur une base pondérée, selon le montant du prêt hypothécaire lors de l'origination.

(6) En ce qui a trait aux nouveaux prêts hypothécaires et aux produits de la gamme Marge Proprio RBC®, le ratio prêt-valeur est calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio RBC® divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

(7) Pondéré selon les soldes des prêts hypothécaires et ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur l'indice composite de prix des maisons Teranet – Banque Nationale.

n.s. non significatif

Risque net lié au financement de gros des autres pays par région, par type d'actif et par type de client (1), (2)

Le tableau qui suit présente une ventilation de notre exposition au risque de crédit par région, par type d'actif et par type de client.

(en millions de dollars canadiens)	Aux								31 janvier 2022
	30 avril 2022								
	Type d'actif				Type de client				
	Prêts en cours	Titres (3)	Mise en pension de titres	Dérivés	Institutions financières	Organismes souverains	Grandes entreprises	Total	Total
Europe (excluant le Royaume-Uni)	16 399 \$	34 289 \$	1 220 \$	2 737 \$	20 306 \$	20 771 \$	13 568 \$	54 645 \$	51 773 \$
Royaume-Uni	9 562	27 157	837	3 552	14 439	16 920	9 749	41 108	45 815
Amérique latine et Antilles	8 315	11 789	325	70	7 466	5 112	7 921	20 499	20 161
Asie-Pacifique	6 315	34 400	866	1 134	9 474	28 432	4 809	42 715	38 680
Autres (4)	164	96	391	22	457	12	204	673	573
Risque net des autres pays (5), (6)	40 755 \$	107 731 \$	3 639 \$	7 515 \$	52 142 \$	71 247 \$	36 251 \$	159 640 \$	157 002 \$

- (1) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.
- (2) Les risques sont calculés selon la juste valeur, déduction faite de la valeur des sûretés, lesquelles représentent 376 milliards de dollars donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres (351 milliards au 31 janvier 2022) et 13 milliards à l'égard des dérivés (9 milliards au 31 janvier 2022).
- (3) Les titres comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 16 milliards de dollars (20 milliards au 31 janvier 2022), des dépôts de 57 milliards (57 milliards au 31 janvier 2022) et des titres de placement de 35 milliards (33 milliards au 31 janvier 2022).
- (4) Comprend les expositions au risque au Moyen-Orient et en Afrique.
- (5) Exclut un risque de 3 685 millions de dollars (3 160 millions au 31 janvier 2022) lié aux organismes supranationaux.
- (6) Reflète une tranche de 2 137 millions de dollars au titre de l'atténuation des risques au moyen de swaps sur défaillance, qui sont généralement utilisés pour couvrir les risques liés à une seule entreprise et le risque de marché (1 801 millions au 31 janvier 2022).

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Les tableaux et analyses suivants, qui portent sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit, fournissent de l'information sur les prêts, lesquels englobent les prêts, les acceptations et les engagements, ainsi que sur les autres actifs financiers.

Montant brut des prêts douteux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Aux et pour les trimestres clos les		
	30 avril 2022	31 janvier 2022	31 octobre 2021
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 449 \$	1 524 \$	1 590 \$
Gestion de patrimoine	226	199	233
Marchés des Capitaux	462	418	485
Total du montant brut des prêts douteux	2 137 \$	2 141 \$	2 308 \$
Prêts douteux, solde au début de la période	2 141 \$	2 308 \$	2 561 \$
Classés comme douteux au cours de la période (nouveaux prêts douteux) (1)	398	263	298
Remboursements nets (1)	(103)	(125)	(106)
Montants sortis du bilan	(260)	(237)	(286)
Autres (2)	(39)	(68)	(159)
Prêts douteux, solde à la fin de la période	2 137 \$	2 141 \$	2 308 \$
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations			
Total du montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,27 %	0,28 %	0,31 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,26 %	0,28 %	0,30 %
Services bancaires canadiens	0,20 %	0,22 %	0,24 %
Services bancaires dans les Antilles	4,43 %	4,54 %	4,65 %
Gestion de patrimoine	0,22 %	0,21 %	0,26 %
Marchés des Capitaux	0,37 %	0,37 %	0,45 %

- (1) Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires canadiens sont généralement attribuées aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux remboursements nets et à certaines autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés. Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires dans les Antilles sont généralement attribuées aux remboursements nets et aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux remboursements nets et à certaines autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés.
- (2) Tient compte des prêts de nouveau productifs pour la période, des recouvrements au titre des prêts et avances sortis du bilan précédemment, des prêts vendus et des écarts de change et autres variations.

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au premier trimestre de 2022

Le total du montant brut des prêts douteux a fléchi de 4 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, et le ratio total du montant brut des prêts douteux de 27 p.b. a diminué de 1 p.b., du fait du recul des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, ce qui a été annulé en grande partie par la hausse des prêts douteux des secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a reculé de 75 millions de dollars, ou 5 %, en raison principalement d'une diminution des prêts douteux des portefeuilles de prêts aux

entreprises du secteur Services bancaires canadiens, et ce, principalement en ce qui concerne le secteur de l'immobilier et autres et celui des autres services. La diminution des prêts douteux des portefeuilles de prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens a également contribué à la baisse.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 27 millions de dollars, ou 14 %, en raison surtout de la hausse des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), principalement en ce qui a trait au secteur de la consommation discrétionnaire.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux s'est alourdi de 44 millions de dollars, ou 11 %, à cause de l'augmentation des prêts douteux dans les secteurs des biens de consommation de base et des autres services, ce qui a été atténué par le recul de ceux du secteur du pétrole et du gaz.

Correction de valeur pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens)	Aux		
	30 avril 2022	31 janvier 2022	31 octobre 2021
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	3 029 \$	3 462 \$	3 478 \$
Gestion de patrimoine	299	324	320
Marchés des Capitaux	557	602	620
Services de soutien généraux et autres (1)	2	1	1
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts	3 887	4 389	4 419
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers (2)	39	53	52
Total de la correction de valeur pour pertes de crédit	3 926 \$	4 442 \$	4 471 \$
La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts comprend ce qui suit :			
Prêts de détail	2 053 \$	2 236 \$	2 287 \$
Prêts de gros	1 114	1 428	1 435
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	3 167 \$	3 664 \$	3 722 \$
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	720	725	697

(1) Tient compte de la dotation à la provision pour pertes de crédit constatée dans les secteurs Services de soutien généraux, Assurances et Services aux investisseurs et de trésorerie.

(2) La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers représente principalement la correction de valeur pour les titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti, les débiteurs et les garanties financières.

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au premier trimestre de 2022

Le total de la correction de valeur pour pertes de crédit s'est situé à 3 926 millions de dollars, en baisse de 516 millions, ou 12 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète principalement une diminution de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts de 502 millions.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est établie à 3 167 millions de dollars, en baisse de 497 millions, ou 14 %, et ce, en raison essentiellement du recul de la correction de valeur pour pertes de crédit du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. La diminution de l'incertitude engendrée par la pandémie de COVID-19 a permis des contrepassations dans le trimestre à l'étude, ce qui a été neutralisé en partie par l'accroissement des risques de baisse, dont les hausses des taux d'inflation et d'intérêt.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux s'est chiffrée à 720 millions de dollars, en baisse de 5 millions, ou 1 %, du fait essentiellement de la diminution de la correction de valeur pour pertes de crédit du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, laquelle a été contrebalancée en partie par la hausse de celle du secteur Marchés des Capitaux.

Pour plus de détails, se reporter à la note 5 de nos états financiers résumés.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend de l'incidence des prix du marché sur notre situation financière, notamment les profits ou les pertes potentiels découlant des fluctuations de variables déterminées par le marché telles que les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les prix des marchandises, les taux de change et les volatilités implicites. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de marché depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2021. À l'aide de ce cadre de gestion, nous cherchons continuellement à nous assurer que les risques de marché auxquels nous sommes exposés cadrent avec les contraintes relatives à l'appétit pour le risque établies par le Conseil d'administration.

Les contrôles du risque de marché prévoient des plafonds relatifs aux mesures fondées sur des probabilités utilisées pour déterminer les pertes potentielles des positions liées aux activités de négociation, telles que la valeur à risque (VAR), la valeur à risque en période de tensions (VAR en période de tensions), les simulations de crise et les exigences supplémentaires liées au risque. Des contrôles du risque de marché sont aussi mis en place pour gérer le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (RTIPB). Afin d'assurer la surveillance et le contrôle du RTIPB, nous évaluons deux principaux paramètres, soit le risque lié au revenu net d'intérêt et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres, en fonction d'une variété de chocs sur les marchés, de scénarios et d'horizons temporels. Il n'y a eu aucun changement important à la méthodologie de mesure du RTIPB ni aux contrôles et limites relatifs à cette mesure, depuis ceux décrits dans notre rapport annuel 2021. Pour plus de détails sur notre approche de gestion du risque de marché, se reporter à la rubrique Risque de marché de notre rapport annuel 2021.

Évaluations du risque de marché – Positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

VAR et VAR en période de tensions

Les tableaux ci-après présentent les données ayant trait à la VAR liée à la gestion du risque de marché et la VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2022				31 janvier 2022		30 avril 2021	
	Pour le trimestre clos à cette date				Pour le trimestre clos à cette date		Pour le trimestre clos à cette date	
	Au	Moyenne	Haut	Bas	Au	Moyenne	Au	Moyenne
Titres de participation	46 \$	33 \$	46 \$	21 \$	39 \$	34 \$	20 \$	18 \$
Change	3	4	6	3	4	5	5	4
Marchandises	4	4	5	4	4	4	2	2
Taux d'intérêt (1)	22	22	42	17	29	39	48	44
Risque de crédit spécifique (2)	7	8	9	7	8	9	9	8
Effet de diversification (3)	(27)	(25)	n.s.	n.s.	(33)	(35)	(30)	(34)
VAR liée à la gestion du risque de marché	55 \$	46 \$	57 \$	37 \$	51 \$	56 \$	54 \$	42 \$
VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché	101 \$	80 \$	130 \$	47 \$	65 \$	71 \$	58 \$	53 \$

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2022				30 avril 2021	
	Pour le semestre clos à cette date				Pour le semestre clos à cette date	
	Au	Moyenne	Haut	Bas	Au	Moyenne
Titres de participation	46 \$	33 \$	48 \$	21 \$	20 \$	17 \$
Change	3	4	7	3	5	4
Marchandises	4	4	5	3	2	2
Taux d'intérêt (1)	22	31	62	17	48	42
Risque de crédit spécifique (2)	7	8	10	7	9	8
Effet de diversification (3)	(27)	(29)	n.s.	n.s.	(30)	(33)
VAR liée à la gestion du risque de marché	55 \$	51 \$	87 \$	34 \$	54 \$	40 \$
VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché	101 \$	75 \$	130 \$	47 \$	58 \$	54 \$

(1) Le risque lié à l'écart de taux général et le risque lié à l'écart de financement associé aux dérivés non garantis sont inclus dans la VAR liée aux taux d'intérêt.

(2) Le risque spécifique de crédit tient compte de la volatilité de l'écart de taux lié à chaque émetteur.

(3) La VAR liée à la gestion du risque de marché est inférieure à la somme des VAR individuelles par facteur de risque, en raison de la diversification des facteurs de risque.

n.s. non significatif

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2021

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 46 millions de dollars, en hausse de 4 millions sur un an, ce qui a découlé de l'incidence de la volatilité accrue des marchés, dans le trimestre considéré, sur notre portefeuille de dérivés liés aux titres de participation et d'une baisse des conséquences de notre diversification. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le fait que les conséquences de la forte volatilité des marchés au deuxième trimestre de 2020 ne sont plus reflétées dans l'historique de VaR sur deux exercices.

La moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 80 millions, affichant ainsi une augmentation de 27 millions, laquelle provient principalement d'une plus grande exposition dans nos portefeuilles de titres à revenu fixe et de dérivés sur taux d'intérêt découlant des activités liées aux clients ainsi que d'une conjoncture de marché défavorable dans le trimestre à l'étude, ce qui a influé sur les engagements de souscription de prêts.

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au premier trimestre de 2022

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 46 millions de dollars, ayant fléchi de 10 millions en regard du trimestre précédent, et ce, principalement du fait que les conséquences de la forte volatilité des marchés au deuxième trimestre de 2020 ne sont plus reflétées dans l'historique de VaR sur deux exercices, facteur neutralisé en partie par une diminution des répercussions de notre diversification.

La moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 80 millions, s'étant accrue de 9 millions, à cause surtout d'une conjoncture de marché défavorable dans le trimestre à l'étude, ce qui a influé sur les engagements de souscription de prêts.

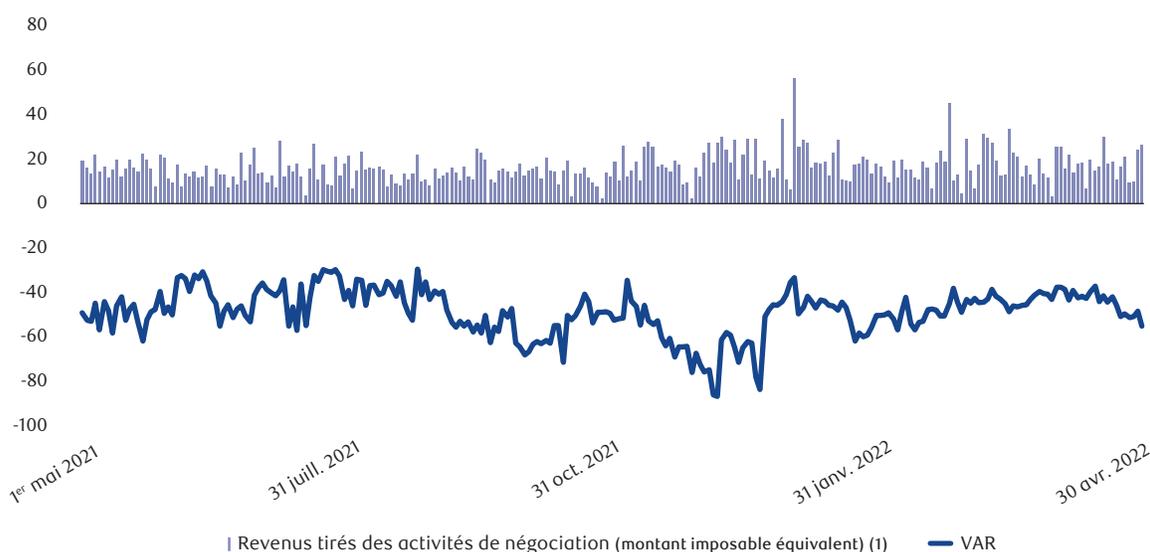
Deuxième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2021 (résultats semestriels)

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché a été de 51 millions de dollars, ayant augmenté de 11 millions par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui provient surtout d'une plus grande exposition dans nos portefeuilles de titres à revenu fixe et de dérivés sur taux d'intérêt découlant des activités liées aux clients, ainsi que de l'incidence de la volatilité accrue des marchés, au cours de la période considérée, sur notre portefeuille de dérivés liés aux titres de participation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le fait que les conséquences de la forte volatilité des marchés au deuxième trimestre de 2020 ne sont plus reflétées dans l'historique de VaR sur deux exercices.

La moyenne de la VAR en période de tensions s'est chiffrée à 75 millions de dollars, s'étant accrue de 21 millions, ce qui provient surtout d'une plus grande exposition dans nos portefeuilles de titres à revenu fixe et de dérivés sur taux d'intérêt découlant des activités liées aux clients, ainsi que de l'incidence de la volatilité accrue des marchés, au cours de la période considérée, sur notre portefeuille de dérivés liés aux titres de participation.

Le graphique ci-après illustre nos profits et pertes de négociation quotidiens (graphique à barres), ainsi que notre VAR quotidienne liée à la gestion du risque de marché (graphique linéaire). Pour les trimestres clos le 30 avril 2022 et le 31 janvier 2022, nous n'avons subi aucune perte de négociation nette.

Revenus tirés des activités de négociation (montant imposable équivalent) (1) et VAR (en millions de dollars canadiens)



(1) Tient compte des engagements de souscription de prêts.

Évaluations du risque de marché – Actifs et passifs de RBC Assurances®

Nous offrons une vaste gamme de produits d'assurance à nos clients et détenons des placements afin de pouvoir respecter nos obligations futures au titre des polices d'assurance. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Au 30 avril 2022, nous détenons des actifs à l'appui de passifs d'assurance de 12 milliards de dollars (13 milliards au 31 janvier 2022).

Évaluations du risque de marché – Sensibilités au RTIPB

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 p.b. des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres prévus sur une période de 12 mois, en présupposant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Dans le cas de scénarios de baisse des taux, des taux planchers sont appliqués, ce qui évite que l'évaluation de la valeur économique des capitaux propres et les niveaux des taux des simulations du revenu net d'intérêt ne tombent sous un seuil moyen minimal de moins de 25 p.b. pour toutes les principales monnaies. Les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur les positions du bilan et hors bilan actuelles, lesquelles peuvent changer avec le temps en réaction aux activités commerciales et aux mesures prises par la direction.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2022						31 janvier 2022	30 avril 2021		
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (1)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)	
	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain	Total	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain	Total				
Incidence avant impôt d'une :										
augmentation des taux de 100 p.b.	(1 460)\$	(594)\$	(2 054)\$	712 \$	375 \$	1 087 \$	(2 162)\$	853 \$	(2 064)\$	858 \$
diminution des taux de 100 p.b.	1 386	342	1 728	(850)	(364)	(1 214)	1 519	(964)	1 771	(858)

(1) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

Au 30 avril 2022, un choc immédiat et soutenu constituant une diminution de 100 p.b. aurait eu une incidence négative de 1 214 millions de dollars sur notre revenu net d'intérêt, en hausse par rapport à 964 millions au trimestre précédent, et un choc immédiat et soutenu constituant une augmentation de 100 p.b. aurait eu sur notre revenu net d'intérêt une incidence positive de 1 087 millions, contre 853 millions au trimestre précédent. Au 30 avril 2022, un choc immédiat et soutenu constituant une augmentation de 100 p.b. aurait eu une incidence négative de 2 054 millions de dollars sur la valeur économique des capitaux

propres de la banque, comparativement à 2 162 millions au trimestre précédent. D'un trimestre à l'autre, la sensibilité du revenu net d'intérêt a augmenté parce qu'une proportion plus importante de nos actifs à taux variable a été financée par des dépôts à faible coût dans le trimestre considéré, alors que la sensibilité de la valeur économique des capitaux propres a diminué d'un trimestre à l'autre, ce qui rend compte de la sensibilité accrue du revenu net d'intérêt. Au cours du deuxième trimestre de 2022, les risques liés au revenu net d'intérêt et à la valeur économique des capitaux propres sont demeurés dans les limites approuvées.

Lien entre le risque de marché et les principales données figurant au bilan

Les tableaux ci-après illustrent le lien entre les principales données figurant au bilan et les positions incluses dans les informations fournies à l'égard du risque de marché lié aux activités de négociation et du risque de marché lié aux activités autres que de négociation, ce qui illustre la façon dont nous gérons le risque de marché lié à nos actifs et passifs à l'aide de différentes évaluations du risque.

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2022			
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		Risque principal lié aux activités autres que de négociation
		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	115 929 \$	– \$	115 929 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	68 829	58 319	10 510	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	143 766	132 464	11 302	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	154 549	–	154 549	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	316 698	271 184	45 514	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	525 183	5 382	519 801	Taux d'intérêt
Prêts de gros	252 847	9 839	243 008	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(3 566)	–	(3 566)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts	2 659	–	2 659	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	156 204	152 811	3 393	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	101 282	9 076	92 206	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (3)	14 192			
Total de l'actif	1 848 572 \$	639 075 \$	1 195 305 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts	1 151 597 \$	132 342 \$	1 019 255 \$	Taux d'intérêt
Passif des fonds distincts	2 659	–	2 659	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	39 464	39 464	–	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	279 338	252 307	27 031	Taux d'intérêt
Dérivés	151 541	143 679	7 862	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs	91 069	10 424	80 645	Taux d'intérêt
Déventures subordonnées	10 276	–	10 276	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (4)	18 223			
Total du passif	1 744 167 \$	578 216 \$	1 147 728 \$	
Total des capitaux propres	104 405			
Total du passif et des capitaux propres	1 848 572 \$			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et à la VAR en période de tensions, aux exigences supplémentaires liées au risque et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du RTIPB et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances® et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le RTIPB.

(3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs.

(4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2022			
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		Risque principal lié aux activités autres que de négociation
		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	131 163 \$	– \$	131 163 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	63 420	50 222	13 198	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	149 525	137 203	12 322	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	153 570	–	153 570	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	312 126	270 142	41 984	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	513 970	4 538	509 432	Taux d'intérêt
Prêts de gros	230 108	11 348	218 760	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(4 047)	–	(4 047)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts	2 730	–	2 730	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	92 319	90 252	2 067	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	95 890	9 101	86 789	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (3)	11 695			
Total de l'actif	1 752 469 \$	572 806 \$	1 167 968 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts	1 142 842 \$	140 180 \$	1 002 662 \$	Taux d'intérêt
Passif des fonds distincts	2 730	–	2 730	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	41 544	41 544	–	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	265 009	238 833	26 176	Taux d'intérêt
Dérivés	88 102	85 474	2 628	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs	81 297	9 620	71 677	Taux d'intérêt
Déventures subordonnées	10 561	–	10 561	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (4)	18 376			
Total du passif	1 650 461 \$	515 651 \$	1 116 434 \$	
Total des capitaux propres	102 008			
Total du passif et des capitaux propres	1 752 469 \$			

- (1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et à la VAR en période de tensions, aux exigences supplémentaires liées au risque et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.
- (2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du RTIPB et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances® et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le RTIPB.
- (3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs.
- (4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement (risque de liquidité) est le risque que nous ne soyons pas en mesure de générer en temps opportun et de façon rentable la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à nos engagements. Le risque de liquidité résulte de la non-concordance de l'échéancier et de la valeur des flux de trésorerie, en ce qui concerne tant les éléments figurant au bilan que ceux hors bilan.

Notre cadre de gestion du risque de liquidité est structuré de manière à nous procurer les liquidités suffisantes pour satisfaire aux engagements courants et éventuels en temps normal et en période de crise. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de liquidité décrit dans notre rapport annuel 2021.

Nous maintenons toujours une position de liquidité et de financement que nous jugeons appropriée aux fins de l'exécution de notre stratégie. Le risque de liquidité auquel nous sommes exposés demeure largement dans les limites de notre appétit pour le risque.

Réserve de liquidités

Notre réserve de liquidités est constituée d'actifs liquides non grevés disponibles. Notre capacité inutilisée en matière de financement de gros, laquelle est évaluée régulièrement, pourrait constituer une autre source de liquidités pour atténuer des périodes de tensions, mais nous ne la prenons pas en considération pour le calcul de la réserve de liquidités. De même, sont également exclus du calcul de la réserve de liquidités les facilités de crédit non engagées et inutilisées consenties par des banques centrales auxquelles nous pouvons accéder sous réserve de certaines conditions préalables établies par les diverses banques centrales (p. ex., la Banque du Canada, la Réserve fédérale, la Banque d'Angleterre et la Banque de France), ainsi que les montants admissibles à titre de garanties auprès de la Federal Reserve Bank of New York (FRBNY) et d'une Federal Home Loan Bank (FHLB).

	Au 30 avril 2022				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et montants à recevoir de banques	115 929 \$	– \$	115 929 \$	3 612 \$	112 317 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	68 829	–	68 829	–	68 829
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (1)	224 391	329 058	553 449	376 291	177 158
Autres titres	117 767	124 085	241 852	141 199	100 653
Autres actifs liquides (2)	37 950	–	37 950	35 338	2 612
Total des actifs liquides	564 866 \$	453 143 \$	1 018 009 \$	556 440 \$	461 569 \$

	Au 31 janvier 2022				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et montants à recevoir de banques	131 163 \$	– \$	131 163 \$	3 438 \$	127 725 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	63 420	–	63 420	–	63 420
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (1)	222 651	323 397	546 048	363 498	182 550
Autres titres	126 888	124 251	251 139	143 135	108 004
Autres actifs liquides (2)	29 604	–	29 604	27 529	2 075
Total des actifs liquides	573 726 \$	447 648 \$	1 021 374 \$	537 600 \$	483 774 \$

	Aux	
	30 avril 2022	31 janvier 2022
(en millions de dollars canadiens)		
Banque Royale du Canada	204 567 \$	234 654 \$
Succursales à l'étranger	85 933	82 729
Filiales	171 069	166 391
Total des actifs liquides non grevés	461 569 \$	483 774 \$

(1) Inclut les titres liquides émis par des gouvernements provinciaux et des entités parrainées par le gouvernement américain et dont le gouvernement fédéral des États-Unis est le curateur (p. ex., la Federal National Mortgage Association et la Federal Home Loan Mortgage Corporation).

(2) Le montant des actifs liquides grevés représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires en espèces qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

D'ordinaire, la réserve de liquidités reflète surtout l'activité bancaire courante des clients, alors que les portefeuilles d'actifs liquides reflètent les variations des soldes des dépôts et des prêts, ainsi que les activités des secteurs Marchés des Capitaux et Services aux investisseurs et de trésorerie, secteurs où les stratégies commerciales et les opérations des clients peuvent également influencer sur les soldes de la réserve de liquidités. Celle-ci est également tributaire de la Trésorerie générale puisque, dans le cadre des activités de gestion d'émission de titres d'emprunt, ce sont les réserves qui permettent d'absorber les écarts entre l'émission de titres d'emprunt et le déploiement d'activités.

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au premier trimestre de 2022

Le total des actifs liquides non grevés a diminué de 22 milliards de dollars, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent sous l'effet principalement d'une réduction de la trésorerie et des montants à recevoir des banques, ce qui reflète une baisse des dépôts auprès de banques centrales, laquelle a été en grande partie causée par des changements dans la composition du bilan, soit essentiellement une forte croissance des prêts. Une baisse des titres non grevés, y compris l'incidence des titres cédés en garantie dans le cadre de conventions de rachat, a également contribué à la diminution précitée.

Charges grevant les actifs

Le tableau ci-dessous présente un aperçu des montants figurant au bilan et des montants hors bilan au titre de la trésorerie, des titres et des autres actifs et indique ceux qui sont grevés ainsi que ceux qui sont disponibles à la vente ou qui peuvent être donnés à titre de garantie dans le cadre de transactions de financement garanti. Les autres actifs, tels que les prêts hypothécaires et les créances sur cartes de crédit, peuvent aussi être monétisés, mais cela nécessite un plus long délai d'exécution que pour les titres négociables. Au 30 avril 2022, nos actifs non grevés et pouvant être donnés en garantie représentaient 24 % du total de l'actif (26 % au 31 janvier 2022).

(en millions de dollars canadiens)	Aux									
	30 avril 2022					31 janvier 2022				
	Actifs grevés		Actifs non grevés			Actifs grevés		Actifs non grevés		
	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)	Total	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)	Total
Trésorerie et montants à recevoir de banques	- \$	3 612 \$	112 317 \$	- \$	115 929 \$	- \$	3 438 \$	127 725 \$	- \$	131 163 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	-	-	68 829	-	68 829	-	-	63 420	-	63 420
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction	63 774	-	85 663	3 156	152 593	63 438	-	92 821	3 384	159 643
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	11 305	-	143 244	-	154 549	12 020	-	141 550	-	153 570
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (4)	462 771	22 688	4 506	3 873	493 838	447 021	22 711	13 448	3 616	486 796
Prêts										
Prêts de détail										
Titres hypothécaires	28 484	-	28 702	-	57 186	29 786	-	29 921	-	59 707
Prêts hypothécaires	52 261	-	32 863	256 060	341 184	49 007	-	31 211	250 176	330 394
Prêts autres qu'hypothécaires	4 082	-	8 483	114 248	126 813	3 297	-	7 290	113 282	123 869
Prêts de gros	-	-	-	252 847	252 847	-	-	-	230 108	230 108
Correction de valeur pour pertes sur prêts	-	-	-	(3 566)	(3 566)	-	-	-	(4 047)	(4 047)
Actif net des fonds distincts	-	-	-	2 659	2 659	-	-	-	2 730	2 730
Autres										
Dérivés	-	-	-	156 204	156 204	-	-	-	92 319	92 319
Autres (5)	35 338	-	2 612	77 524	115 474	27 529	-	2 075	77 981	107 585
Total de l'actif	658 015 \$	26 300 \$	487 219 \$	863 005 \$	2 034 539 \$	632 098 \$	26 149 \$	509 461 \$	769 549 \$	1 937 257 \$

- (1) Inclut les actifs qui ne peuvent pas être utilisés pour obtenir un financement garanti en raison de restrictions juridiques ou d'autre nature.
- (2) Représente les actifs qui peuvent être facilement donnés en garantie, dont les titres adossés à des créances hypothécaires dans le cadre de la *Loi nationale sur l'habitation*, nos prêts hypothécaires non grevés qui sont admissibles à titre de garantie auprès d'une FHLB, ainsi que les prêts qui sont admissibles à titre de garantie au titre de la facilité d'escompte dont nous disposons et que nous avons déposés en garantie auprès de la FRBNY.
- (3) Les autres actifs non grevés ne sont assujettis à aucune restriction en ce qui a trait à leur recours pour obtenir du financement ou à leur utilisation à titre de garantie, mais ils ne seront pas considérés comme facilement disponibles.
- (4) Inclut les actifs liquides détenus par la banque et les titres reçus en garantie dans le cadre de financement de titres hors bilan, de transactions sur dérivés et de prêts sur marges. Comprend des garanties de 23 milliards de dollars (23 milliards au 31 janvier 2022) reçues dans le cadre d'opérations de revente qui ne peuvent pas être redonnées en garantie dans leur forme juridique actuelle.
- (5) Le montant des actifs donnés en garantie représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

Financement

Stratégie de financement

Le financement de base, qui inclut le capital, les passifs liés au financement de gros à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers et, dans une moindre mesure, de dépôts d'entreprises et de dépôts institutionnels, constitue l'assise de notre position de liquidité structurelle.

Profil des dépôts et du financement

Au 30 avril 2022, les dépôts fondés sur les relations, qui constituent la principale source de financement des prêts de détail et des prêts hypothécaires, s'établissaient à 793 milliards de dollars, ou 54 % du total du financement (786 milliards, ou 54 %, au 31 janvier 2022). La tranche restante est composée de financement de gros à court terme et à long terme.

Le financement des actifs très liquides se compose principalement d'un financement de gros à court terme qui reflète la période de monétisation de ces actifs. Le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs de gros qui sont moins liquides et à soutenir des réserves d'actifs liquides.

La dette à long terme de premier rang émise par la banque depuis le 23 septembre 2018, inclusivement, ayant une échéance initiale supérieure à 400 jours et étant négociable, sous réserve de certaines exceptions, est assujettie au régime de recapitalisation interne des banques canadiennes. Aux termes de ce régime, si le surintendant des institutions financières détermine qu'une banque pourrait ne plus être viable, le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, lorsque ce dernier juge qu'il en va de l'intérêt du public, ordonner que la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) convertisse une partie ou la totalité de certaines actions et de certains passifs de cette banque en actions ordinaires. Au 30 avril 2022, la valeur nominale des titres d'emprunt à long terme émis et en cours qui étaient assujettis à une conversion en vertu du régime de recapitalisation interne s'élevait à 68 milliards de dollars (60 milliards au 31 janvier 2022).

Pour plus de détails sur le financement de gros, se reporter au tableau de la composition du financement de gros ci-après.

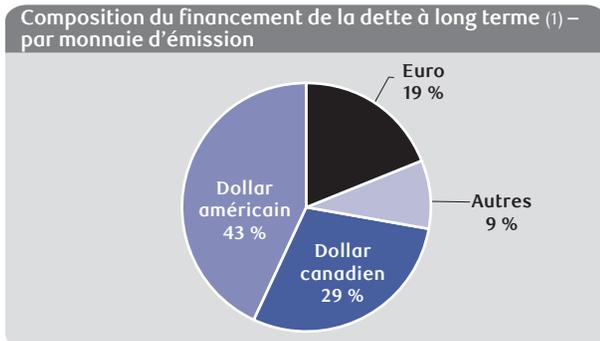
Émission de titres d'emprunt à long terme

Nos activités de financement de gros sont bien diversifiées tant sur le plan géographique que sur le plan des secteurs d'investissement, des instruments, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller continuellement les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à cibler les opportunités ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent. Nous avons recours à des programmes enregistrés d'émission de titres d'emprunt à long terme. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de ces programmes et des plafonds autorisés, par secteur géographique.

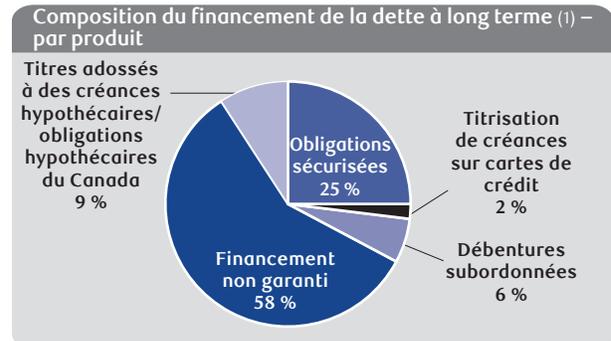
Programmes par secteur géographique

Canada	États-Unis	Europe/Asie
<ul style="list-style-type: none"> Prospectus préalable de base au Canada – 25 milliards de dollars 	<ul style="list-style-type: none"> Prospectus préalable de base aux États-Unis – 50 milliards de dollars US 	<ul style="list-style-type: none"> Programme européen d'émission de titres d'emprunt – 40 milliards de dollars US Programme mondial d'obligations sécurisées – 60 milliards d'euros Programmes d'émission au Japon – 1 billion de yens

Nous obtenons également du financement à long terme à l'aide de billets de premier rang canadiens, de titres adossés à des créances hypothécaires aux termes du Programme des titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (Canada), d'obligations hypothécaires du Canada, de titres adossés à des créances sur cartes de crédit, d'obligations kangourou (émises sur le marché australien par des firmes étrangères) et de certificats de dépôt Yankee (émis sur le marché américain par des firmes étrangères). Nous évaluons continuellement les possibilités de percer de nouveaux marchés et des secteurs d'investissement inexploités, car la diversification nous donne une plus grande souplesse de financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier, et donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement. Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous, notre profil actuel de la dette à long terme est bien diversifié en ce qui concerne chaque monnaie et chaque produit. Le maintien de notations concurrentielles est aussi un élément essentiel du financement rentable.



(1) Comprend du financement à long terme non garanti et garanti et des débiteures subordonnées ayant une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.



(1) Comprend du financement à long terme non garanti et garanti et des débiteures subordonnées ayant une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.

Les tableaux ci-après montrent la composition de notre financement de gros selon la durée à courir jusqu'à l'échéance.

Composition du financement de gros ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2022							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques ⁽²⁾	5 923 \$	8 \$	90 \$	344 \$	6 365 \$	– \$	– \$	6 365 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	7 321	19 306	29 054	24 362	80 043	771	–	80 814
Papier commercial adossé à des actifs ⁽³⁾	3 167	3 400	4 422	1 152	12 141	–	–	12 141
Billets à moyen terme non garantis de premier rang ⁽⁴⁾	38	68	2 465	8 510	11 081	15 483	46 795	73 359
Obligations structurées non garanties de premier rang ⁽⁵⁾	165	396	319	1 617	2 497	2 781	8 035	13 313
Titrisation de prêts hypothécaires	–	482	432	1 662	2 576	3 516	9 935	16 027
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs ⁽⁶⁾	–	3 280	1 928	3 093	8 301	5 796	32 679	46 776
Passif subordonné	–	194	–	57	251	110	10 333	10 694
Autres ⁽⁷⁾	6 416	1 295	617	3 093	11 421	10 353	436	22 210
Total	23 030 \$	28 429 \$	39 327 \$	43 890 \$	134 676 \$	38 810 \$	108 213 \$	281 699 \$
Comprend :								
– Financement garanti	9 047 \$	7 409 \$	7 008 \$	5 907 \$	29 371 \$	9 312 \$	43 030 \$	81 713 \$
– Financement non garanti	13 983	21 020	32 319	37 983	105 305	29 498	65 183	199 986

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2022							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques ⁽²⁾	7 487 \$	69 \$	– \$	51 \$	7 607 \$	– \$	– \$	7 607 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	12 238	15 408	22 873	26 854	77 373	–	–	77 373
Papier commercial adossé à des actifs ⁽³⁾	3 114	2 909	3 930	2 616	12 569	–	–	12 569
Billets à moyen terme non garantis de premier rang ⁽⁴⁾	2 297	6 777	83	8 123	17 280	17 088	38 172	72 540
Obligations structurées non garanties de premier rang ⁽⁵⁾	622	327	369	613	1 931	3 189	7 224	12 344
Titrisation de prêts hypothécaires	–	1 300	482	1 673	3 455	3 538	9 842	16 835
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs ⁽⁶⁾	–	508	3 345	3 018	6 871	7 426	28 029	42 326
Passif subordonné	–	–	192	56	248	110	10 292	10 650
Autres ⁽⁷⁾	7 580	1 032	1 052	1 353	11 017	8 977	491	20 485
Total	33 338 \$	28 330 \$	32 326 \$	44 357 \$	138 351 \$	40 328 \$	94 050 \$	272 729 \$
Comprend :								
– Financement garanti	9 553 \$	4 901 \$	8 083 \$	7 307 \$	29 844 \$	10 964 \$	38 342 \$	79 150 \$
– Financement non garanti	23 785	23 429	24 243	37 050	108 507	29 364	55 708	193 579

(1) Ne tient pas compte des acceptations bancaires ni des conventions de rachat.

(2) Ne tient pas compte des dépôts liés aux services que nous fournissons aux banques (p. ex., services de garde, gestion de la trésorerie).

(3) Inclut seulement le passif consolidé, y compris notre programme de papier commercial garanti par des créances.

(4) Inclut les billets de dépôt.

(5) Inclut les billets pour lesquels le résultat est fonction des fluctuations du taux de change, des marchandises et des titres de participation.

(6) Inclut les prêts sur cartes de crédit et les prêts hypothécaires.

(7) Inclut les obligations encaissables par anticipation (garanties) de 6 771 millions de dollars (7 419 millions au 31 janvier 2022), les billets de dépôt au porteur (non garantis) de 4 174 millions (3 235 millions au 31 janvier 2022) et d'autres dépôts structurés à long terme (non garantis) de 11 265 millions (9 831 millions au 31 janvier 2022).

Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à mener, de façon rentable, certaines activités de titrisation dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Les notations et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent le point de vue de ces dernières et leurs méthodes. Les notations font l'objet de modifications, en raison de facteurs comprenant, notamment, notre solidité financière, notre situation concurrentielle, nos liquidités ainsi que d'autres facteurs qui sont en partie indépendants de notre volonté.

Hormis ce qui est indiqué ci-après, il n'y a eu aucun changement touchant nos principales notations, tel qu'il est indiqué dans notre rapport annuel 2021.

Notations (1)

	Au 25 mai 2022			
	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang existante (2)	Dettes à long terme de premier rang (3)	Perspective
Moody's (4)	P-1	Aa1	A1	stable
Standard & Poor's (5)	A-1+	AA-	A	stable
Fitch Ratings (6)	F1+	AA	AA-	stable
DBRS (7)	R-1 (élevée)	AA (élevée)	AA	stable

- (1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.
- (2) Comprend la dette à long terme de premier rang émise avant le 23 septembre 2018 ainsi que celle émise à cette date ou par la suite, laquelle est ignorée aux fins du régime de recapitalisation interne.
- (3) Comprend la dette à long terme de premier rang émise le 23 septembre 2018 ou après cette date, laquelle peut être convertie aux termes du régime de recapitalisation interne.
- (4) Le 27 janvier 2022, Moody's a relevé les notations et les évaluations de notre dette à long terme et confirmé les notations de notre dette à court terme. Par suite de ces révisions, notre perspective est stable. Cette dernière révision met fin à l'examen entrepris par Moody's le 7 octobre 2021 en vue de la mise à jour de nos notations.
- (5) Le 13 mai 2022, Standard & Poor's a confirmé nos notations avec une perspective stable.
- (6) Le 15 juillet 2021, Fitch Ratings a revu à la baisse la notation de notre dette à long terme de premier rang existante, la faisant passer de AA+ à AA, celle de notre dette à long terme de premier rang, de AA à AA- et a rehaussé nos perspectives de négatives à stables.
- (7) Le 13 mai 2022, DBRS a confirmé nos notations avec une perspective stable.

Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

Nous sommes tenus de donner des biens en garantie à certaines contreparties dans l'éventualité où nos notations actuelles baisseraient. Le tableau ci-après présente les obligations additionnelles au titre des garanties susceptibles d'être requises à la date de clôture advenant une révision à la baisse d'un cran, de deux crans ou de trois crans de nos notations. Ces obligations additionnelles au titre des garanties constituent des exigences supplémentaires pour chaque révision à la baisse consécutive et elles ne représentent pas l'incidence cumulative de multiples révisions à la baisse. Les montants présentés varient périodiquement en raison de plusieurs facteurs, dont le transfert d'activités de négociation à des infrastructures du marché financier ayant fait l'objet d'une compensation centrale et à des Bourses, l'expiration de transactions mettant en jeu des événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, l'application de limites internes aux nouveaux accords afin d'exclure les événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, ainsi que les positions évaluées à la valeur de marché dans le cours normal des activités. Aucun titre d'emprunt de premier rang en circulation sur le marché ne comporte de modalités faisant en sorte qu'une révision des notations déclencherait un remboursement anticipé du capital.

(en millions de dollars canadiens)	Aux					
	30 avril 2022			31 janvier 2022		
	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans
Exigences contractuelles liées au financement des dérivés ou aux marges	101 \$	148 \$	181 \$	158 \$	76 \$	136 \$
Autres exigences contractuelles liées au financement ou aux marges (1)	164	14	23	169	17	14

- (1) Inclut les certificats de placement garanti (CPG) émis dans le cadre de nos activités sur les marchés des obligations municipales à New York.

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des actifs liquides de haute qualité disponibles pour satisfaire aux besoins de liquidités sur une période de 30 jours advenant une grave crise de liquidité. Le ratio de liquidité à court terme minimal exigé par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) et le BSIF est de 100 %.

Le BSIF exige que les banques canadiennes communiquent le ratio de liquidité à court terme selon le modèle de déclaration prévu par l'accord de Bâle, calculé à partir de la moyenne des positions quotidiennes liées au ratio de liquidité à court terme enregistrées au cours du trimestre.

Modèle commun de déclaration du ratio de liquidité à court terme (1)

	Pour les trimestres clos	
	le 30 avril 2022	
	Valeur non pondérée totale (moyenne) (2)	Valeur pondérée totale (moyenne)
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)		
Actifs liquides de haute qualité		
Total des actifs liquides de haute qualité		362 827 \$
Sorties de trésorerie		
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	382 297 \$	35 946 \$
<i>Dépôts stables</i> (3)	131 261	3 938
<i>Dépôts moins stables</i>	251 036	32 008
Financement de gros non garanti, dont :	449 829	214 638
<i>Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives</i> (4)	190 938	45 356
<i>Dépôts non opérationnels</i>	227 014	137 405
<i>Dettes non garanties</i>	31 877	31 877
Financement de gros garanti		31 497
Exigences supplémentaires, dont :	293 324	69 847
<i>Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées</i>	55 689	19 468
<i>Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette</i>	9 284	9 284
<i>Facilités de crédit et de liquidité</i>	228 351	41 095
Autres obligations de financement contractuelles (5)	27 352	27 352
Autres obligations de financement conditionnelles (6)	671 446	10 832
Total des sorties de trésorerie		390 112 \$
Entrées de trésorerie		
Prêts garantis (p. ex., conventions de revente)	289 024 \$	47 749 \$
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	15 913	10 000
Autres entrées de trésorerie	33 233	33 233
Total des entrées de trésorerie		90 982 \$
		Total de la valeur ajustée
Total des actifs liquides de haute qualité		362 827 \$
Total des sorties de trésorerie nettes		299 130
Ratio de liquidité à court terme		121 %

le 31 janvier 2022

	Total de la valeur ajustée
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	
Total des actifs liquides de haute qualité	366 789 \$
Total des sorties de trésorerie nettes	296 383
Ratio de liquidité à court terme	124 %

- (1) Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB. Le ratio de liquidité à court terme pour le trimestre clos le 30 avril 2022 correspond à une moyenne de 62 positions quotidiennes.
- (2) À l'exception des autres obligations de financement conditionnelles, les entrées et sorties non pondérées représentent des éléments venant à échéance ou remboursables par anticipation dans 30 jours tout au plus. Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent aussi les titres d'emprunt dont la durée restante jusqu'à l'échéance dépasse 30 jours.
- (3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.
- (4) Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.
- (5) Les autres obligations de financement contractuelles comprennent principalement les sorties liées aux opérations sur valeur non réglées et les sorties liées aux engagements afférents à des titres vendus à découvert.
- (6) Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent les sorties liées à d'autres facilités hors bilan dont le facteur de retrait du ratio de liquidité à court terme est faible (de 0 % à 5 %).

Nous gérons notre position liée au ratio de liquidité à court terme en fonction d'une fourchette cible qui reflète notre tolérance à l'égard du risque de liquidité et qui tient compte de la composition des activités et des actifs ainsi que des capacités en matière de financement. Cette fourchette est revue périodiquement à la lumière des modifications apportées aux exigences internes et des faits nouveaux externes.

Nous détenons des actifs liquides de haute qualité libellés dans les principales monnaies, dont l'étendue du marché et l'envergure sont fiables. Nos pratiques de gestion de la trésorerie permettent de nous assurer que les différents niveaux d'actifs liquides de haute qualité sont gérés activement, de manière à atteindre les objectifs cibles en matière de ratio de liquidité à court terme. Nos actifs de niveau 1, calculés en respectant la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et les exigences du CBCB concernant le ratio de liquidité à court terme, représentent 88 % du total des actifs liquides de haute qualité. Ces actifs comprennent la trésorerie, les placements auprès de banques centrales et les titres assortis de notations élevées émis ou garantis par des gouvernements, des banques centrales ou des entités supranationales.

Le ratio de liquidité à court terme tient compte des flux de trésorerie provenant des activités au bilan et hors bilan qui sont prévus ou qui pourraient être enregistrés dans un délai de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Les sorties de trésorerie découlent de l'application de facteurs de retrait et de non-renouvellement aux dépôts à terme et à vue, et sont classées par type de client (prêts de gros, prêts de détail et petites et moyennes entreprises). Les sorties de trésorerie découlent aussi des activités commerciales qui donnent lieu à des exigences en matière de financement conditionnel et de garanties, comme le financement de rachat, les dérivés, la vente de titres à découvert et la prorogation des engagements de crédit et de liquidité consentis aux clients. Les entrées de trésorerie résultent principalement de l'arrivée à échéance de prêts garantis, de prêts interbancaires et de titres qui ne font pas partie des actifs liquides de haute qualité.

Le ratio de liquidité à court terme ne reflète pas la capacité de financement sur le marché qui, à notre avis, pourrait être disponible advenant une crise. Un taux de sortie de 100 % est appliqué à tous les titres d'emprunt de gros arrivant à échéance aux fins du calcul du ratio de liquidité à court terme.

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au premier trimestre de 2022

La moyenne du ratio de liquidité à court terme du trimestre clos le 30 avril 2022 s'est établie à 121 %, ce qui représente un excédent de quelque 64 milliards de dollars, comparativement à 124 % et à un excédent d'environ 70 milliards au trimestre précédent. Le ratio de liquidité à court terme a légèrement diminué par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète essentiellement la croissance des prêts de détail et de ceux de gros qui a été annulée en grande partie par des augmentations des dépôts de clients et par l'émission de produits de financement à terme.

Ratio de liquidité à long terme

Le ratio de liquidité à long terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des liquidités à long terme disponibles par rapport au montant des liquidités à long terme requises. Le ratio de liquidité à long terme minimal exigé par le CBCB et le BSIF est de 100 %.

Le montant du financement stable disponible désigne la part des fonds propres et des passifs censée être fiable à l'horizon temporel pris en compte aux fins du ratio de liquidité à long terme, à savoir un an. Le montant du financement stable requis est fonction des caractéristiques de liquidité et de la durée résiduelle des actifs détenus par la banque et de celles de ses positions hors bilan.

Le BSIF exige que les banques d'importance systémique intérieure présentent leur ratio de liquidité à long terme à l'aide du modèle de déclaration du Comité de Bâle. Les montants indiqués dans ce modèle de déclaration sont déterminés conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et ne sont pas nécessairement conformes aux exigences de classement des IFRS.

Modèle de déclaration courant du ratio de liquidité à long terme (1)

	Au 30 avril 2022				
	Valeur non pondérée par échéance résiduelle (2)				
	Sans échéance	Moins de 6 mois	De 6 mois à moins de 1 an	1 an et plus	Valeur pondérée
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Élément de financement stable disponible					
Fonds propres :	104 293 \$	– \$	– \$	9 526 \$	113 819 \$
Fonds propres réglementaires	104 293	–	–	9 526	113 819
Autres instruments de fonds propres	–	–	–	–	–
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises :	352 267	58 827	22 276	22 933	421 221
Dépôts stables (3)	112 511	29 821	12 598	10 280	157 463
Dépôts moins stables	239 756	29 006	9 678	12 653	263 758
Financement de gros :	319 734	428 139	44 749	112 909	317 608
Dépôts opérationnels (4)	195 531	–	–	–	97 766
Autres financements de gros	124 203	428 139	44 749	112 909	219 842
Passifs et leurs actifs interdépendants correspondants (5)	–	1 811	3 322	24 181	–
Autres passifs :	42 178	–	229 626	–	13 437
Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme	–	–	26 339	–	–
Tous autres passifs et fonds propres non couverts par les catégories ci-dessus	42 178	189 684	332	13 271	13 437
Total du financement stable disponible					866 085 \$
Élément de financement stable exigé					
Total des actifs liquides de haute qualité du ratio de liquidité à long terme					38 359 \$
Dépôts détenus auprès d'autres institutions financières à des fins opérationnelles	–	1 531	–	–	766
Prêts et titres productifs :	188 789	285 502	98 260	472 324	621 246
Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité de niveau 1	–	119 825	17 455	412	15 981
Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité autres que de niveau 1 et prêts productifs non garantis à des institutions financières	4 446	77 950	29 310	23 487	51 285
Prêts productifs à des entreprises non financières, prêts de détail et prêts aux petites entreprises, et prêts à des entités souveraines, des banques centrales et des organismes publics, y compris :	115 760	66 259	31 112	138 577	262 895
Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	–	997	624	2 767	2 609
Prêts hypothécaires résidentiels productifs, dont :	37 885	20 957	19 830	287 190	245 207
Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	37 885	20 929	19 803	286 122	244 271
Titres qui ne sont pas en défaut et qui ne remplissent pas les critères définissant les actifs liquides de haute qualité, y compris les titres de participation négociés en Bourse	30 698	511	553	22 658	45 878
Actifs et leurs passifs interdépendants correspondants (5)	–	1 811	3 322	24 181	–
Autres actifs :	2 612	–	313 878	–	83 403
Produits de base physiques, y compris l'or	2 612	–	–	–	2 220
Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et apports aux fonds de garantie de contrepartie centrale	–	–	23 492	–	19 968
Actifs dérivés du ratio de liquidité à long terme	–	–	29 013	–	2 674
Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme avant déduction de la marge de variation versée	–	–	56 323	–	2 816
Tous autres actifs non couverts par les catégories ci-dessus	–	151 533	252	53 265	55 725
Éléments hors bilan			673 181		24 836
Total du financement stable exigé					768 610 \$
Ratio de liquidité à long terme (%)					113 %

Au 31 janvier 2022

	Valeur pondérée
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	
Total du financement stable disponible	846 859 \$
Total du financement stable exigé	749 310
Ratio de liquidité à long terme (%)	113 %

- (1) Le ratio de liquidité à long terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB.
- (2) Les totaux des rangées suivantes englobent les catégories d'échéances résiduelles de moins de 6 mois, de 6 mois à moins de 1 an et de 1 an et plus, conformément aux exigences du modèle de déclaration courant prescrit par le BSIF : Autres passifs, Passifs d'instruments dérivés du ratio de liquidité à court terme, Autres actifs, Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et apports aux fonds de garantie de contreparties centrales, Actifs dérivés du ratio de liquidité à long terme et Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme avant déduction de la marge de variation versée et Éléments hors bilan.
- (3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.
- (4) Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.
- (5) Les actifs et passifs interdépendants représentent le passif des titres hypothécaires garantis par la *Loi nationale sur l'habitation*, y compris les passifs découlant des opérations relatives au programme des obligations hypothécaires du Canada et des prêts hypothécaires grevés correspondants.

Le financement stable disponible est composé principalement d'un portefeuille diversifié de dépôts de détail et de dépôts d'entreprises, de fonds propres, ainsi que de passifs liés au financement de gros à long terme. Le financement stable exigé est principalement lié au portefeuille de prêts hypothécaires et de prêts de la banque, aux prêts à des institutions financières garantis et, dans une moindre mesure, à d'autres actifs moins liquides. Le ratio de liquidité à long terme ne tient pas compte de la capacité de financement inutilisée sur le marché présumément disponible pour la banque.

Le volume et la composition du financement stable disponible font l'objet d'une gestion active visant à optimiser notre position de financement structurel et à atteindre les objectifs en matière de ratio de liquidité à long terme. Notre ratio de liquidité à long terme est géré conformément à notre cadre de gestion du risque de liquidité exhaustif.

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au premier trimestre de 2022

Au 30 avril 2022, le ratio de liquidité à long terme s'établissait à 113 %, ce qui se traduit par un excédent d'environ 97 milliards de dollars, comparativement à 113 % et à un excédent d'environ 98 milliards au trimestre précédent. Le ratio de liquidité à long terme est demeuré stable d'un trimestre à l'autre puisque la croissance des prêts de détail et de ceux de gros a été annulée par l'augmentation des dépôts des clients, par l'émission de produits de financement à terme et par des changements dans la composition de nos portefeuilles de titres.

Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan

Les tableaux ci-après présentent le profil des échéances contractuelles résiduelles liées à tous nos actifs, passifs et éléments hors bilan, en fonction de leur valeur comptable (p. ex., le coût amorti ou la juste valeur), à la date de clôture. Les éléments hors bilan sont répartis selon la date d'échéance du contrat.

Les renseignements détaillés sur les échéances contractuelles et les engagements de financement constituent une source d'information aux fins de la gestion du risque de liquidité. Ces renseignements détaillés servent notamment à modéliser un bilan préparé selon l'approche de la comptabilité behavioriste et qui est basé sur les échéances réelles, de manière à calculer les mesures du risque de liquidité. Pour plus de détails, se reporter à la section Évaluation du risque qui se trouve dans la rubrique Risque de liquidité et de financement de notre rapport annuel 2021.

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2022									Total
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	
Actif										
Trésorerie et dépôts auprès de banques	182 555 \$	1 \$	– \$	10 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 192 \$	184 758 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	75 935	594	102	18	18	50	205	9 119	57 725	143 766
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	1 736	8 339	5 535	5 543	9 497	15 256	36 216	71 854	573	154 549
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (2)	143 064	78 531	43 186	15 378	16 937	935	–	–	18 667	316 698
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable	31 177	21 822	26 059	28 668	29 276	145 911	338 180	67 381	85 990	774 464
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 541	7 022	–	2	5	–	–	–	(41)	16 529
Dérivés	17 191	16 374	8 931	11 857	6 573	17 265	33 768	44 235	10	156 204
Autres actifs financiers	44 463	1 986	1 172	197	482	222	204	2 113	3 204	54 043
Total des actifs financiers	505 662	134 669	84 985	61 673	62 788	179 639	408 573	194 702	168 320	1 801 011
Autres actifs non financiers	6 929	1 601	402	(183)	542	2 133	2 296	5 391	28 450	47 561
Total de l'actif	512 591 \$	136 270 \$	85 387 \$	61 490 \$	63 330 \$	181 772 \$	410 869 \$	200 093 \$	196 770 \$	1 848 572 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (3)										
Emprunts non garantis	89 041 \$	47 195 \$	51 344 \$	42 657 \$	52 637 \$	31 955 \$	54 428 \$	18 741 \$	670 475 \$	1 058 473 \$
Emprunts garantis	4 561	5 282	6 165	3 703	950	8 771	15 786	6 730	–	51 948
Obligations sécurisées	–	2 608	1 927	1 050	2 041	4 370	24 298	4 882	–	41 176
Autres										
Acceptations	9 541	7 021	–	2	5	–	–	–	1	16 570
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	39 464	–	–	–	–	–	–	–	–	39 464
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (2)	224 827	33 129	1 856	129	381	932	–	–	18 084	279 338
Dérivés	16 413	18 114	8 439	9 674	6 231	17 192	32 923	42 555	–	151 541
Autres passifs financiers	44 766	1 042	1 708	425	602	857	2 385	11 913	1 033	64 731
Débitures subordonnées	–	194	–	–	–	110	1 847	8 125	–	10 276
Total des passifs financiers	428 613	114 585	71 439	57 640	62 847	64 187	131 667	92 946	689 593	1 713 517
Autres passifs non financiers	1 075	1 042	185	4 071	264	1 010	923	12 610	9 470	30 650
Capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	104 405	104 405
Total du passif et des capitaux propres	429 688 \$	115 627 \$	71 624 \$	61 711 \$	63 111 \$	65 197 \$	132 590 \$	105 556 \$	803 468 \$	1 848 572 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	594 \$	2 250 \$	2 433 \$	2 864 \$	3 523 \$	1 778 \$	4 357 \$	879 \$	33 \$	18 711 \$
Engagements de crédit	5 454	8 622	8 922	14 748	19 057	48 839	175 832	18 664	3 930	304 068
Autres engagements liés au crédit	2 083	1 056	1 353	1 602	1 722	250	736	36	102 046	110 884
Autres engagements	32	15	17	26	17	71	148	214	658	1 198
Total des éléments hors bilan	8 163 \$	11 943 \$	12 725 \$	19 240 \$	24 319 \$	50 938 \$	181 073 \$	19 793 \$	106 667 \$	434 861 \$

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) Les conventions de revente et les transactions de mise en pension de titre en cours, qui n'ont pas de date d'échéance établie et qui sont généralement à court terme, ont été incluses dans la catégorie Sans échéance précise.

(3) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la section Profil des dépôts et du financement plus haut.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2022									
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
Actif										
Trésorerie et dépôts auprès de banques	192 271 \$	2 \$	– \$	– \$	10 \$	– \$	– \$	– \$	2 300 \$	194 583 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	67 761	2 519	848	6	8	32	174	10 197	67 980	149 525
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	3 059	8 821	5 807	6 364	6 901	19 393	33 100	69 576	549	153 570
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (2)	122 904	92 846	29 606	27 554	12 936	776	–	–	25 504	312 126
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable	33 606	19 223	29 413	27 831	29 737	140 174	312 950	64 557	82 540	740 031
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	13 672	5 280	–	–	2	5	–	–	(83)	18 876
Dérivés	6 098	7 379	5 099	3 262	6 205	8 813	17 098	38 353	12	92 319
Autres actifs financiers	35 028	1 704	959	171	129	266	279	2 103	3 447	44 086
Total des actifs financiers	474 399	137 774	71 732	65 188	55 928	169 459	363 601	184 786	182 249	1 705 116
Autres actifs non financiers	6 821	1 612	267	256	552	2 380	2 314	5 865	27 286	47 353
Total de l'actif	481 220 \$	139 386 \$	71 999 \$	65 444 \$	56 480 \$	171 839 \$	365 915 \$	190 651 \$	209 535 \$	1 752 469 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (3)										
Emprunts non garantis	100 325 \$	53 231 \$	43 700 \$	36 878 \$	45 970 \$	30 950 \$	49 037 \$	16 702 \$	674 323 \$	1 051 116 \$
Emprunts garantis	2 342	7 803	6 410	3 908	2 783	7 991	15 257	6 174	–	52 668
Obligations sécurisées	–	–	2 686	1 918	1 111	6 687	17 949	8 707	–	39 058
Autres										
Acceptations	13 663	5 280	–	–	2	5	–	–	9	18 959
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	41 544	–	–	–	–	–	–	–	–	41 544
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (2)	189 351	43 348	6 404	1 347	2	676	–	–	23 881	265 009
Dérivés	6 120	7 296	5 071	3 206	4 949	8 897	17 347	35 216	–	88 102
Autres passifs financiers	32 915	1 592	915	328	479	830	2 272	11 272	841	51 444
Débitures subordonnées	–	–	191	–	–	110	1 924	8 336	–	10 561
Total des passifs financiers	386 260	118 550	65 377	47 585	55 296	56 146	103 786	86 407	699 054	1 618 461
Autres passifs non financiers	1 308	1 080	222	172	3 530	1 053	965	13 561	10 109	32 000
Capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	102 008	102 008
Total du passif et des capitaux propres	387 568 \$	119 630 \$	65 599 \$	47 757 \$	58 826 \$	57 199 \$	104 751 \$	99 968 \$	811 171 \$	1 752 469 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	1 072 \$	1 863 \$	2 739 \$	2 561 \$	2 735 \$	1 312 \$	3 972 \$	1 121 \$	29 \$	17 404 \$
Engagements de crédit	2 081	9 097	13 303	9 424	16 780	52 011	172 026	16 153	3 833	294 708
Autres engagements liés au crédit	970	1 102	1 473	1 386	1 576	323	698	36	99 991	107 555
Autres engagements	27	11	17	17	20	70	164	303	605	1 234
Total des éléments hors bilan	4 150 \$	12 073 \$	17 532 \$	13 388 \$	21 111 \$	53 716 \$	176 860 \$	17 613 \$	104 458 \$	420 901 \$

- (1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.
- (2) Les conventions de revente et les transactions de mise en pension de titre en cours, qui n'ont pas de date d'échéance établie et qui sont généralement à court terme, ont été incluses dans la catégorie Sans échéance précise.
- (3) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la section Profil des dépôts et du financement plus haut.

Gestion des fonds propres

Nous continuons de gérer nos fonds propres conformément à notre cadre de gestion des fonds propres tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2021. En outre, nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de fonds propres réglementaires, notamment les lignes directrices du BSIF liées aux réformes de Bâle III du CBCB et les lignes directrices publiées en réponse à la pandémie de COVID-19, afin d'assurer le respect intégral et opportun de ces exigences, tel qu'il est présenté à la rubrique Gestion des fonds propres de notre rapport annuel 2021, mise à jour ci-après.

Le BSIF s'attend à ce que les banques canadiennes se conforment aux ratios cibles de Bâle III en ce qui concerne le ratio CET1, le ratio de fonds propres de première catégorie et le ratio du total des fonds propres. En vertu de l'accord de Bâle III, les banques doivent choisir l'une des deux approches principales suivantes pour calculer les fonds propres réglementaires minimaux nécessaires pour couvrir le risque de crédit, le risque de marché et le risque opérationnel : l'approche standard et l'approche fondée sur les notations internes.

Le Conseil de stabilité financière (CSF) nous a désignés de nouveau en tant que banque d'importance systémique mondiale. Cette désignation exige que nous respections une exigence plus élevée en matière d'absorption des pertes (capitaux propres attribuables aux actionnaires en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques), soit 1 %, conformément à l'exigence applicable aux banques d'importance systémique intérieure.

Les exigences relatives à la capacité totale d'absorption des pertes (« TLAC ») du BSIF établissent deux normes minimales qui doivent être appliquées depuis le 1^{er} novembre 2021, à savoir le ratio de la capacité totale d'absorption des pertes fondé sur les risques, qui s'appuie sur les ratios de fonds propres fondés sur les risques décrits dans la ligne directrice sur les normes de fonds propres, et le ratio de levier TLAC, qui s'appuie sur le ratio de levier décrit dans la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. L'exigence TLAC vise à assurer une capacité suffisante d'absorption des pertes d'une banque d'importance systémique intérieure de manière à permettre sa recapitalisation interne dans l'éventualité d'une défaillance.

On entend par « capacité totale d'absorption des pertes » ou « TLAC » l'ensemble des fonds propres de première catégorie, des fonds propres de deuxième catégorie et des autres instruments TLAC, qui permettent leur conversion, en tout ou en partie, en actions ordinaires en vertu de la *Loi sur la SADC* et moyennant satisfaction de tous les critères d'admissibilité de la directive.

Au deuxième trimestre de 2020, le BSIF a annoncé une série d'ajustements réglementaires et de directives visant à soutenir la résilience financière et opérationnelle du secteur bancaire dans le contexte actuel de la pandémie de COVID-19, et continue, lorsque nécessaire, de publier des directives visant à mettre en œuvre, à clarifier, à réviser ou à abolir certains aspects ou exigences. Bien que certaines mesures et directives publiées en réponse à la pandémie de COVID-19 aient été abolies, d'autres demeurent en place, notamment :

- Modifications pour les augmentations de dotations à la provision pour pertes de crédit attendues liées aux fonds propres CET1 consistant à appliquer un montant majoré, ajusté en fonction des incidences fiscales et multiplié par un taux d'exclusion de 25 % pour les provisions de stade 1 et de stade 2 entre le premier trimestre de 2020 et les trimestres correspondants de l'exercice 2022. Le taux d'exclusion a été ramené de 50 % pour l'exercice 2021 à 25 % pour l'exercice 2022, et cessera de s'appliquer à compter de l'exercice 2023. Ces modifications ne s'appliquent pas aux portefeuilles d'une institution financière qui sont calculés selon l'approche fondée sur les notations internes pour les trimestres au cours desquels l'institution affiche un déficit au titre des provisions.
- Exclusion des montants de l'exposition du ratio de levier des réserves auprès de la banque centrale qui sont admissibles en tant qu'actifs liquides de haute qualité.
- Abaissement du plancher de fonds propres réglementaire actuel pour les institutions financières qui utilisent l'approche fondée sur les notations internes, ce plancher étant ramené à 70 % de l'actif pondéré en fonction des risques aux termes de l'approche standard. Le plancher réduit restera en vigueur jusqu'à l'adoption des réformes de Bâle III au deuxième trimestre de 2023.
- Clarification du traitement des ratios de fonds propres et de levier applicables à certains programmes d'aide publique.

Pour plus de détails, se reporter à la rubrique portant sur la gestion des fonds propres de notre rapport annuel 2021. Le BSIF a évalué la nécessité de ces mesures et continuera de le faire. Au besoin, nous avons tenu compte des ajustements et directives en vigueur dans nos résultats et nos activités continues de planification des fonds propres.

Le tableau ci-après présente un sommaire des ratios cibles réglementaires actuels établis par le BSIF au titre de Bâle III ainsi que des exigences relatives au deuxième pilier. Nous respectons toutes les exigences en matière de fonds propres, de levier et de capacité totale d'absorption des pertes que nous impose le BSIF.

Ratios de fonds propres, de levier et TLAC au titre de Bâle III	Exigences de ratios cibles des fonds propres réglementaires du BSIF applicables aux grandes banques au titre de Bâle III					Ratios de fonds propres, de levier et TLAC de RBC au 30 avril 2022	Réserve pour stabilité intérieure ⁽³⁾	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres, le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale et la réserve pour stabilité intérieure au 30 avril 2022
	Ratio minimal	Réserves de fonds propres ⁽¹⁾	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres	Supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale ⁽²⁾	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale ⁽²⁾			
Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	4,5 %	2,5 %	7,0 %	1,0 %	8,0 %	13,2 %	2,5 %	10,5 %
Fonds propres de première catégorie	6,0 %	2,5 %	8,5 %	1,0 %	9,5 %	14,4 %	2,5 %	12,0 %
Total des fonds propres	8,0 %	2,5 %	10,5 %	1,0 %	11,5 %	16,0 %	2,5 %	14,0 %
Ratio de levier	3,0 %	s.o.	3,0 %	s.o.	3,0 %	4,7 %	s.o.	3,0 %
Ratio TLAC ⁽⁴⁾	21,5 %	s.o.	21,5 %	s.o.	21,5 %	27,0 %	2,5 %	24,0 %
Ratio de levier TLAC ⁽⁴⁾	6,75 %	s.o.	6,75 %	s.o.	6,75 %	8,7 %	s.o.	6,75 %

(1) Les réserves de fonds propres comprennent la réserve de conservation des fonds propres et la réserve de fonds propres anticyclique, comme le BSIF le prescrit.

(2) Un supplément de fonds propres équivalant à notre supplément applicable aux banques d'importance systémique intérieure et au supplément du CBCB applicable aux banques d'importance systémique mondiale, selon le plus élevé des deux montants, s'applique aux fonds propres pondérés en fonction des risques.

(3) La réserve pour stabilité intérieure peut varier entre 0 % et 2,5 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques. Elle est actuellement de 2,5 %, comme l'a confirmé le BSIF le 10 décembre 2021.

(4) Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2021, le BSIF exige que les banques canadiennes d'importance systémique intérieure respectent les exigences minimales en matière de ratio TLAC fondé sur le risque et de ratio de levier TLAC, lesquelles sont calculées au moyen de la ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (Total Loss Absorbing Capacity [TLAC]) du BSIF.

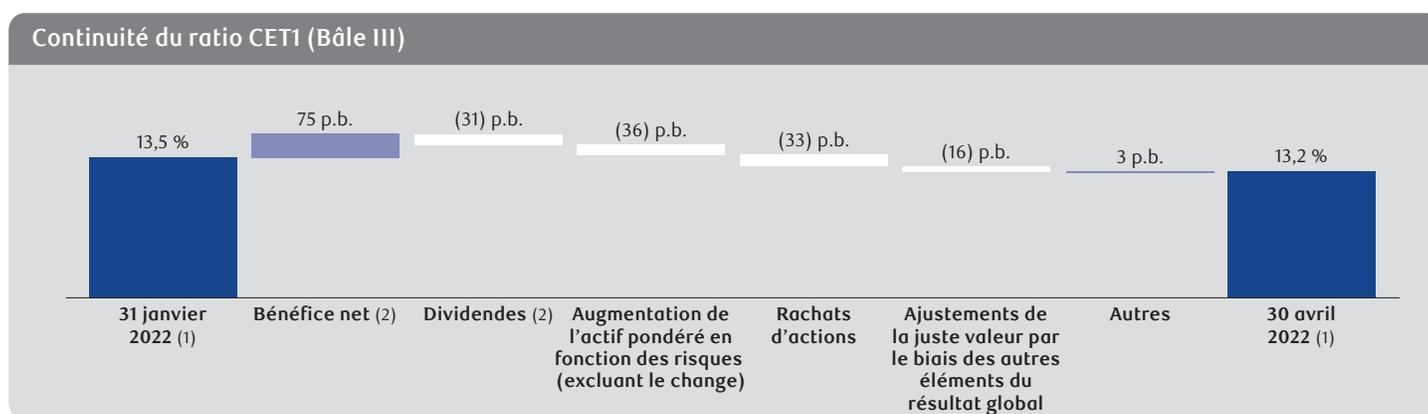
s.o. sans objet

Le tableau qui suit présente des informations détaillées sur nos fonds propres réglementaires, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de fonds propres, de levier et TLAC. Notre position de capital demeure solide, et nos ratios de fonds propres, de levier et TLAC restent bien supérieurs aux cibles de fonds propres réglementaires fixées par le BSIF.

	Aux		
	30 avril 2022	31 janvier 2022	31 octobre 2021
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)			
Fonds propres (1)			
Fonds propres CET1	77 069 \$	77 080 \$	75 583 \$
Fonds propres de première catégorie	84 345	84 493	82 246
Total des fonds propres	93 871	94 502	92 026
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres (1)			
Risque de crédit	472 516 \$	452 697 \$	444 142 \$
Risque de marché	37 851	41 812	34 806
Risque opérationnel	75 472	74 776	73 593
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	585 839 \$	569 285 \$	552 541 \$
Ratios de fonds propres et ratio de levier (1)			
Ratio CET1	13,2 %	13,5 %	13,7 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	14,4 %	14,8 %	14,9 %
Ratio du total des fonds propres	16,0 %	16,6 %	16,7 %
Ratio de levier	4,7 %	4,8 %	4,9 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	1 812 \$	1 761 \$	1 662 \$
TLAC disponible et ratios (2), (3)			
TLAC disponible	158 140 \$	150 136 \$	s.o.
Ratio TLAC	27,0 %	26,4 %	s.o.
Ratio de levier TLAC	8,7 %	8,5 %	s.o.

- (1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF, révisées pour tenir compte des lignes directrices publiées par le BSIF en réponse à la pandémie de COVID-19. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III.
- (2) Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2021, le BSIF exige que les banques canadiennes d'importance systémique intérieure respectent les exigences minimales en matière de ratio TLAC fondé sur le risque et de ratio de levier TLAC, lesquelles sont calculées au moyen de la ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (Total Loss Absorbing Capacity [TLAC]) du BSIF.
- (3) La norme TLAC s'applique aux entités de résolution pour lesquelles nous sommes réputés être la Banque Royale du Canada et à ses filiales. Une entité de résolution et ses filiales sont collectivement appelées groupe de résolution. Le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont calculés au moyen de la TLAC disponible, en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques et de l'exposition aux fins du ratio de levier, respectivement.
- s.o. sans objet

Deuxième trimestre de 2022 par rapport au premier trimestre de 2022



(1) Représente des chiffres arrondis.

(2) Représente des capitaux autogénérés d'un montant net de 2,5 milliards de dollars, ou 44 p.b., se composant du bénéfice net disponible pour les actionnaires, moins les dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées et les distributions sur les autres instruments de capitaux propres.

Notre ratio CET1 s'est établi à 13,2 %, en baisse de 30 p.b. par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques (excluant le change), des rachats d'actions et de l'incidence défavorable d'ajustements de la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, ce qui a été contrebalancé en partie par le montant net des capitaux autogénérés.

L'actif pondéré en fonction des risques a augmenté de 17 milliards de dollars, du fait surtout de l'expansion des activités en ce qui concerne les prêts de gros, les dérivés, les prêts hypothécaires résidentiels et le risque de marché. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le montant net découlant de l'actualisation des modèles, ce qui a résulté principalement du fait que les conséquences de la forte volatilité des marchés au deuxième trimestre de 2020 ne sont plus reflétées dans l'historique de VaR sur deux exercices.

Notre ratio de fonds propres de première catégorie, soit 14,4 %, s'est contracté de 40 p.b., et notre ratio du total des fonds propres s'est chiffré à 16,0 %, en baisse de 60 p.b., et ce, en raison surtout des facteurs susmentionnés en ce qui concerne le ratio CET1.

Notre ratio de levier s'est établi à 4,7 %, en baisse de 10 p.b., en raison principalement de la progression des positions de levier attribuable à l'expansion des activités et des rachats d'actions, ce qui a été atténué par le montant net des capitaux autogénérés.

L'augmentation de 51 milliards de dollars des positions de levier est principalement attribuable à l'expansion des activités concernant les prêts de gros et les prêts hypothécaires résidentiels, les engagements inutilisés et les dérivés.

Notre ratio TLAC s'est situé à 27,0 %, ayant augmenté de 60 p.b., ce qui reflète l'incidence favorable du montant net de l'émission d'autres instruments TLAC, annulée en partie par les facteurs indiqués ci-dessus concernant le ratio du total des fonds propres.

Notre ratio de levier TLAC s'est élargi de 20 p.b., atteignant ainsi 8,7 %, ce qui reflète les répercussions favorables du montant net de l'émission d'autres instruments TLAC, annulée en partie par les facteurs indiqués ci-dessus concernant le ratio de levier.

Les autres instruments TLAC englobent les titres d'emprunt à long terme assujettis à une conversion aux termes du régime de capitalisation interne. Pour plus de détails, se reporter au profil des dépôts et du financement à la rubrique Risque de liquidité et de financement.

Principales activités de gestion des fonds propres

Le tableau suivant présente nos principales activités de gestion des fonds propres.

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2022			Pour le semestre clos le 30 avril 2022	
	Date d'émission ou de rachat	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Fonds propres de première catégorie					
Activités liées aux actions ordinaires					
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (1)		105	8 \$	512	42 \$
Rachat pour annulation (2)		(13 700)	(171)	(22 571)	(282)
Émission d'actions privilégiées de série BT (2), (3)	5 novembre 2021	–	–	750	750
Rachat d'actions privilégiées de série BJ (2), (3)	24 février 2022	(6 000)	(150)	(6 000)	(150)
Fonds propres de deuxième catégorie					
Émission de débentures subordonnées échéant le 3 mai 2032 (2), (3)	25 janvier 2022		– \$		1 000 \$

(1) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(2) Pour plus de détails, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés.

(3) Instruments de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV).

Le 6 décembre 2021, nous avons annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 45 millions de nos actions ordinaires. Les rachats ont débuté le 8 décembre 2021 et se poursuivront jusqu'au 7 décembre 2022, ou jusqu'à une date antérieure si nous terminons plus tôt le rachat de toutes les actions autorisées en vertu de cette offre. Au cours du trimestre clos le 30 avril 2022, quelque 14 millions d'actions ordinaires ont été rachetées et annulées en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Le coût total des actions rachetées a été de 1 892 millions de dollars. Depuis le lancement de cette offre, quelque 23 millions d'actions ordinaires ont été rachetées et annulées au total, à un coût d'environ 3 106 millions de dollars.

Nous déterminons le montant et le calendrier des rachats dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités après consultation du BSIF. Les rachats peuvent être effectués par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, de la Bourse de New York et d'autres Bourses ou systèmes canadiens de négociation désignés. Le prix payé pour les actions rachetées correspond au cours en vigueur à la date du rachat.

Le 5 novembre 2021, nous avons émis 750 000 actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BT à des investisseurs institutionnels au prix de 1 000 \$ l'action.

Le 25 janvier 2022, nous avons émis 1 000 millions de dollars de débentures subordonnées relatives aux FPUNV. Ces débentures portent intérêt au taux fixe de 2,94 % par année jusqu'au 3 mai 2027, puis au taux Canadian Dollar Offered Rate à trois mois majoré de 0,76 % jusqu'à leur échéance, le 3 mai 2032.

Le 24 février 2022, nous avons racheté la totalité des 6 millions d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de série BJ émises et en circulation à un prix de 25,75 \$ l'action.

Principales données concernant les actions (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et sauf indication contraire)	Au 30 avril 2022		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions ordinaires émises	1 403 128	17 488 \$	1,20 \$
Actions propres – actions ordinaires (2)	(1 328)	(174)	
Actions ordinaires en circulation	1 401 800	17 314 \$	
Options sur actions et attribution d'actions			
En cours	8 310		
Exercibles	3 677		
Actions privilégiées de premier rang émises			
À dividende non cumulatif, série AZ (3), (4)	20 000	500 \$	0,23 \$
À dividende non cumulatif, série BB (3), (4)	20 000	500	0,23
À dividende non cumulatif, série BD (3), (4)	24 000	600	0,20
À dividende non cumulatif, série BF (3), (4)	12 000	300	0,19
À dividende non cumulatif, série BH (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BI (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BO (3), (4)	14 000	350	0,30
À dividende non cumulatif, série BT (3), (4), (5)	750	750	4,20 %
À dividende non cumulatif, série C-2 (6)	15	23	16,88 \$ US
Autres instruments de capitaux propres émis			
Billets de capital à recours limité de série 1 (3), (4), (7), (8)	1 750	1 750	4,50 %
Billets de capital à recours limité de série 2 (3), (4), (7), (8)	1 250	1 250	4,00 %
Billets de capital à recours limité de série 3 (3), (4), (7), (8)	1 000	1 000	3,65 %
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres émis	106 765	7 323	
Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (2)	(38)	(25)	
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres en circulation	106 727	7 298 \$	
Dividendes sur actions ordinaires		1 686 \$	
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres (9)		68	

- (1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion des fonds propres, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés.
- (2) Les montants positifs représentent une position vendeur, et les montants négatifs représentent une position acheteur.
- (3) Le taux de dividende est révisé tous les cinq ans.
- (4) Instruments relatifs aux FPUNV.
- (5) Les dividendes déclarés par action correspondent au taux de dividende annuel s'appliquant aux actions émises à la date de clôture.
- (6) Représente 615 400 actions représentatives d'actions étrangères relatives aux actions privilégiées de série C-2. Chaque action représentative d'action étrangère représente un quarantième de droit sur une action de série C-2.
- (7) En ce qui concerne les séries de billets de capital à recours limité (LRCN), le nombre d'actions correspond au nombre de billets émis, et les dividendes déclarés par action correspondent au taux d'intérêt annuel applicable aux billets émis à la date de clôture.
- (8) Dans le cadre de l'émission des billets LRCN de série 1, le 28 juillet 2020, nous avons émis 1 750 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BQ (série BQ). En lien avec l'émission des billets LRCN de série 2, le 2 novembre 2020, nous avons émis 1 250 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BR (série BR). Aux termes de l'émission des billets LRCN de série 3, le 8 juin 2021, nous avons émis 1 000 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BS (série BS). Les actions privilégiées des séries BQ, BR et BS ont été émises au prix de 1 000 \$ chacune et en faveur d'une fiducie consolidée afin d'y être détenues en tant qu'actifs en fiducie en lien avec la structure des billets LRCN. Pour plus de détails, se reporter à la note 19 de nos états financiers consolidés annuels de 2021.
- (9) Compte non tenu des distributions versées aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle.

Au 20 mai 2022, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'établissait à 1 402 108 019, déduction faite des 1 037 346 actions propres détenues, et le nombre d'options sur actions et d'attributions d'actions en cours était de 8 293 016.

Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion des instruments de fonds propres en un nombre variable d'actions ordinaires dès lors que le BSIF considère une banque comme non viable ou que le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement qu'une banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait se produire, les actions privilégiées de séries AZ, BB, BD, BF, BH, BI, BO et BT, les billets LRCN de séries 1, 2 et 3 et les débetures subordonnées échéant le 27 janvier 2026, le 25 juillet 2029, le 23 décembre 2029, le 30 juin 2030, le 28 janvier 2033, le 3 novembre 2031 et le 3 mai 2032, qui sont des instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV au 30 avril 2022, seraient convertis en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique, à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher contractuel de 5,00 \$; et ii) le cours de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (cours moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$ et en tenant compte des dividendes et intérêts cumulés estimés, ces instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV se convertiraient au total en un maximum de 4 505 millions d'actions ordinaires, d'où un effet dilutif de 76,27 % selon le nombre d'actions ordinaires en circulation au 30 avril 2022.

Questions en matière de comptabilité et de contrôle

Résumé des méthodes comptables et estimations

Nos états financiers résumés sont présentés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*. Nos principales méthodes comptables sont décrites à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2021.

Mise en application des méthodes, jugements, estimations et hypothèses comptables critiques

Même si les conséquences de la pandémie de COVID-19 se sont estompées dans la plupart des régions, les perspectives économiques demeurent incertaines en raison de la montée de l'inflation, des problèmes des chaînes d'approvisionnement et de l'accroissement des risques géopolitiques, ce qui pourrait influencer sur nos résultats financiers. Nous continuons de surveiller et d'évaluer les effets de ces facteurs sur nos jugements, estimations et hypothèses comptables critiques, qui sont décrits dans la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2021.

Changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir

Les changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir qui, en ce qui nous concerne, ne sont pas encore en vigueur, sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2021.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de présentation de l'information

Au 30 avril 2022, la direction a évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de présentation de l'information conformément aux règles adoptées par la SEC des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef des finances, qui ont conclu que nos contrôles et procédures de présentation de l'information étaient efficaces au 30 avril 2022.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2022, nous n'avons effectué aucune modification de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Transactions entre parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires et des services d'exploitation habituels, et concluons d'autres transactions avec des sociétés affiliées ou avec d'autres sociétés liées, y compris avec nos coentreprises, selon des modalités semblables à celles des parties non liées. Nous consentons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à d'autres employés à des taux normalement consentis à nos clients privilégiés. Nous offrons en outre des régimes d'attribution d'actions différées et d'autres régimes aux administrateurs qui ne sont pas nos employés, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Pour plus de détails, se reporter aux notes 11 et 25 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2021.

Glossaire

Acceptations

Lettre de change ou instrument négociable tiré sur une banque par un emprunteur qui s'engage à effectuer le paiement à l'échéance. L'acceptation représente une garantie de paiement par la Banque et est négociable sur le marché monétaire. En contrepartie de cette garantie, la Banque reçoit une commission d'acceptation.

Correction de valeur pour pertes de crédit

Montant jugé adéquat par la direction pour absorber les pertes de crédit attendues à la date de clôture. La correction de valeur est déterminée pour tous les actifs financiers soumis à des tests de dépréciation, y compris certains prêts, titres de créance, engagements de clients en contrepartie d'acceptations, garanties financières et engagements inutilisés. La correction de valeur est modifiée du montant de la dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée, laquelle est imputée au résultat et réduite en fonction du montant des radiations, après déduction des recouvrements au cours de la période.

Titres adossés à des actifs

Titres créés au moyen de la titrisation d'un groupe d'actifs, par exemple des prêts automobiles ou des prêts sur cartes de crédit.

Biens administrés

Biens que nous administrons et qui sont la propriété effective de nos clients au 31 octobre, à moins d'indication contraire. Les services fournis relativement aux biens administrés sont de nature administrative et comprennent notamment les services de garde, le recouvrement des revenus de placement, le règlement des opérations de vente et d'achat et la tenue de registres.

Biens sous gestion

Biens que nous gérons et qui sont la propriété effective de nos clients au 31 octobre, à moins d'indication contraire. Les services fournis relativement aux biens sous gestion comprennent le choix des placements et les services-conseils en matière d'investissement. Nous détenons des biens sous gestion que nous administrons également et qui sont inclus dans les biens administrés.

Capital attribué

Le capital attribué repose sur les exigences en matière de fonds propres réglementaires et de capital économique de Bâle III.

Titres à enchères

Titres d'emprunt dont les taux d'intérêt sont régulièrement réévalués à la suite d'un processus d'enchères.

Moyenne des actifs productifs, montant net

La moyenne des actifs productifs tient compte des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques, des titres, déduction faite de la correction de valeur applicable, des actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés et des prêts, déduction faite de la correction de valeur, des garanties en espèces et des dépôts de garantie en espèces. Les actifs liés aux assurances et tous les autres actifs non spécifiés sont exclus. Les moyennes sont fondées sur les soldes quotidiens pour la période.

Point de base (p.b.)

Un centième pour cent (0,01 %).

Sûretés

Sûretés pour un prêt ou toute autre obligation. Les sûretés peuvent être des espèces, des titres assortis de notations élevées, des propriétés, des stocks, du matériel et des créances.

Titres garantis par des créances (TGC)

Titres comportant plusieurs tranches qui sont émis par des entités structurées et garantis par des créances, y compris des obligations et des prêts. Chaque tranche offre un degré différent de risque et de rendement pouvant répondre à la demande des investisseurs.

Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales

Titres créés au moyen de la titrisation de créances hypothécaires commerciales.

Engagements de crédit

Montants inutilisés de facilités de crédit offertes aux clients, sous la forme de prêts, d'acceptations bancaires ou d'autres types de financement au bilan, ou encore d'instruments hors bilan tels que les garanties et les lettres de crédit.

Fonds propres CET1

Mesure de fonds propres prévue par l'accord de Bâle III se composant principalement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, moins les déductions et ajustements réglementaires pour le goodwill et les immobilisations incorporelles, les actifs des régimes de retraite à prestations définies, le déficit au titre des provisions et d'autres éléments définis.

Ratio CET1

Mesure de fonds propres basée sur le risque correspondant aux fonds propres CET1 divisés par l'actif pondéré en fonction des risques.

Obligations sécurisées

Obligations avec plein recours figurant au bilan émises par les banques et les établissements de crédit qui sont également entièrement garanties par des actifs sur lesquels les investisseurs ont priorité en cas d'insolvabilité de l'émetteur.

Swaps sur défaillance

Contrat dérivé qui offre à l'acquéreur un paiement non récurrent en cas de défaillance de l'entité ou des entités (ou si un événement déclencheur semblable survient).

Dérivé

Contrat conclu entre deux parties qui ne nécessite que peu ou pas d'investissements initiaux et en vertu duquel les paiements faits de part et d'autre sont tributaires de la variation du prix d'un instrument, d'un indice boursier ou d'un taux financier sous-jacent. Les dérivés comprennent notamment les swaps, les options, les contrats de garantie de taux d'intérêt et les contrats à terme standardisés. Le capital nominal du dérivé est le montant de référence en fonction duquel les paiements effectués entre les parties sont calculés. Le capital nominal lui-même ne fait habituellement pas l'objet d'un versement.

Ratio de distribution

Dividendes sur actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires.

Rendement de l'action

Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.

Bénéfice par action – de base

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par le nombre moyen d'actions en circulation.

Bénéfice par action – dilué

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par le nombre moyen d'actions en circulation ajusté pour tenir

compte de l'effet de dilution des options sur actions et des autres titres convertibles.

Pertes de crédit attendues

Différence entre les flux de trésorerie contractuels qui nous sont dus conformément aux conditions du contrat et les flux de trésorerie que nous nous attendons à recevoir, actualisée à la date de clôture.

Juste valeur

La juste valeur d'un instrument financier correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Ajustement de l'évaluation lié au financement

Les ajustements de l'évaluation liés au financement sont calculés afin de tenir compte du coût et de l'avantage du financement dans l'évaluation des dérivés hors cote sous-garantis ou non garantis. Les flux de trésorerie futurs prévus de ces dérivés sont actualisés de manière à refléter le coût et l'avantage du financement des dérivés en utilisant comme données une courbe de financement, les volatilités implicites et les corrélations.

Garanties et lettres de crédit

Représentent principalement des garanties de paiement irrévocables par une banque dans le cas où un client serait incapable d'honorer ses obligations financières envers des tiers. Certaines autres garanties (comme les cautionnements de soumission et les garanties de bonne exécution) sont de nature non financière.

Couverture

Technique de gestion du risque visant à réduire l'exposition aux risques de marché, de taux d'intérêt ou de change liés aux transactions bancaires courantes. L'élimination ou la réduction du risque est obtenue au moyen de la prise de positions compensatoires. Par exemple, des actifs libellés dans une devise peuvent être couverts au moyen de passifs libellés dans cette même devise ou au moyen de divers instruments de couverture de change (comme les contrats à terme standardisés, les options sur devises et les contrats de change à terme).

Fonds de couverture

Fonds d'investissement offert aux investisseurs accrédités disposant d'un avoir net élevé, qui est assujéti à une réglementation et à des restrictions limitées à l'égard de ses placements comparativement aux fonds communs de placement de détail et qui a souvent recours à des stratégies audacieuses comme la vente à découvert, l'endettement, la négociation informatisée, les swaps, l'arbitrage et les dérivés.

Actifs liquides de haute qualité

Les actifs sont considérés comme des actifs liquides de haute qualité s'ils peuvent être facilement et immédiatement convertis en espèces durant une période de tensions, et ce, en perdant peu ou pas de valeur.

Prêts douteux

Un prêt est classé comme prêt douteux si la qualité de crédit s'est détériorée de telle sorte que la direction juge que le plein recouvrement des intérêts et du capital aux dates prévues conformément aux modalités du contrat de prêt n'est plus raisonnablement assuré. Les soldes de cartes de crédit ne sont pas classés comme douteux étant donné qu'ils sont directement sortis du bilan après 180 jours de retard.

Normes internationales d'information financière (IFRS)

Les IFRS comprennent les normes, les interprétations et le cadre fondés sur des principes adoptés par l'International Accounting Standards Board.

Ratio de levier

Mesure réglementaire prévue par l'accord de Bâle III consistant à diviser les fonds propres de première catégorie par la somme du total de l'actif et d'éléments hors bilan particuliers.

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des actifs liquides de haute qualité disponibles pour satisfaire aux obligations financières à court terme nettes sur une période de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité.

Ratio prêt-valeur

Calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio RBC® divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

Convention-cadre de compensation

Accord conclu entre la Banque et une contrepartie et conçu afin de réduire le risque de crédit lié à de multiples transactions sur dérivés au moyen de la création d'un droit juridique de contrebalancer l'exposition au risque dans le cas d'une défaillance.

Revenu net d'intérêt

Écart entre le montant gagné sur les actifs (tels que les prêts et les titres) et le montant versé au titre des passifs (tels que les dépôts et les débiteurs subordonnés).

Marge nette d'intérêt (selon la moyenne des actifs productifs, montant net)

Représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne des actifs productifs, montant net.

Ratio de liquidité à long terme

Le ratio de liquidité à long terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des liquidités à long terme disponibles eu égard au respect du niveau de couverture minimal de financement stable exigé.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Programme visant le rachat de nos propres actions aux fins d'annulation, par l'intermédiaire d'une Bourse, assujéti aux divers règlements de la Bourse et de la commission des valeurs mobilières pertinentes.

Capital nominal

Montant contractuel de référence utilisé pour calculer les paiements relatifs aux dérivés.

Instruments financiers hors bilan

Divers types d'ententes offertes aux clients, qui comprennent les dérivés de crédit, les ventes d'options de vente, les facilités de garantie de liquidités, les produits à valeur stable, les lettres de garantie financière, les garanties de bonne fin, les rehaussements de crédit, les prêts hypothécaires vendus avec recours, les engagements de crédit, les prêts de titres, les lettres de crédit documentaire et commerciales, les facilités d'émission de billets ou les facilités de prise ferme renouvelables, les garanties pour prêt de titres et les indemnités.

Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF)

Principale autorité de réglementation des institutions financières constituées sous le régime d'une loi fédérale canadienne et des régimes de retraite administrés par le gouvernement fédéral canadien. Le BSIF a pour mission de protéger les titulaires de police, les déposants et les participants aux régimes de retraite contre les pertes indues.

Levier d'exploitation

Écart entre le taux de croissance de nos revenus et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt.

Options

Contrat ou disposition d'un contrat qui donne à une partie (le porteur de l'option) le droit, et non l'obligation, d'effectuer une opération déterminée avec une autre partie (l'émetteur ou le vendeur de l'option) selon des conditions établies.

Dotation à la provision pour pertes de crédit (DPPC)

Montant imputé au résultat en vue de porter la correction de valeur pour pertes de crédit au niveau jugé approprié par la direction. Elle se compose des dotations liées aux actifs financiers productifs et dépréciés.

Ratio de la DPPC liée aux prêts

Le ratio de la DPPC liée aux prêts représente la DPPC liée aux prêts exprimée en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations.

Produits de la gamme Marge Proprio RBC®

Comprennent les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts aux particuliers garantis aux termes desquels l'emprunteur fournit des biens immobiliers en garantie.

Convention de rachat

Prévoit à la fois la vente de titres contre espèces et le rachat de ces titres contre valeur à une date ultérieure. Ces transactions ne constituent habituellement pas des ventes économiques et, par conséquent, sont traitées comme des transactions de financement garanties.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

Convention de revente

Prévoit à la fois l'achat de titres contre espèces et la vente de ces titres contre valeur à une date ultérieure. Ces transactions ne constituent habituellement pas des ventes économiques et, par conséquent, sont traitées comme des transactions de financement garanties.

Actif pondéré en fonction des risques

Actif ajusté en fonction d'un facteur de pondération du risque prévu par règlement afin de refléter le degré de risque lié aux éléments présentés au bilan et aux éléments hors bilan. Certains actifs ne sont pas pondérés en fonction des risques, mais déduits des fonds propres. Le calcul est défini dans les lignes directrices du BSIF. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

Prêt de titres

Opération dans le cadre de laquelle le propriétaire de titres accepte le prêt en contrepartie d'une commission aux termes d'un contrat négocié au préalable avec l'emprunteur. La garantie pour le prêt est constituée soit de titres de grande qualité, soit de trésorerie, et la valeur de la garantie doit être au moins égale à la valeur de marché des titres prêtés. Lorsque les prêts sont garantis par des titres, l'emprunteur paie une commission négociée. Inversement, lorsque les prêts sont garantis en espèces, le prêteur verse des intérêts à l'emprunteur à un taux négocié et réinvestit la garantie en espèces pour réaliser un rendement. Un intermédiaire, comme une banque, agit souvent à titre de mandataire d'opérations de prêt pour le compte du propriétaire des titres en échange d'une partie des revenus touchés par le propriétaire sur le prêt de titres. La plupart du

temps, le mandataire indemnise le propriétaire relativement au risque lié à l'incapacité de l'emprunteur de remettre les titres prêtés, notamment au risque de contrepartie en cas de défaillance de l'emprunteur et au risque de marché si la valeur des garanties autres qu'en espèces diminue. Le mandataire n'indemnise pas le propriétaire des titres relativement au risque lié au réinvestissement de la garantie en espèces; ce risque est entièrement assumé par le propriétaire.

Titres vendus à découvert

Transaction dans le cadre de laquelle une partie vend des titres pour ensuite les emprunter afin de les céder à l'acheteur au moment du règlement. À une date ultérieure, le vendeur achète des titres identiques sur le marché pour remplacer les titres empruntés.

Titrisation

Opération dans le cadre de laquelle divers actifs financiers sont regroupés en titres nouvellement émis adossés à ces actifs.

Approche standard

La pondération des risques prescrite par le BSIF permet de calculer l'actif pondéré en fonction des risques pour déterminer l'exposition au risque de crédit. L'évaluation du crédit par les agences de notation externes reconnues par le BSIF, soit Standard & Poor's, Moody's, Fitch, DBRS et Kroll Bond Rating Agency, sert à pondérer notre exposition au risque lié aux organismes souverains et aux banques en fonction des normes et des lignes directrices formulées par le BSIF. Quant au calcul de notre exposition au risque lié aux entreprises et au secteur du détail, nous avons recours à la pondération du risque standard prescrite par le BSIF.

Entités structurées

Une entité structurée est une entité pour laquelle les droits de vote ou autres droits similaires ne sont pas les principaux facteurs permettant de déterminer qui contrôle l'entité, comme lorsque les activités qui ont une incidence importante sur le rendement de l'entité sont dirigées au moyen d'accords contractuels. Souvent, les entités structurées exercent des activités restreintes, ont des objectifs précis et bien définis, ont des capitaux propres insuffisants pour financer leurs activités et disposent de financement sous forme de multiples instruments liés entre eux par contrat.

Majoration au montant imposable équivalent

Augmentation du revenu provenant de certaines sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes admissibles) à un niveau permettant de le rendre comparable aux revenus provenant de sources imposables. Il y a un ajustement correspondant de la charge d'impôt qui permet d'obtenir le même bénéfice net après impôt.

Fonds propres de première catégorie

Les fonds propres de première catégorie comprennent essentiellement les fonds propres CET1 et d'autres éléments additionnels de fonds propres de première catégorie, comme les actions privilégiées, les billets de capital à recours limité et les participations ne donnant pas le contrôle dans des instruments de fonds propres de première catégorie de filiales.

Fonds propres de deuxième catégorie

Les fonds propres de deuxième catégorie comprennent principalement des débiteurs subordonnés qui répondent à certains critères, certaines provisions pour pertes sur prêts ainsi que les participations ne donnant pas le contrôle dans des instruments de fonds propres de deuxième catégorie de filiales.

Total des fonds propres et ratio du total des fonds propres

Le total des fonds propres se définit comme le total des fonds propres de première et de deuxième catégorie. On obtient le ratio du total des fonds propres en divisant le total des fonds propres par l'actif pondéré en fonction des risques.

Capacité totale d'absorption des pertes (TLAC)

Ensemble des fonds propres de première catégorie, des fonds propres de deuxième catégorie et des autres instruments TLAC, qui permet la conversion, en tout ou en partie, en actions ordinaires en vertu de la *Loi sur la SADC* et qui satisfait à tous les critères d'admissibilité de la ligne directrice.

Ratio TLAC

Le ratio TLAC fondé sur le risque correspond à la capacité totale d'absorption des pertes divisée par le total de l'actif pondéré en fonction des risques.

Ratio de levier TLAC

Le ratio de levier TLAC correspond à la capacité totale d'absorption des pertes divisée par le ratio de levier.

Tranche

Type de titre créé de façon à ce que les risques et le rendement liés à un groupe d'actifs soient regroupés en plusieurs catégories de titres assortis de niveaux de risque et de rendement différents de ceux du groupe d'actifs sous-jacent. Les tranches sont habituellement notées par des agences de notation et reflètent à la fois la qualité de crédit de la garantie sous-jacente et le niveau de protection en fonction de la subordination intrinsèque de la tranche.

Capital non attribué

Le capital non attribué représente l'excédent des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués à notre secteur d'exploitation et est présenté dans le secteur Services de soutien généraux.

Valeur à risque (VAR)

Mesure du risque généralement reconnue qui utilise des modèles statistiques fondés sur des informations historiques pour estimer, selon un degré de confiance déterminé, la perte de valeur de marché maximale que subiraient les portefeuilles de négociation de la Banque en cas de changement défavorable des taux et des cours du marché au cours d'une séance.

Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

La publication de notre rapport annuel 2021, de notre rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2022, du document d'information financière complémentaire (IFC) et du rapport portant sur le troisième pilier a pour objectif la présentation de renseignements transparents et de grande qualité concernant les risques, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements du conseil de la stabilité financière (CSF). L'information figurant dans l'IFC et le rapport portant sur le troisième pilier n'est pas et ne doit pas être considérée comme étant intégrée par renvoi à notre rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2022.

L'index qui suit présente un sommaire de nos renseignements à fournir selon les recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements.

Catégorie de risque	Recommandation	Information à fournir	Référence		
			Page du rapport aux actionnaires	Page du rapport annuel	Page de l'IFC
Généralités	1	Table des matières sur les informations relatives aux risques à fournir conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements	53	137	1
	2	Définir la terminologie et les mesures relatives aux risques		59-66, 135-136	–
	3	Risques connus et risques émergents		56-59	–
	4	Nouveaux ratios réglementaires	44-47	111-118	–
Gouvernance, gestion du risque et modèle d'affaires	5	Structure de gestion des risques		59-66	–
	6	Culture à l'égard du risque		61-66	–
	7	Risques relatifs au contexte dans lequel nous exerçons nos activités		121	–
	8	Simulation de crise		63, 81	–
Adéquation des fonds propres et actif pondéré en fonction des risques	9	Ratios de fonds propres minimaux en vertu de l'accord de Bâle III et supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure	45	111-118	–
	10	Composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire		–	*
	11	État de l'évolution des fonds propres réglementaires		–	20
	12	Planification stratégique en matière de fonds propres		111-118	–
	13	Actif pondéré en fonction des risques par secteur d'activité		–	21
	14	Analyse des exigences en matière de fonds propres et renseignements sur le modèle d'évaluation connexe		67-70	*
	15	Information relative au risque de crédit lié à l'actif pondéré en fonction des risques et mesures de risque connexes		–	*
	16	Évolution de l'actif pondéré en fonction des risques par catégorie de risque		–	21
Liquidités	17	Information relative au contrôle ex post en vertu de l'accord de Bâle		63, 67	32
	18	Analyse quantitative et qualitative de notre réserve de liquidités	35	89, 95-96	–
Financement	19	Actifs grevés et non grevés par catégorie du bilan, et obligations contractuelles découlant de révisions des notations	36, 39	90, 94	–
	20	Analyse de l'ensemble des actifs, passifs et engagements hors bilan consolidés en fonction de la durée contractuelle résiduelle à la date du bilan	43-44	98-99	–
	21	Sources de financement et stratégie de financement	36-38	91-93	–
Risque de marché	22	Liens entre les postes du bilan et les mesures de risque de marché relatives aux portefeuilles de négociation et aux portefeuilles autres que de négociation	33-34	85-86	–
	23	Ventilation des facteurs de risque de marché	30-33	80-84	–
	24	Informations relatives à la validation et au contrôle ex post des mesures de risque de marché		81	–
	25	Principales techniques de gestion des risques au-delà des mesures et paramètres de risque présentés		80-84	–
Risque de crédit	26	Profil de risque de crédit de la Banque	27-30	66-79, 192-199	22-32, *
		Sommaire quantitatif de l'ensemble des expositions au risque de crédit en rapprochement avec le bilan	71-77	129-134	*
	27	Politiques de détermination des prêts douteux		68-71, 124, 159-163	–
	28	Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des prêts douteux et des provisions pour dépréciation au cours de l'exercice		–	24, 29
	29	Quantification de l'exposition notionnelle brute aux dérivés négociés hors cote ou en Bourse		72	33
	30	Mesures d'atténuation du risque de crédit, y compris les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit		70-71	*
Autres	31	Autres types de risque		101-111	–
	32	Événements publics comportant des risques		104-106, 244-246	–

* Ces exigences de communication sont remplies en totalité ou en partie grâce aux informations incluses dans le rapport portant sur le troisième pilier pour le trimestre clos le 30 avril 2022 et l'exercice clos le 31 octobre 2021.

États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)

Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	30 avril 2022	31 octobre 2021
Actif		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	115 929 \$	113 846 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	68 829	79 638
Titres		
Titres détenus à des fins de transaction	143 766	139 240
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable (note 4)	154 549	145 484
	298 315	284 724
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	316 698	307 903
Prêts (note 5)		
Prêts de détail	525 183	503 598
Prêts de gros	252 847	218 066
	778 030	721 664
Correction de valeur pour pertes sur prêts (note 5)	(3 566)	(4 089)
	774 464	717 575
Actif net des fonds distincts	2 659	2 666
Autres		
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	16 529	19 798
Dérivés	156 204	95 541
Locaux et matériel	7 225	7 424
Goodwill	10 981	10 854
Autres immobilisations incorporelles	4 416	4 471
Autres actifs	76 323	61 883
	271 678	199 971
Total de l'actif	1 848 572 \$	1 706 323 \$
Passif et capitaux propres		
Dépôts (note 7)		
Particuliers	382 881 \$	362 488 \$
Entreprises et gouvernements	724 978	696 353
Banques	43 738	41 990
	1 151 597	1 100 831
Passif net des fonds distincts	2 659	2 666
Autres		
Acceptations	16 570	19 873
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	39 464	37 841
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	279 338	262 201
Dérivés	151 541	91 439
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	12 073	12 816
Autres passifs	80 649	70 301
	579 635	494 471
Débiteures subordonnées (note 10)	10 276	9 593
Total du passif	1 744 167	1 607 561
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (note 10)	7 298	6 684
Actions ordinaires (note 10)	17 314	17 655
Bénéfices non distribués	75 931	71 795
Autres composantes des capitaux propres	3 761	2 533
	104 304	98 667
Participations ne donnant pas le contrôle	101	95
Total des capitaux propres	104 405	98 762
Total du passif et des capitaux propres	1 848 572 \$	1 706 323 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat net (non audité)

	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2022	le 30 avril 2021	le 30 avril 2022	le 30 avril 2021
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)				
Revenu d'intérêt et de dividende (note 3)				
Prêts	5 707 \$	5 296 \$	11 264 \$	10 803 \$
Titres	1 396	1 217	2 775	2 493
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	556	322	905	711
Dépôts et autres	99	63	192	127
	7 758	6 898	15 136	14 134
Charge d'intérêt (note 3)				
Dépôts et autres	1 473	1 392	2 768	2 900
Autres passifs	953	609	1 723	1 250
Débitures subordonnées	58	43	100	95
	2 484	2 044	4 591	4 245
Revenu net d'intérêt	5 274	4 854	10 545	9 889
Revenus autres que d'intérêt				
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	234	536	1 633	2 345
Revenus tirés des activités de négociation	289	377	603	901
Commissions de gestion de placements et de services de garde	1 892	1 711	3 853	3 414
Revenus tirés des fonds communs de placement	1 086	1 014	2 251	2 014
Commissions de courtage en valeurs mobilières	389	431	788	832
Frais bancaires	480	460	965	918
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	507	747	1 208	1 337
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	251	292	522	581
Revenus sur cartes	288	281	579	553
Commissions de crédit	398	368	874	700
Profits nets sur les titres de placement	23	82	38	117
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	24	24	53	49
Autres	85	441	374	911
	5 946	6 764	13 741	14 672
Total des revenus	11 220	11 618	24 286	24 561
Dotation à la provision pour pertes de crédit (notes 4 et 5)	(342)	(96)	(237)	14
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	(180)	149	817	1 555
Frais autres que d'intérêt				
Ressources humaines (note 8)	4 002	4 152	8 287	8 440
Matériel	513	487	1 014	980
Frais d'occupation	386	400	772	804
Communications	258	212	486	425
Honoraires	347	314	666	605
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	336	318	673	637
Autres	592	496	1 116	1 030
	6 434	6 379	13 014	12 921
Bénéfice avant impôt	5 308	5 186	10 692	10 071
Impôt sur le résultat	1 055	1 171	2 344	2 209
Bénéfice net	4 253 \$	4 015 \$	8 348 \$	7 862 \$
Bénéfice net attribuable aux :				
Actionnaires	4 250 \$	4 014 \$	8 343 \$	7 859 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	3	1	5	3
	4 253 \$	4 015 \$	8 348 \$	7 862 \$
Bénéfice de base par action (en dollars) (note 11)	2,97 \$	2,76 \$	5,81 \$	5,42 \$
Bénéfice dilué par action (en dollars) (note 11)	2,96	2,76	5,80	5,42
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	1,20	1,08	2,40	2,16

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2022	le 30 avril 2021	le 30 avril 2022	le 30 avril 2021
Bénéfice net	4 253 \$	4 015 \$	8 348 \$	7 862 \$
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt				
Éléments qui seront reclassés en résultat dans une période future :				
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(892)	(79)	(1 145)	290
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat	(4)	15	(11)	13
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(18)	(66)	(29)	(102)
	(914)	(130)	(1 185)	201
Écarts de change				
Profits (pertes) de change latents	198	(2 466)	1 672	(4 634)
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	137	1 035	(370)	1 827
Reclassement en résultat de pertes (profits) de change	–	(7)	(18)	(7)
Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux activités de couverture de l'investissement net	–	–	17	–
	335	(1 438)	1 301	(2 814)
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie				
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	869	669	967	796
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	117	33	148	78
	986	702	1 115	874
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat dans une période future :				
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel (note 8)	765	938	1 048	1 719
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	853	88	1 033	(36)
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	4	(5)	43	(1)
	1 622	1 021	2 124	1 682
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	2 029	155	3 355	(57)
Total du résultat global	6 282 \$	4 170 \$	11 703 \$	7 805 \$
Total du résultat global attribuable aux :				
Actionnaires	6 278 \$	4 173 \$	11 695 \$	7 810 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	4	(3)	8	(5)
	6 282 \$	4 170 \$	11 703 \$	7 805 \$

L'incidence de l'impôt sur le résultat sur les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global est présentée dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2022	le 30 avril 2021	le 30 avril 2022	le 30 avril 2021
Impôt sur les autres éléments du résultat global				
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(291)\$	(49)\$	(368)\$	(2)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat	(1)	6	(2)	6
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(3)	(10)	(4)	(23)
Profits (pertes) de change latents	–	–	–	2
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	52	354	(118)	620
Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux activités de couverture de l'investissement net	–	–	6	–
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	329	238	363	283
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	42	12	53	28
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel	267	331	367	608
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	302	31	366	(13)
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(5)	(1)	(1)	(1)
Total de la charge (l'économie) d'impôt	692 \$	912 \$	662 \$	1 508 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

	Pour le trimestre clos le 30 avril 2022									
	Autres composantes des capitaux propres									
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres ordinaires	Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres ordinaires	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres	
(en millions de dollars canadiens)	7 473 \$	17 651 \$	(32) \$	73 542 \$	3 019 \$	695 \$	101 910 \$	98 \$	102 008 \$	
Solde au début de la période										
Variation des capitaux propres										
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	8	(171)	–	–	–	–	8	–	8	
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	–	–	(1 721)	–	–	(1 892)	–	(1 892)	
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres – rachat	(150)	–	–	(5)	–	–	(155)	–	(155)	
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	–	–	152	1 191	–	–	1 343	–	1 343	
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	–	–	(145)	(1 286)	–	–	(1 431)	–	(1 431)	
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	(1 686)	–	–	(1 686)	–	(1 686)	
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	–	–	–	(68)	–	–	(68)	(1)	(69)	
Autres	–	–	–	(3)	–	–	(3)	–	(3)	
Bénéfice net	–	–	–	4 250	–	–	4 250	3	4 253	
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	1 622	334	986	2 028	1	2 029	
Solde à la fin de la période	7 323 \$	17 488 \$	(25) \$	75 931 \$	3 353 \$	1 681 \$	104 304 \$	101 \$	104 405 \$	

	Pour le trimestre clos le 30 avril 2021									
	Autres composantes des capitaux propres									
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres ordinaires	Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres ordinaires	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres	
(en millions de dollars canadiens)	7 198 \$	17 664 \$	17 \$	62 751 \$	3 260 \$	(907) \$	90 149 \$	100 \$	90 249 \$	
Solde au début de la période										
Variation des capitaux propres										
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	25	–	–	–	–	–	25	–	25	
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres – rachat	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	–	–	153	1 039	–	–	1 192	–	1 192	
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	–	–	(177)	(1 004)	–	–	(1 181)	–	(1 181)	
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	(2)	–	–	(2)	–	(2)	
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	(1 540)	–	–	(1 540)	–	(1 540)	
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	–	–	–	(76)	–	–	(76)	(1)	(77)	
Autres	–	–	–	(5)	–	–	(5)	(9)	(14)	
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	4 014	–	–	4 014	1	4 015	
Solde à la fin de la période	7 198 \$	17 689 \$	(7) \$	66 163 \$	1 826 \$	(205) \$	92 735 \$	87 \$	92 822 \$	

Pour le semestre clos le 30 avril 2022												
Autres composantes des capitaux propres												
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres		Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres		Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		Écart de change		Couverture de flux de trésorerie		Total des autres composantes attribuables aux actionnaires	
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres ordinaires	Actions ordinaires	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions ordinaires	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Autres composantes attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres		
(en millions de dollars canadiens)	6 723 \$	17 728 \$	(39) \$	(73) \$	71 795 \$	(88) \$	2 055 \$	566 \$	2 533 \$	98 667 \$	95 \$	98 762 \$
Solde au début de la période	750	42	–	–	–	–	–	–	–	791	–	791
Variation des capitaux propres	–	(282)	–	–	(1)	–	–	–	–	(3 106)	–	(3 106)
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	–	–	–	–	(2 824)	–	–	–	–	–	–	–
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(150)	–	–	–	(5)	–	–	–	–	(155)	–	(155)
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres – rachat	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	–	–	308	2 707	–	–	–	–	–	3 015	–	3 015
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	–	–	(294)	(2 808)	–	–	–	–	–	(3 102)	–	(3 102)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	2	–	–	–	–	2	–	2
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(3 388)	–	–	–	–	(3 388)	–	(3 388)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	(122)	–	–	–	–	(122)	(2)	(124)
Autres	–	–	–	–	7	–	–	–	–	7	–	7
Bénéfice net	–	–	–	–	8 343	–	–	–	–	8 343	5	8 348
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	2 124	(1 185)	1 298	1 115	1 228	3 352	3	3 355
Solde à la fin de la période	7 323 \$	17 488 \$	(25) \$	(174) \$	75 931 \$	(1 273) \$	3 353 \$	1 681 \$	3 761 \$	104 304 \$	101 \$	\$ 104 405

Pour le semestre clos le 30 avril 2021												
Autres composantes des capitaux propres												
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres		Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres		Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		Écart de change		Couverture de flux de trésorerie		Total des autres composantes attribuables aux actionnaires	
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres ordinaires	Actions ordinaires	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions ordinaires	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Autres composantes attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres		
(en millions de dollars canadiens)	5 948 \$	17 628 \$	(3) \$	(129) \$	59 806 \$	(139) \$	4 632 \$	(1 079) \$	3 414 \$	86 664 \$	103 \$	86 767 \$
Solde au début de la période	1 250	61	–	–	(3)	–	–	–	–	1 308	–	1 308
Variation des capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres – rachat	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	–	–	199	1 942	–	–	–	–	–	2 141	–	2 141
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	–	–	(203)	(1 804)	–	–	–	–	–	(2 007)	–	(2 007)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(4)	–	–	–	–	(4)	–	(4)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(3 079)	–	–	–	–	(3 079)	–	(3 079)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	(134)	–	–	–	–	(134)	(2)	(136)
Autres	–	–	–	–	36	–	–	–	–	36	(9)	27
Bénéfice net	–	–	–	–	7 859	–	–	–	–	7 859	3	7 862
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	1 682	201	(2 806)	874	(1 731)	(49)	(8)	(57)
Solde à la fin de la période	7 198 \$	17 689 \$	(7) \$	9 \$	66 163 \$	62 \$	1 826 \$	(205) \$	1 683 \$	92 735 \$	87 \$	\$ 92 822

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2022	le 30 avril 2021	le 30 avril 2022	le 30 avril 2021
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice net	4 253 \$	4 015 \$	8 348 \$	7 862 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet sur la trésorerie et autres				
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(342)	(96)	(237)	14
Amortissement	314	318	627	632
Impôt différé	418	454	645	786
Amortissement et perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	340	319	679	639
Variations nettes des participations dans des coentreprises et des entreprises associées	(24)	(24)	(52)	(48)
Pertes (profits) sur les titres de placement	(23)	(82)	(38)	(123)
Pertes (profits) à la cession d'activités	(89)	(26)	(89)	(26)
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs d'exploitation				
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	(900)	(645)	(743)	(106)
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(68)	(138)	(79)	(359)
Impôt exigible	(372)	394	(3 090)	673
Actifs dérivés	(63 885)	13 681	(60 663)	16 252
Passifs dérivés	63 439	(13 669)	60 102	(17 525)
Titres détenus à des fins de transaction	5 759	22 295	(4 526)	10 343
Prêts, déduction faite de la titrisation	(34 093)	(605)	(56 957)	(11 980)
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(4 572)	3 002	(8 795)	4 984
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	14 329	(17 858)	17 137	(17 182)
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(2 080)	(752)	1 623	2 532
Dépôts, déduction faite de la titrisation	9 358	(21 296)	51 369	21 368
Montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	(914)	440	1 099	(698)
Autres	9 889	3 718	2 811	6 220
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	737	(6 555)	9 171	24 258
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Variation des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	(5 409)	(29 700)	10 809	(24 418)
Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de titres de placement	24 394	33 637	47 495	63 310
Achat de titres de placement	(27 559)	(28 584)	(56 223)	(61 765)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(553)	(496)	(1 143)	(925)
Produit de cessions	95	78	95	78
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(9 032)	(25 065)	1 033	(23 720)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Émission de débentures subordonnées	–	–	1 000	1 000
Remboursement de débentures subordonnées	–	–	–	(1 500)
Émission d'actions ordinaires, déduction faite des frais d'émission	7	22	38	53
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(1 892)	–	(3 106)	–
Émission d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres, déduction faite des frais d'émission	–	–	749	1 247
Actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres – rachat	(155)	–	(155)	–
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	1 343	1 192	3 015	2 141
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	(1 431)	(1 181)	(3 102)	(2 007)
Dividendes versés sur les actions et distributions versées sur les autres instruments de capitaux propres	(1 756)	(1 597)	(3 364)	(3 210)
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(1)	(1)	(2)	(2)
Variation des emprunts à court terme des filiales	1	(1)	1	(8)
Remboursement d'obligations locatives	(154)	(152)	(317)	(298)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	(4 038)	(1 718)	(5 243)	(2 584)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	(2 901)	(1 943)	(2 878)	(2 535)
Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques	(15 234)	(35 281)	2 083	(4 581)
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période (1)	131 163	149 588	113 846	118 888
Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période (1)	115 929 \$	114 307 \$	115 929 \$	114 307 \$
Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les éléments suivants :				
Intérêts versés	1 757 \$	2 161 \$	3 528 \$	4 295 \$
Intérêts reçus	6 775	6 692	13 601	13 471
Dividendes reçus	678	696	1 545	1 351
Impôt sur le résultat payé	1 657	1 248	5 336	2 274

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes auprès des banques centrales et d'autres organismes de réglementation. Le total des soldes était de 2 milliards de dollars au 30 avril 2022 (2 milliards au 31 janvier 2022; 2 milliards au 31 octobre 2021; 2 milliards au 30 avril 2021; 3 milliards au 31 octobre 2020).

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Note 1 Informations générales

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers résumés) sont préparés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*. Les états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels et ils doivent être lus en parallèle avec nos états financiers consolidés annuels audités de 2021 et les notes annexes présentés aux pages 148 à 256 de notre rapport annuel 2021. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars, sauf indication contraire. Le 25 mai 2022, le Conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers résumés.

Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements

Les états financiers résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer nos états financiers consolidés annuels audités de 2021. Nos principales méthodes comptables et les changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir non encore entrés en vigueur pour nous sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2021.

Réforme des taux d'intérêt de référence

Dans le cadre de la réforme des taux d'intérêt de référence, la publication du taux interbancaire offert à Londres (LIBOR) dans toutes les monnaies autres que le dollar américain a cessé le 31 décembre 2021. Au 30 avril 2022 et conformément à notre plan de transition, notre exposition aux instruments financiers renvoyant à un LIBOR autre qu'en dollar américain n'est pas significative par rapport à nos états financiers.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers

Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers

Les tableaux suivants présentent une comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur des instruments financiers classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net avec la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Les dérivés incorporés sont présentés sur une base combinée avec les contrats hôtes. Pour une description des techniques d'évaluation et des données utilisées pour déterminer la juste valeur de nos instruments financiers, se reporter aux notes 2 et 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2021. Aucun changement important n'a été apporté à nos méthodes d'évaluation de la juste valeur au cours du trimestre.

	Au 30 avril 2022							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
Actifs financiers								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	57 963 \$	– \$	– \$	10 866 \$	10 866 \$	68 829 \$	68 829 \$
Titres								
Titres détenus à des fins de transaction	133 183	10 583	–	–	–	–	143 766	143 766
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	–	–	80 208	573	73 768	69 784	154 549	150 565
	133 183	10 583	80 208	573	73 768	69 784	298 315	294 331
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	271 184	–	–	–	45 514	45 514	316 698	316 698
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable								
Prêts de détail	54	244	189	–	522 562	509 443	523 049	509 930
Prêts de gros	8 342	3 074	529	–	239 470	234 812	251 415	246 757
	8 396	3 318	718	–	762 032	744 255	774 464	756 687
Autres								
Dérivés	156 204	–	–	–	–	–	156 204	156 204
Autres actifs (1)	4 041	–	–	–	66 309	66 309	70 350	70 350
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	309 \$	18 267 \$			364 305 \$	363 185 \$	382 881 \$	381 761 \$
Entreprises et gouvernements (2)	591	143 147			581 240	580 134	724 978	723 872
Banques (3)	–	10 647			33 091	33 080	43 738	43 727
	900	172 061			978 636	976 399	1 151 597	1 149 360
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	39 464	–			–	–	39 464	39 464
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	252 308			27 030	27 030	279 338	279 338
Dérivés	151 541	–			–	–	151 541	151 541
Autres passifs (4)	294	82			75 315	75 224	75 691	75 600
Débitures subordonnées	–	–			10 276	10 119	10 276	10 119

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Au 31 octobre 2021							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
Actifs financiers								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	- \$	56 896 \$	- \$	- \$	22 742 \$	22 742 \$	79 638 \$	79 638 \$
Titres								
Titres détenus à des fins de transaction	125 801	13 439	-	-	-	-	139 240	139 240
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	-	-	77 802	533	67 149	66 823	145 484	145 158
	125 801	13 439	77 802	533	67 149	66 823	284 724	284 398
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	265 011	-	-	-	42 892	42 892	307 903	307 903
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable								
Prêts de détail	-	241	327	-	500 621	502 277	501 189	502 845
Prêts de gros	8 428	2 769	813	-	204 376	204 683	216 386	216 693
	8 428	3 010	1 140	-	704 997	706 960	717 575	719 538
Autres								
Dérivés	95 541	-	-	-	-	-	95 541	95 541
Autres actifs (1)	4 109	-	-	-	58 483	58 483	62 592	62 592
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	321 \$	18 328 \$			343 839 \$	344 040 \$	362 488 \$	362 689 \$
Entreprises et gouvernements (2)	739	131 630			563 984	565 106	696 353	697 475
Banques (3)	-	17 251			24 739	24 743	41 990	41 994
	1 060	167 209			932 562	933 889	1 100 831	1 102 158
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	37 841	-			-	-	37 841	37 841
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	-	236 147			26 054	26 054	262 201	262 201
Dérivés	91 439	-			-	-	91 439	91 439
Autres passifs (4)	654	171			64 746	64 749	65 571	65 574
Débiteures subordonnées	-	-			9 593	9 601	9 593	9 601

(1) Comprend les engagements de clients en contrepartie d'acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres actifs.

(2) Les dépôts des entreprises et des gouvernements comprennent les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques.

(3) Les dépôts de banques correspondent aux dépôts venant de banques réglementées et de banques centrales.

(4) Comprend les acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres passifs.

Juste valeur des actifs et des passifs évalués à la juste valeur de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

(en millions de dollars canadiens)	Aux									
	30 avril 2022					31 octobre 2021				
	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1			Niveau 2	Niveau 3			
Actifs financiers										
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	57 963 \$	– \$		\$ 57 963 \$	– \$	56 896 \$	– \$		\$ 56 896 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction										
Titres d'emprunt émis ou garantis par :										
Gouvernement canadien (1)										
Gouvernement fédéral	8 179	1 785	–		9 964	8 977	2 380	–		11 357
Provinces et municipalités	–	11 111	–		11 111	–	11 068	–		11 068
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains (1)	960	32 284	16		33 260	215	22 738	25		22 978
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	3 032	4 012	–		7 044	2 729	5 730	–		8 459
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	8	–		8	–	4	–		4
Titres adossés à des actifs										
Titres non garantis par des créances	–	1 126	2		1 128	–	891	2		893
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	23 521	5		23 526	–	23 085	25		23 110
Titres de participation	52 685	3 281	1 759		57 725	56 826	3 015	1 530		61 371
	64 856	77 128	1 782		143 766	68 747	68 911	1 582		139 240
Titres de placement										
Titres d'emprunt émis ou garantis par :										
Gouvernement canadien (1)										
Gouvernement fédéral	1 960	1 969	–		3 929	1 973	1 730	–		3 703
Provinces et municipalités	–	2 980	–		2 980	–	3 132	–		3 132
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains (1)	109	31 273	–		31 382	12	34 815	–		34 827
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	6 542	–		6 542	–	5 956	–		5 956
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	2 844	21		2 865	–	2 727	20		2 747
Titres adossés à des actifs										
TGC (3)	–	7 159	–		7 159	–	7 074	–		7 074
Titres non garantis par des créances	–	539	–		539	–	586	–		586
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	24 663	149		24 812	–	19 625	152		19 777
Titres de participation	42	182	349		573	46	153	334		533
	2 111	78 151	519		80 781	2 031	75 798	506		78 335
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés										
Prêts	–	271 184	–		271 184	–	265 011	–		265 011
Autres	–	11 650	782		12 432	–	11 501	1 077		12 578
Dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	–	33 883	381		34 264	–	33 857	320		34 177
Contrats de change	–	102 847	42		102 889	–	41 224	74		41 298
Dérivés de crédit	–	256	–		256	–	34	–		34
Autres contrats	3 979	18 994	108		23 081	3 175	17 955	26		21 156
Ajustements d'évaluation	–	(1 523)	20		(1 503)	–	(819)	9		(810)
Total des dérivés, montant brut	3 979	154 457	551		158 987	3 175	92 251	429		95 855
Ajustements de compensation				(2 783)	(2 783)				(314)	(314)
Total des dérivés					156 204					95 541
Autres actifs	1 414	2 612	15		4 041	1 474	2 635	–		4 109
	72 360 \$	653 145 \$	3 649 \$	(2 783) \$	726 371 \$	75 427 \$	573 003 \$	3 594 \$	(314) \$	651 710 \$
Passifs financiers										
Dépôts										
Particuliers	– \$	18 419 \$	157 \$		\$ 18 576 \$	– \$	18 498 \$	151 \$		\$ 18 649 \$
Entreprises et gouvernements	–	143 738	–		143 738	–	132 369	–		132 369
Banques	–	10 647	–		10 647	–	17 251	–		17 251
Autres										
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	17 067	22 397	–		39 464	18 345	19 496	–		37 841
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	252 308	–		252 308	–	236 147	–		236 147
Dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	–	31 039	1 044		32 083	–	28 566	955		29 521
Contrats de change	–	99 539	18		99 557	–	40 484	27		40 511
Dérivés de crédit	–	102	–		102	–	120	–		120
Autres contrats	7 019	15 544	544		23 107	3 699	17 456	419		21 574
Ajustements d'évaluation	–	(517)	(8)		(525)	–	38	(11)		27
Total des dérivés, montant brut	7 019	145 707	1 598		154 324	3 699	86 664	1 390		91 753
Ajustements de compensation				(2 783)	(2 783)				(314)	(314)
Total des dérivés					151 541					91 439
Autres passifs	387	(14)	3		376	258	560	7		825
	24 473 \$	593 202 \$	1 758 \$	(2 783) \$	616 650 \$	22 302 \$	510 985 \$	1 548 \$	(314) \$	534 521 \$

- (1) Au 30 avril 2022, la valeur des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction s'établissait respectivement à 12 651 millions de dollars et à néant (13 124 millions et néant au 31 octobre 2021), et la valeur de ceux inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres de placement se chiffrait respectivement à 13 103 millions et à 2 916 millions de dollars (13 542 millions et 2 592 millions au 31 octobre 2021).
- (2) Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).
- (3) Titres garantis par des créances (TGC).

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)**Évaluations de la juste valeur à l'aide de données non observables importantes (instruments de niveau 3)**

Un instrument financier est classé au niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur si une ou plusieurs de ses données non observables peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de sa juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude quant à l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2022, aucun changement important n'est intervenu dans les techniques et fourchettes d'évaluation et les moyennes pondérées des données non observables utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Au 30 avril 2022, l'incidence de l'ajustement d'une ou plusieurs données non observables par d'autres hypothèses raisonnablement possibles n'a pas varié de façon importante par rapport à l'incidence indiquée dans nos états financiers consolidés annuels audités de 2021.

Variations de l'évaluation de la juste valeur des instruments évalués de façon récurrente et classés au niveau 3

	Pour le trimestre clos le 30 avril 2022								
	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
(en millions de dollars canadiens)									
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt émis ou garantis par :									
États, municipalités et organismes américains	22 \$	– \$	– \$	– \$	(6)\$	– \$	– \$	16 \$	– \$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	2	–	–	–	–	–	–	2	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	15	(1)	–	–	–	–	(9)	5	–
Titres de participation	1 689	4	11	79	(25)	1	–	1 759	(4)
	1 728	3	11	79	(31)	1	(9)	1 782	(4)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	20	–	1	–	–	–	–	21	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	155	–	(6)	–	–	–	–	149	s.o.
Titres de participation	349	–	(2)	2	–	–	–	349	s.o.
	524	–	(7)	2	–	–	–	519	s.o.
Prêts	679	(23)	(24)	161	(1)	9	(19)	782	38
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(555)	(146)	(3)	99	(16)	–	(42)	(663)	(163)
Contrats de change	7	(17)	–	21	16	–	(3)	24	(12)
Autres contrats	(448)	123	(3)	(12)	6	(117)	15	(436)	107
Ajustements d'évaluation	39	–	–	–	(11)	–	–	28	–
Autres actifs	–	–	–	15	–	–	–	15	–
	1 974 \$	(60)\$	(26)\$	365 \$	(37)\$	(107)\$	(58)\$	2 051 \$	(34)\$
Passif									
Dépôts	(122)\$	(3)\$	– \$	(52)\$	12 \$	(16)\$	24 \$	(157)\$	8 \$
Autres									
Autres passifs	(7)	–	–	–	4	–	–	(3)	–
	(129)\$	(3)\$	– \$	(52)\$	16 \$	(16)\$	24 \$	(160)\$	8 \$

Pour le trimestre clos le 30 avril 2021

(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt émis ou garantis par :									
États, municipalités et organismes américains	39 \$	– \$	(2)\$	– \$	(4)\$	– \$	– \$	33 \$	– \$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	2	–	–	–	–	–	–	2	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	36	(1)	–	–	(4)	–	(13)	18	(1)
Titres de participation	1 332	30	(33)	55	(43)	25	–	1 366	50
	1 409	29	(35)	55	(51)	25	(13)	1 419	49
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	21	–	(1)	–	–	–	–	20	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	154	–	(9)	–	1	–	–	146	s.o.
Titres de participation	336	–	(14)	–	–	–	–	322	s.o.
	511	–	(24)	–	1	–	–	488	s.o.
Prêts	1 113	(18)	(15)	51	(4)	54	(36)	1 145	18
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(643)	(32)	–	15	(2)	(6)	2	(666)	(32)
Contrats de change	42	12	(2)	10	(8)	6	(14)	46	12
Autres contrats	(100)	14	2	(39)	–	(232)	14	(341)	6
Ajustements d'évaluation	36	–	–	–	(15)	–	–	21	–
Autres actifs	9	–	–	–	(7)	–	–	2	–
	2 377 \$	5 \$	(74)\$	92 \$	(86)\$	(153)\$	(47)\$	2 114 \$	53 \$
Passif									
Dépôts	(169)\$	(26)\$	2 \$	(47)\$	34 \$	(5)\$	141 \$	(70)\$	9 \$
Autres									
Autres passifs	(13)	–	–	–	2	–	–	(11)	–
	(182)\$	(26)\$	2 \$	(47)\$	36 \$	(5)\$	141 \$	(81)\$	9 \$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Pour le semestre clos le 30 avril 2022								
	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
(en millions de dollars canadiens)									
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt émis ou garantis par :									
États, municipalités et organismes américains	25 \$	– \$	1 \$	– \$	(10)\$	– \$	– \$	16 \$	– \$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	2	–	–	–	–	–	–	2	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	25	(2)	–	–	(5)	–	(13)	5	–
Titres de participation	1 530	78	34	161	(45)	1	–	1 759	93
	1 582	76	35	161	(60)	1	(13)	1 782	93
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	20	–	1	–	–	–	–	21	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	152	–	(3)	–	–	–	–	149	s.o.
Titres de participation	334	–	43	8	(1)	–	(35)	349	s.o.
	506	–	41	8	(1)	–	(35)	519	s.o.
Prêts	1 077	(13)	(32)	217	(462)	16	(21)	782	(46)
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(635)	(157)	(2)	100	66	–	(35)	(663)	108
Contrats de change	47	(47)	1	21	12	–	(10)	24	53
Autres contrats	(393)	184	(11)	(115)	48	(193)	44	(436)	166
Ajustements d'évaluation	20	–	–	–	(11)	19	–	28	–
Autres actifs	–	–	–	15	–	–	–	15	–
	2 204 \$	43 \$	32 \$	407 \$	(408)\$	(157)\$	(70)\$	2 051 \$	374 \$
Passif									
Dépôts	(151)\$	(9)\$	(1)\$	(79)\$	17 \$	(36)\$	102 \$	(157)\$	(9)\$
Autres									
Autres passifs	(7)	–	–	–	4	–	–	(3)	–
	(158)\$	(9)\$	(1)\$	(79)\$	21 \$	(36)\$	102 \$	(160)\$	(9)\$

Pour le semestre clos le 30 avril 2021

(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt émis ou garantis par :									
États, municipalités et organismes américains	44 \$	– \$	(3)\$	– \$	(8)\$	– \$	– \$	33 \$	– \$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	2	–	–	–	–	–	–	2	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	30	(1)	–	3	(4)	14	(24)	18	(1)
Titres de participation	1 261	48	(66)	164	(66)	25	–	1 366	89
	1 337	47	(69)	167	(78)	39	(24)	1 419	88
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	27	–	(7)	–	–	–	–	20	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	160	–	(16)	–	2	–	–	146	s.o.
Titres de participation	335	–	(15)	–	2	–	–	322	s.o.
	522	–	(38)	–	4	–	–	488	s.o.
Prêts	1 070	(23)	(9)	133	–	70	(96)	1 145	38
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(588)	(31)	(2)	12	(40)	(9)	(8)	(666)	(23)
Contrats de change	22	25	1	15	(14)	7	(10)	46	29
Autres contrats	(301)	3	13	(56)	47	(224)	177	(341)	20
Ajustements d'évaluation	40	–	–	–	(19)	–	–	21	–
Autres actifs	53	(39)	(2)	–	(10)	–	–	2	(39)
	2 155 \$	(18)\$	(106)\$	271 \$	(110)\$	(117)\$	39 \$	2 114 \$	113 \$
Passif									
Dépôts	(139)\$	(55)\$	5 \$	(92)\$	47 \$	(77)\$	241 \$	(70)\$	12 \$
Autres									
Autres passifs	(38)	22	1	–	4	–	–	(11)	22
	(177)\$	(33)\$	6 \$	(92)\$	51 \$	(77)\$	241 \$	(81)\$	34 \$

(1) Ces montants comprennent les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Les pertes latentes sur les titres de placement comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ont été de 1 million de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2022 (pertes de 8 millions au 30 avril 2021), et les profits, de 44 millions de dollars pour le semestre clos le 30 avril 2022 (pertes de 11 millions au 30 avril 2021), exclusion faite des profits ou des pertes de change découlant de la consolidation.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés dans le bénéfice net.

(3) Le montant net des dérivés au 30 avril 2022 comprenait des actifs dérivés de 551 millions de dollars (378 millions au 30 avril 2021) et des passifs dérivés de 1 598 millions de dollars (1 318 millions au 30 avril 2021).

s.o. sans objet

Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations de la juste valeur pour les instruments inscrits à la juste valeur de façon récurrente

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 et les transferts d'instruments vers le niveau 3 et hors de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. Pour un actif ou un passif transféré vers le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus du tableau de rapprochement ci-dessus, alors que pour les transferts hors du niveau 3 effectués au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est comprise dans cette même colonne.

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués selon que la juste valeur est obtenue au moyen des cours des marchés actifs (niveau 1).

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2022, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 1 vers le niveau 2, ni depuis le niveau 2 vers le niveau 1.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Les transferts entre le niveau 2 et le niveau 3 sont principalement attribuables à un changement dans l'observabilité d'une donnée sur le marché ou à un changement dans l'importance de l'incidence d'une donnée non observable sur la juste valeur d'un instrument financier.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2022, les transferts importants effectués depuis le niveau 2 vers le niveau 3 comprennent des options sur actions négociées sur le marché hors cote de 117 millions de dollars incluses dans les autres contrats, qui sont composés de 57 millions de dollars d'actifs liés aux dérivés et de 174 millions de dollars de passifs liés aux dérivés, en raison de changements dans l'observabilité des données sur le marché.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2022, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 3 vers le niveau 2.

Revenu net d'intérêt tiré des instruments financiers

Le revenu d'intérêt et le revenu de dividende découlant des actifs financiers et passifs financiers et les coûts de financement connexes sont inclus dans le revenu net d'intérêt.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2022	le 30 avril 2021	le 30 avril 2022	le 30 avril 2021
Revenu d'intérêt et de dividende (1), (2)				
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	1 575 \$	1 080 \$	2 994 \$	2 252 \$
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	124	92	201	194
Instruments financiers évalués au coût amorti	6 059	5 726	11 941	11 688
	7 758	6 898	15 136	14 134
Charge d'intérêt (1)				
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	1 085	702	1 946	1 439
Instruments financiers évalués au coût amorti	1 399	1 342	2 645	2 806
	2 484	2 044	4 591	4 245
Revenu net d'intérêt	5 274 \$	4 854 \$	10 545 \$	9 889 \$

(1) Exclut les montants suivants qui ont trait à nos activités d'assurance et qui sont inscrits au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires de l'état consolidé intermédiaire du résultat net : pour le trimestre clos le 30 avril 2022, revenu d'intérêt de 147 millions de dollars (139 millions au 30 avril 2021) et charge d'intérêt de 2 millions (1 million au 30 avril 2021); pour le semestre clos le 30 avril 2022, revenu d'intérêt de 343 millions (288 millions au 30 avril 2021) et charge d'intérêt de 3 millions (2 millions au 30 avril 2021).

(2) Inclut un revenu de dividende de 690 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2022 (609 millions au 30 avril 2021) et un revenu de dividende de 1 440 millions (1 217 millions au 30 avril 2021) pour le semestre clos le 30 avril 2022, présenté à titre de revenu d'intérêt et de dividende dans l'état consolidé intermédiaire du résultat net.

Note 4 Titres**Profits et pertes latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global** (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	30 avril 2022				31 octobre 2021			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres d'emprunt émis ou garantis par :								
Gouvernement canadien								
Gouvernement fédéral (3)	4 194 \$	2 \$	(267)\$	3 929 \$	3 841 \$	1 \$	(139)\$	3 703 \$
Provinces et municipalités	3 441	1	(462)	2 980	3 328	3	(199)	3 132
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains (3)	32 156	235	(1 009)	31 382	34 678	353	(204)	34 827
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	6 547	3	(8)	6 542	5 949	8	(1)	5 956
Titres adossés à des créances hypothécaires (3)	2 902	–	(37)	2 865	2 757	2	(12)	2 747
Titres adossés à des actifs								
TGC	7 213	–	(54)	7 159	7 074	1	(1)	7 074
Titres non garantis par des créances	543	1	(5)	539	580	6	–	586
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	24 858	32	(78)	24 812	19 731	57	(11)	19 777
Titres de participation	275	301	(3)	573	242	292	(1)	533
	82 129 \$	575 \$	(1 923)\$	80 781 \$	78 180 \$	723 \$	(568)\$	78 335 \$

(1) Compte non tenu de titres détenus afin d'en percevoir les flux de trésorerie de 73 768 millions de dollars au 30 avril 2022 qui sont comptabilisés au coût amorti, déduction faite d'une correction de valeur pour pertes de crédit (67 149 millions au 31 octobre 2021).

(2) Les profits et les pertes bruts latents comprennent une correction de valeur pour pertes de crédit de (13) millions de dollars liée à des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global au 30 avril 2022 ((9) millions au 31 octobre 2021) comptabilisée en résultat et dans les autres composantes des capitaux propres.

(3) La plupart des titres adossés à des créances hypothécaires se rapportent à des prêts hypothécaires résidentiels. Le coût/coût amorti, les profits bruts latents, les pertes brutes latentes et la juste valeur liés aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales se chiffraient respectivement à 2 962 millions de dollars, néant, 46 millions et 2 916 millions au 30 avril 2022 (2 603 millions, 1 million, 12 millions et 2 592 millions au 31 octobre 2021, respectivement).

Correction de valeur pour pertes de crédit sur les titres de placement

Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur, par stade, pour les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et au coût amorti. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Achats – Ils reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Ventes et arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives, les remboursements partiels, les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps.

Correction de valeur pour pertes de crédit – titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 30 avril 2022				le 30 avril 2021			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total
Solde au début de la période	2 \$	1 \$	(14)\$	(11)\$	7 \$	3 \$	(5)\$	5 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	1	–	–	1	3	–	–	3
Ventes et arrivées à échéance	(1)	–	–	(1)	(3)	(1)	–	(4)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	1	–	(3)	(2)	–	–	(2)	(2)
Écart de change et autres	(1)	1	–	–	–	(1)	–	(1)
Solde à la fin de la période	2 \$	2 \$	(17)\$	(13)\$	7 \$	1 \$	(7)\$	1 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos							
	le 30 avril 2022				le 30 avril 2021			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total
Solde au début de la période	2 \$	1 \$	(12)\$	(9)\$	12 \$	– \$	(4)\$	8 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	1	–	–	1	5	–	–	5
Ventes et arrivées à échéance	(1)	–	–	(1)	(7)	(1)	–	(8)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	1	–	(5)	(4)	(2)	3	(4)	(3)
Écart de change et autres	(1)	1	–	–	(1)	(1)	1	(1)
Solde à la fin de la période	2 \$	2 \$	(17)\$	(13)\$	7 \$	1 \$	(7)\$	1 \$

(1) Les pertes de crédit attendues sur les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ne sont pas comptabilisées séparément dans le bilan, car les titres visés sont inscrits à la juste valeur. Le cumul des pertes de crédit comptabilisé en résultat est présenté dans les autres composantes des capitaux propres.

(2) Comprend les variations de la correction de valeur sur les titres dépréciés acquis.

Note 4 Titres (suite)

Correction de valeur pour pertes de crédit – titres au coût amorti

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 30 avril 2022				le 30 avril 2021			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Solde au début de la période	9 \$	17 \$	– \$	26 \$	8 \$	18 \$	– \$	26 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	2	–	–	2	4	–	–	4
Ventes et arrivées à échéance	–	–	–	–	(1)	–	–	(1)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(2)	(1)	–	(3)	–	(1)	–	(1)
Écart de change et autres	–	–	–	–	–	–	–	–
Solde à la fin de la période	9 \$	16 \$	– \$	25 \$	11 \$	17 \$	– \$	28 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos							
	le 30 avril 2022				le 30 avril 2021			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Solde au début de la période	5 \$	18 \$	– \$	23 \$	10 \$	19 \$	– \$	29 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	8	–	–	8	7	–	–	7
Ventes et arrivées à échéance	(1)	–	–	(1)	(1)	–	–	(1)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(3)	(2)	–	(5)	(5)	–	–	(5)
Écart de change et autres	–	–	–	–	–	(2)	–	(2)
Solde à la fin de la période	9 \$	16 \$	– \$	25 \$	11 \$	17 \$	– \$	28 \$

Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque

Le tableau suivant présente la juste valeur des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ainsi que la valeur comptable brute des titres évalués au coût amorti. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture, telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2021.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	30 avril 2022				31 octobre 2021			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total
Titres de placement								
Titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global								
Qualité investissement	79 395 \$	36 \$	– \$	79 431 \$	77 147 \$	82 \$	– \$	77 229 \$
Qualité inférieure	617	14	–	631	423	–	–	423
Titres dépréciés	–	–	146	146	–	–	150	150
	80 012	50	146	80 208	77 570	82	150	77 802
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				573				533
				80 781 \$				78 335 \$
Titres au coût amorti								
Qualité investissement	72 764 \$	– \$	– \$	72 764 \$	66 033 \$	– \$	– \$	66 033 \$
Qualité inférieure	813	216	–	1 029	928	211	–	1 139
Titres dépréciés	–	–	–	–	–	–	–	–
	73 577	216	–	73 793	66 961	211	–	67 172
Correction de valeur pour pertes de crédit	9	16	–	25	5	18	–	23
Coût amorti	73 568 \$	200 \$	– \$	73 768 \$	66 956 \$	193 \$	– \$	67 149 \$

(1) Rend compte des titres dépréciés acquis de 146 millions de dollars (150 millions au 31 octobre 2021).

(2) Les titres de placement évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit

Correction de valeur pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos									
	le 30 avril 2022					le 30 avril 2021				
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail										
Prêts hypothécaires résidentiels	409 \$	(16)\$	(7)\$	2 \$	388 \$	512 \$	2 \$	(7)\$	(12)\$	495 \$
Prêts aux particuliers	1 038	(39)	(56)	–	943	1 315	42	(79)	(3)	1 275
Prêts sur cartes de crédit	870	8	(83)	–	795	1 201	17	(81)	(2)	1 135
Prêts aux petites entreprises	178	5	(6)	2	179	143	1	(5)	50	189
Prêts de gros	1 811	(246)	(15)	(9)	1 541	2 622	(143)	(36)	(132)	2 311
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	83	(42)	–	–	41	121	(2)	–	1	120
	4 389 \$	(330)\$	(167)\$	(5)\$	3 887 \$	5 914 \$	(83)\$	(208)\$	(98)\$	5 525 \$
Présentation ventilée :										
Correction de valeur pour pertes sur prêts	4 047 \$				3 566 \$	5 478 \$				5 146 \$
Autres passifs – Dotations	251				275	309				227
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	83				41	121				120
Autres composantes des capitaux propres	8				5	6				32

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos									
	le 30 avril 2022					le 30 avril 2021				
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail										
Prêts hypothécaires résidentiels	416 \$	(22)\$	(12)\$	6 \$	388 \$	518 \$	17 \$	(14)\$	(26)\$	495 \$
Prêts aux particuliers	1 079	(21)	(112)	(3)	943	1 309	111	(138)	(7)	1 275
Prêts sur cartes de crédit	875	73	(154)	1	795	1 246	42	(150)	(3)	1 135
Prêts aux petites entreprises	177	8	(10)	4	179	140	9	(10)	50	189
Prêts de gros	1 797	(234)	(21)	(1)	1 541	2 795	(154)	(122)	(208)	2 311
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	75	(34)	–	–	41	107	13	–	–	120
	4 419 \$	(230)\$	(309)\$	7 \$	3 887 \$	6 115 \$	38 \$	(434)\$	(194)\$	5 525 \$
Présentation ventilée :										
Correction de valeur pour pertes sur prêts	4 089 \$				3 566 \$	5 639 \$				5 146 \$
Autres passifs – Dotations	241				275	363				227
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	75				41	107				120
Autres composantes des capitaux propres	14				5	6				32

Le tableau qui suit présente le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture pour chaque grande catégorie de produits de prêts et d'engagements tels qu'ils ont été déterminés dans notre modèle de correction de valeur pondéré en fonction des scénarios et de l'application d'un jugement expert en matière de crédit, le cas échéant. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Originations – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives; les remboursements partiels et les prélèvements supplémentaires sur les facilités existantes; les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps au stade 1 et au stade 2.

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)

Correction de valeur pour pertes de crédit – prêts de détail et prêts de gros

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 30 avril 2022				le 30 avril 2021			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Prêts hypothécaires résidentiels								
Solde au début de la période	187 \$	85 \$	137 \$	409 \$	192 \$	162 \$	158 \$	512 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	36	(31)	(5)	–	46	(41)	(5)	–
Transferts vers le stade 2	(4)	5	(1)	–	(4)	4	–	–
Transferts vers le stade 3	–	(8)	8	–	(1)	(14)	15	–
Originations	29	–	–	29	23	–	–	23
Arrivées à échéance	(5)	(1)	–	(6)	(10)	(14)	–	(24)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(60)	20	1	(39)	(52)	55	–	3
Sorties du bilan	–	–	(10)	(10)	–	–	(10)	(10)
Recouvrements	–	–	3	3	–	–	3	3
Écart de change et autres	1	1	–	2	(2)	(4)	(6)	(12)
Solde à la fin de la période	184 \$	71 \$	133 \$	388 \$	192 \$	148 \$	155 \$	495 \$
Prêts aux particuliers								
Solde au début de la période	404 \$	547 \$	87 \$	1 038 \$	476 \$	721 \$	118 \$	1 315 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	157	(157)	–	–	145	(144)	(1)	–
Transferts vers le stade 2	(39)	39	–	–	(25)	25	–	–
Transferts vers le stade 3	–	(13)	13	–	–	(18)	18	–
Originations	22	–	–	22	28	–	–	28
Arrivées à échéance	(17)	(25)	–	(42)	(25)	(42)	–	(67)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(216)	159	38	(19)	(108)	140	49	81
Sorties du bilan	–	–	(89)	(89)	–	–	(112)	(112)
Recouvrements	–	–	33	33	–	–	33	33
Écart de change et autres	(1)	–	1	–	–	(2)	(1)	(3)
Solde à la fin de la période	310 \$	550 \$	83 \$	943 \$	491 \$	680 \$	104 \$	1 275 \$
Prêts sur cartes de crédit								
Solde au début de la période	226 \$	644 \$	– \$	870 \$	353 \$	848 \$	– \$	1 201 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	129	(129)	–	–	152	(152)	–	–
Transferts vers le stade 2	(28)	28	–	–	(28)	28	–	–
Transferts vers le stade 3	–	(81)	81	–	–	(76)	76	–
Originations	2	–	–	2	1	–	–	1
Arrivées à échéance	(2)	(7)	–	(9)	(2)	(7)	–	(9)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(159)	172	2	15	(149)	168	6	25
Sorties du bilan	–	–	(126)	(126)	–	–	(121)	(121)
Recouvrements	–	–	43	43	–	–	40	40
Écart de change et autres	1	(1)	–	–	(1)	–	(1)	(2)
Solde à la fin de la période	169 \$	626 \$	– \$	795 \$	326 \$	809 \$	– \$	1 135 \$
Prêts aux petites entreprises								
Solde au début de la période	87 \$	56 \$	35 \$	178 \$	74 \$	33 \$	36 \$	143 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	4	(4)	–	–	26	(26)	–	–
Transferts vers le stade 2	(6)	6	–	–	(5)	5	–	–
Transferts vers le stade 3	–	(1)	1	–	–	–	–	–
Originations	8	–	–	8	8	–	–	8
Arrivées à échéance	(6)	(5)	–	(11)	(5)	(3)	–	(8)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(13)	13	8	8	(39)	32	8	1
Sorties du bilan	–	–	(9)	(9)	–	–	(7)	(7)
Recouvrements	–	–	3	3	–	–	2	2
Écart de change et autres	3	1	(2)	2	22	30	(2)	50
Solde à la fin de la période	77 \$	66 \$	36 \$	179 \$	81 \$	71 \$	37 \$	189 \$
Prêts de gros								
Solde au début de la période	580 \$	765 \$	466 \$	1 811 \$	895 \$	1 145 \$	582 \$	2 622 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	160	(158)	(2)	–	126	(123)	(3)	–
Transferts vers le stade 2	(23)	23	–	–	(40)	52	(12)	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(23)	24	–	(1)	(22)	23	–
Originations	127	–	–	127	153	–	–	153
Arrivées à échéance	(92)	(84)	–	(176)	(133)	(135)	–	(268)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(267)	64	6	(197)	(194)	163	3	(28)
Sorties du bilan	–	–	(26)	(26)	–	–	(51)	(51)
Recouvrements	–	–	11	11	–	–	15	15
Écart de change et autres	(1)	3	(11)	(9)	(42)	(56)	(34)	(132)
Solde à la fin de la période	483 \$	590 \$	468 \$	1 541 \$	764 \$	1 024 \$	523 \$	2 311 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos							
	le 30 avril 2022				le 30 avril 2021			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Prêts hypothécaires résidentiels								
Solde au début de la période	186 \$	92 \$	138 \$	416 \$	206 \$	160 \$	152 \$	518 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	60	(50)	(10)	–	120	(110)	(10)	–
Transferts vers le stade 2	(6)	7	(1)	–	(10)	12	(2)	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(15)	16	–	(1)	(27)	28	–
Originations	59	–	–	59	53	–	–	53
Arrivées à échéance	(12)	(4)	–	(16)	(16)	(18)	–	(34)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(104)	39	–	(65)	(156)	141	13	(2)
Sorties du bilan	–	–	(20)	(20)	–	–	(19)	(19)
Recouvrements	–	–	8	8	–	–	5	5
Écart de change et autres	2	2	2	6	(4)	(10)	(12)	(26)
Solde à la fin de la période	184 \$	71 \$	133 \$	388 \$	192 \$	148 \$	155 \$	495 \$
Prêts aux particuliers								
Solde au début de la période	422 \$	569 \$	88 \$	1 079 \$	480 \$	733 \$	96 \$	1 309 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	327	(326)	(1)	–	342	(340)	(2)	–
Transferts vers le stade 2	(61)	61	–	–	(52)	52	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(25)	26	–	(1)	(32)	33	–
Originations	48	–	–	48	61	–	–	61
Arrivées à échéance	(38)	(50)	–	(88)	(47)	(69)	–	(116)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(387)	321	85	19	(290)	338	118	166
Sorties du bilan	–	–	(175)	(175)	–	–	(206)	(206)
Recouvrements	–	–	63	63	–	–	68	68
Écart de change et autres	–	–	(3)	(3)	(2)	(2)	(3)	(7)
Solde à la fin de la période	310 \$	550 \$	83 \$	943 \$	491 \$	680 \$	104 \$	1 275 \$
Prêts sur cartes de crédit								
Solde au début de la période	233 \$	642 \$	– \$	875 \$	364 \$	882 \$	– \$	1 246 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	275	(275)	–	–	378	(378)	–	–
Transferts vers le stade 2	(51)	51	–	–	(58)	58	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(151)	152	–	(2)	(136)	138	–
Originations	6	–	–	6	3	–	–	3
Arrivées à échéance	(3)	(14)	–	(17)	(4)	(15)	–	(19)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(291)	373	2	84	(354)	399	13	58
Sorties du bilan	–	–	(238)	(238)	–	–	(227)	(227)
Recouvrements	–	–	84	84	–	–	77	77
Écart de change et autres	1	–	–	1	(1)	(1)	(1)	(3)
Solde à la fin de la période	169 \$	626 \$	– \$	795 \$	326 \$	809 \$	– \$	1 135 \$
Prêts aux petites entreprises								
Solde au début de la période	88 \$	55 \$	34 \$	177 \$	78 \$	29 \$	33 \$	140 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	9	(9)	–	–	39	(39)	–	–
Transferts vers le stade 2	(8)	8	–	–	(6)	6	–	–
Transferts vers le stade 3	–	(2)	2	–	–	(1)	1	–
Originations	17	–	–	17	17	–	–	17
Arrivées à échéance	(11)	(12)	–	(23)	(11)	(6)	–	(17)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(23)	24	13	14	(59)	52	16	9
Sorties du bilan	–	–	(15)	(15)	–	–	(14)	(14)
Recouvrements	–	–	5	5	–	–	4	4
Écart de change et autres	5	2	(3)	4	23	30	(3)	50
Solde à la fin de la période	77 \$	66 \$	36 \$	179 \$	81 \$	71 \$	37 \$	189 \$
Prêts de gros								
Solde au début de la période	566 \$	794 \$	437 \$	1 797 \$	995 \$	1 132 \$	668 \$	2 795 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	268	(265)	(3)	–	255	(252)	(3)	–
Transferts vers le stade 2	(41)	41	–	–	(87)	113	(26)	–
Transferts vers le stade 3	(2)	(27)	29	–	(2)	(37)	39	–
Originations	283	–	–	283	360	–	–	360
Arrivées à échéance	(198)	(191)	–	(389)	(298)	(274)	–	(572)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(396)	224	44	(128)	(401)	420	39	58
Sorties du bilan	–	–	(49)	(49)	–	–	(149)	(149)
Recouvrements	–	–	28	28	–	–	27	27
Écart de change et autres	3	14	(18)	(1)	(58)	(78)	(72)	(208)
Solde à la fin de la période	483 \$	590 \$	468 \$	1 541 \$	764 \$	1 024 \$	523 \$	2 311 \$

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)**Données et hypothèses clés**

Les paragraphes qui suivent font le point sur les données et hypothèses clés utilisées pour faire l'évaluation des pertes de crédit attendues. Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 2 et 5 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2021.

Même si l'incidence économique de la pandémie de COVID-19 s'est atténuée dans la plupart des régions, avec une reprise des secteurs du voyage et de l'hôtellerie contribuant à la dynamique de croissance à court terme, la pandémie de COVID-19 continue d'avoir une incidence sur la fabrication et l'approvisionnement de biens. Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et la hausse des prix des produits de base, encore plus marquées en raison du conflit entre la Russie et l'Ukraine, ajoutent aux pressions inflationnistes. Les banques centrales devraient continuer de relever les taux d'intérêt à un rythme soutenu en réaction à la hausse de l'inflation et à la faiblesse des taux de chômage. Compte tenu de l'incertitude persistante quant à l'incidence de ces facteurs sur les perspectives économiques, nous sommes tenus de continuer à appliquer un jugement accru dans le cadre de l'établissement de nos provisions.

Pour refléter tous les facteurs de risque pertinents qui ne sont pas pris en compte dans nos résultats du modèle, nous avons eu recours à un jugement expert en matière de crédit pour déterminer les augmentations importantes du risque de crédit depuis l'origination et notre correction de valeur pour pertes de crédit pondérée. Bien que le degré d'incertitude associé à l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur nos estimations de correction de valeur ait diminué, le niveau de jugement d'experts en matière de crédit appliqué dans le cadre de l'évaluation de notre correction de valeur demeure important par rapport au niveau d'avant la crise. Nous avons eu recours à des ajustements quantitatifs et qualitatifs pour tenir compte des effets de l'environnement macroéconomique sans précédent, notamment l'incidence continue des programmes d'aide de l'État pour atténuer l'incidence du chômage attribuable à la COVID-19 sur l'économie et pour limiter les pertes des secteurs plus vulnérables aux conséquences économiques de la pandémie de COVID-19.

L'atténuation de l'incidence économique de la pandémie de COVID-19, freinée par les pressions inflationnistes à la hausse, les rehaussements accélérés des taux d'intérêt de la banque centrale et l'intensification des risques géopolitiques, a été prise en compte par des changements apportés lors de l'élaboration et de la pondération de nos scénarios.

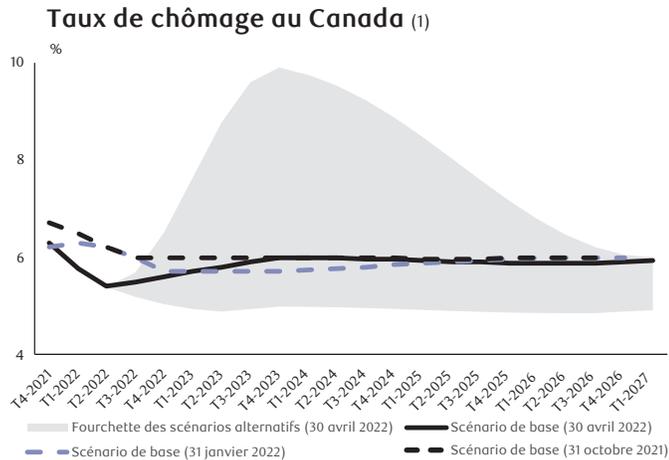
Notre scénario de base tient compte de la faiblesse des taux de chômage, de l'inflation élevée, des pressions exercées sur la chaîne d'approvisionnement et de l'augmentation des attentes à l'égard d'une hausse rapide des taux d'intérêt par les banques centrales. Une hausse des taux d'intérêt devrait ralentir la croissance du PIB plus tard cette année et au début de l'année civile 2023.

Les scénarios de fluctuation à la baisse, y compris deux scénarios supplémentaires plus pessimistes conçus pour les secteurs de l'énergie et de l'immobilier, reflètent la possibilité d'un choc macroéconomique à compter du troisième trimestre civil de 2022. Les conditions devraient se détériorer par rapport à ce qu'elles étaient au deuxième trimestre de 2022 pour une période d'au plus 18 mois, suivie par une reprise pour le reste de la période. Ces scénarios tablent sur une politique monétaire qui, en réponse, ramènera l'économie à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision. Notre scénario de fluctuation à la baisse général tient compte de la possibilité d'une période de reprise prolongée à la suite du choc macroéconomique, y compris des mesures monétaires supplémentaires pour contrer la hausse des taux d'inflation qui pourrait accroître le risque de crédit par rapport à notre scénario de base.

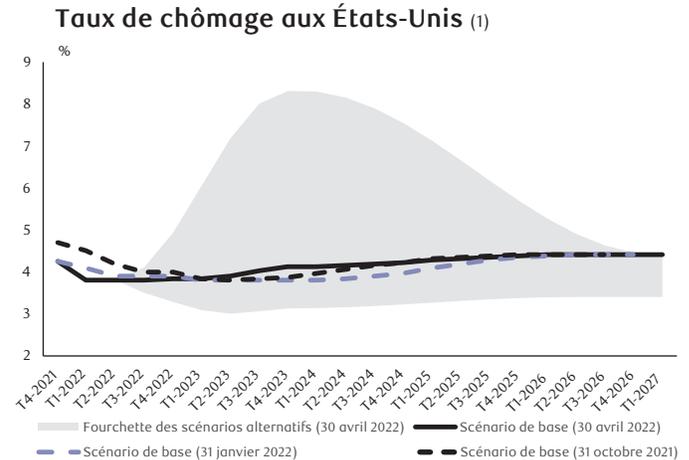
Le scénario de fluctuation à la hausse reflète une croissance économique légèrement supérieure à celle du scénario de base, et ce, sans autre intervention de la politique monétaire pour la freiner, comparativement à notre scénario de base, suivi d'un retour à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision.

La section qui suit présente des renseignements supplémentaires sur nos prévisions concernant les principales variables macroéconomiques utilisées dans les modèles servant à estimer les corrections de valeur pour pertes de crédit :

- **Taux de chômage** – Les prévisions selon notre scénario de base pour le deuxième trimestre civil de 2022 laissent entrevoir une amélioration au Canada et une stabilisation aux États-Unis par rapport au premier trimestre de 2022, avec des taux de chômage respectifs de 5,4 % et de 3,8 %. Les taux de chômage au Canada et aux États-Unis se sont tous deux améliorés pour redescendre sous l'équilibre à long terme et devraient rejoindre l'équilibre vers la fin de l'année civile 2023 au Canada et vers la fin de l'année civile 2025 aux États-Unis.

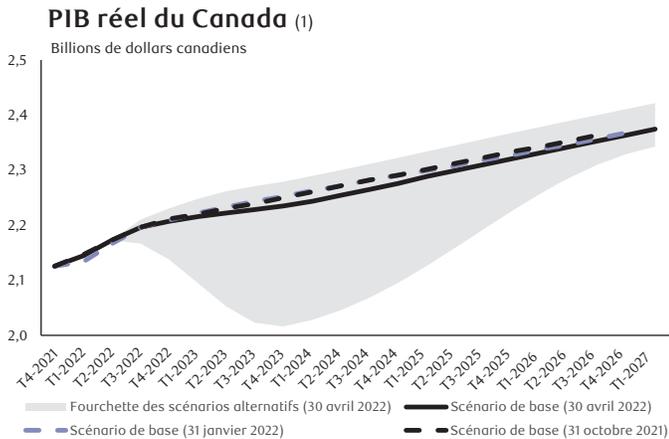


(1) Correspond au niveau trimestriel moyen du chômage pendant les trimestres civils présentés

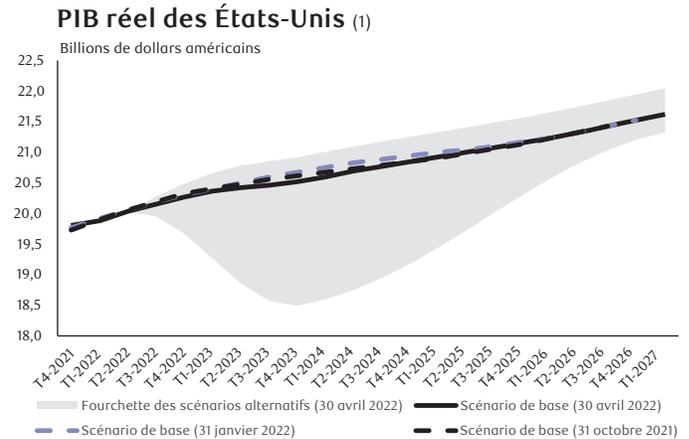


(1) Correspond au niveau trimestriel moyen du chômage pendant les trimestres civils présentés

- **Produit intérieur brut (PIB)** – Selon notre scénario de base, la croissance des PIB canadien et américain devrait ralentir au cours de l'année et au début de 2023 du fait de la stabilisation de l'économie et de la légère augmentation du taux de chômage. Le PIB du quatrième trimestre civil de 2022 sera, selon les prévisions, supérieur de 3,8 %, pour le Canada, et de 2,3 %, pour les États-Unis, au PIB du quatrième trimestre civil de 2021.



(1) Représente le taux annuel désaisonnalisé indexé au cours du dollar canadien de 2012 pour les trimestres civils présentés.



(1) Représente le taux annuel désaisonnalisé indexé au cours du dollar américain de 2012 pour les trimestres civils présentés.

- **Prix du pétrole (West Texas Intermediate en \$ US)** – Selon notre scénario de base, les prix du pétrole devraient s'établir en moyenne à 94 \$ le baril pour les 12 prochains mois et à 75 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes. Les prix moyens figurant dans nos scénarios de fluctuation à la baisse et à la hausse varient de 30 \$ à 120 \$ le baril pour les 12 prochains mois et de 43 \$ à 80 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 janvier 2022, notre scénario de base prévoyait un prix moyen de 76 \$ le baril pour les 12 prochains mois et de 58 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 octobre 2021, notre scénario de base prévoyait un prix moyen de 71 \$ le baril pour les 12 prochains mois et de 56 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes.
- **Indice des prix des maisons au Canada** – Selon notre scénario de base, les prix des maisons devraient diminuer de (3,6) % au cours des 12 prochains mois et afficher un taux de croissance annuel composé de 4,3 % pour les 2 à 5 années suivantes. Dans nos scénarios de fluctuation à la hausse et à la baisse, le taux de croissance (contraction) annuel composé des prix des maisons varie de (30,0) % à 10,9 % pour les 12 prochains mois et de 4,2 % à 9,5 % pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 janvier 2022, notre scénario de base prévoyait une hausse des prix des maisons de 0,5 % pour les 12 prochains mois et de 4,2 % pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 octobre 2021, notre scénario de base prévoyait une hausse des prix des maisons de 0,1 % pour les 12 prochains mois et de 4,1 % pour les 2 à 5 années suivantes.

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)

Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque

Le tableau qui suit présente la valeur comptable brute des prêts évalués au coût amorti et le montant contractuel total des engagements de prêt inutilisés soumis aux dispositions d'IFRS 9 relatives à la dépréciation. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes relatives aux prêts de gros et de détail de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2021.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	30 avril 2022				31 octobre 2021			
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Prêts de détail								
Prêts en cours – Prêts hypothécaires résidentiels								
Risque faible	325 157 \$	3 295 \$	– \$	328 452 \$	310 334 \$	1 507 \$	– \$	311 841 \$
Risque moyen	14 173	1 965	–	16 138	15 152	2 051	–	17 203
Risque élevé	1 090	2 711	–	3 801	3 343	634	–	3 977
Non notés (1)	48 111	982	–	49 093	45 512	913	–	46 425
Dépréciés	–	–	588	588	–	–	645	645
Total	388 531	8 953	588	398 072	374 341	5 105	645	380 091
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				298				241
Total				398 370 \$				380 332 \$
Prêts en cours – Prêts aux particuliers								
Risque faible	73 935 \$	1 195 \$	– \$	75 130 \$	72 267 \$	698 \$	– \$	72 965 \$
Risque moyen	5 265	4 025	–	9 290	4 974	4 551	–	9 525
Risque élevé	354	1 385	–	1 739	687	1 045	–	1 732
Non notés (1)	9 610	96	–	9 706	8 934	88	–	9 022
Dépréciés	–	–	203	203	–	–	197	197
Total	89 164 \$	6 701 \$	203 \$	96 068 \$	86 862 \$	6 382 \$	197 \$	93 441 \$
Prêts en cours – Prêts sur cartes de crédit								
Risque faible	13 639 \$	34 \$	– \$	13 673 \$	12 864 \$	24 \$	– \$	12 888 \$
Risque moyen	1 648	1 524	–	3 172	1 646	1 645	–	3 291
Risque élevé	49	1 104	–	1 153	136	937	–	1 073
Non notés (1)	597	73	–	670	527	43	–	570
Total	15 933 \$	2 735 \$	– \$	18 668 \$	15 173 \$	2 649 \$	– \$	17 822 \$
Prêts en cours – Prêts aux petites entreprises								
Risque faible	8 657 \$	332 \$	– \$	8 989 \$	8 609 \$	274 \$	– \$	8 883 \$
Risque moyen	1 486	1 040	–	2 526	1 583	979	–	2 562
Risque élevé	131	316	–	447	227	218	–	445
Non notés (1)	5	–	–	5	4	–	–	4
Dépréciés	–	–	110	110	–	–	109	109
Total	10 279 \$	1 688 \$	110 \$	12 077 \$	10 423 \$	1 471 \$	109 \$	12 003 \$
Engagements inutilisés – Prêts de détail								
Risque faible	240 043 \$	1 151 \$	– \$	241 194 \$	229 516 \$	574 \$	– \$	230 090 \$
Risque moyen	8 552	162	–	8 714	9 475	133	–	9 608
Risque élevé	942	306	–	1 248	1 205	97	–	1 302
Non notés (1)	5 157	84	–	5 241	4 854	90	–	4 944
Total	254 694 \$	1 703 \$	– \$	256 397 \$	245 050 \$	894 \$	– \$	245 944 \$
Prêts de gros – Prêts en cours								
Qualité investissement	77 597 \$	545 \$	– \$	78 142 \$	62 975 \$	226 \$	– \$	63 201 \$
Qualité inférieure	137 064	13 761	–	150 825	117 396	15 146	–	132 542
Non notés (1)	10 875	353	–	11 228	9 339	430	–	9 769
Dépréciés	–	–	1 236	1 236	–	–	1 357	1 357
Total	225 536	14 659	1 236	241 431	189 710	15 802	1 357	206 869
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				11 416				11 197
Total				252 847 \$				218 066 \$
Engagements inutilisés – Prêts de gros								
Qualité investissement	260 284 \$	592 \$	– \$	260 876 \$	246 539 \$	1 122 \$	– \$	247 661 \$
Qualité inférieure	114 890	10 687	–	125 577	108 063	12 377	–	120 440
Non notés (1)	3 589	–	–	3 589	3 476	1	–	3 477
Total	378 763 \$	11 279 \$	– \$	390 042 \$	358 078 \$	13 500 \$	– \$	371 578 \$

(1) Il arrive qu'aucune note interne du risque ne soit attribuée. Dans ce cas, nous utilisons d'autres méthodes, politiques et outils approuvés afin de gérer notre risque de crédit.

(2) Les éléments qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des prêts détenus à la juste valeur par le biais du résultat net.

Prêts en souffrance mais non douteux (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	Aux					
	30 avril 2022			31 octobre 2021		
	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	929 \$	162 \$	1 091 \$	1 105 \$	137 \$	1 242 \$
Prêts de gros	1 489	18	1 507	1 230	–	1 230
	2 418 \$	180 \$	2 598 \$	2 335 \$	137 \$	2 472 \$

- (1) Exclut les prêts en souffrance depuis moins de 30 jours, car ils ne sont généralement pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.
- (2) Les montants présentés peuvent inclure les prêts qui sont en souffrance en raison de procédures administratives, comme les prêts hypothécaires dont les paiements sont retenus dans l'attente des sommes reçues à la suite de la vente ou du refinancement, qui peuvent fluctuer en fonction du volume des transactions. Les prêts en souffrance en raison de procédures administratives ne sont pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.

Note 6 Acquisition importante

Acquisition

Gestion de patrimoine

Le 31 mars 2022, nous avons annoncé notre intention d'acquérir Brewin Dolphin Holdings PLC (Brewin Dolphin) par l'intermédiaire de notre filiale RBC Wealth Management (Jersey) Holdings Limited pour une contrepartie en trésorerie recommandée de 515 pence par action pour la totalité des actions émises et à émettre du capital-actions de Brewin Dolphin dont la valeur est d'environ 1,6 milliard de livres sterling (2,6 milliards de dollars) sur une base diluée au 30 mars 2022. Brewin Dolphin est un fournisseur de services de gestion de patrimoine discrétionnaire au Royaume-Uni et en Irlande.

La conclusion de la transaction est prévue d'ici la fin du troisième trimestre civil de 2022, sous réserve de l'obtention des approbations réglementaires et des conditions de clôture d'usage. Les résultats de l'entreprise acquise seront consolidés à compter de la date de la conclusion de la transaction.

Note 7 Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	30 avril 2022				31 octobre 2021			
	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	215 310 \$	67 988 \$	99 583 \$	382 881 \$	207 493 \$	64 613 \$	90 382 \$	362 488 \$
Entreprises et gouvernements	357 482	18 288	349 208	724 978	356 020	20 800	319 533	696 353
Banques	11 185	222	32 331	43 738	12 549	449	28 992	41 990
	583 977 \$	86 498 \$	481 122 \$	1 151 597 \$	576 062 \$	85 862 \$	438 907 \$	1 100 831 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (4)								
Canada	160 319 \$	8 338 \$	461 \$	169 118 \$	151 475 \$	8 051 \$	713 \$	160 239 \$
États-Unis	56 437	–	–	56 437	54 021	–	–	54 021
Europe (5)	424	–	–	424	632	–	–	632
Autres pays	8 837	–	–	8 837	8 002	–	–	8 002
Dépôts productifs d'intérêts (4)								
Canada	315 156	20 362	336 744	672 262	315 464	19 857	312 987	648 308
États-Unis	7 396	57 277	87 043	151 716	6 978	57 260	77 597	141 835
Europe (5)	30 127	521	43 604	74 252	34 278	693	36 788	71 759
Autres pays	5 281	–	13 270	18 551	5 212	1	10 822	16 035
	583 977 \$	86 498 \$	481 122 \$	1 151 597 \$	576 062 \$	85 862 \$	438 907 \$	1 100 831 \$

- (1) Les dépôts à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit d'exiger un avis de retrait, dont les comptes d'épargne et les comptes-chèques.
- (2) Les dépôts à préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.
- (3) Les dépôts à terme sont remboursables à une date fixe et comprennent aussi les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables.
- (4) La répartition géographique des dépôts est fondée sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés. Au 30 avril 2022, les dépôts libellés en dollars américains, en livres sterling, en euros et en autres devises s'élevaient respectivement à 433 milliards, 32 milliards, 48 milliards et 27 milliards de dollars (399 milliards, 35 milliards, 43 milliards et 27 milliards au 31 octobre 2021, respectivement).
- (5) Comprend le Royaume-Uni, le Luxembourg, les îles Anglo-Normandes et la France.

Note 7 Dépôts (suite)**Échéances contractuelles des dépôts à terme**

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	30 avril 2022	31 octobre 2021
Moins de 1 an :		
Moins de 3 mois	148 687 \$	133 776 \$
De 3 à 6 mois	59 436	64 062
De 6 à 12 mois	103 038	83 871
De 1 à 2 ans	45 096	45 532
De 2 à 3 ans	38 498	29 204
De 3 à 4 ans	23 629	24 573
De 4 à 5 ans	32 385	25 329
Plus de 5 ans	30 353	32 560
	481 122 \$	438 907 \$
Montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus	451 000 \$	416 000 \$

Note 8 Avantages du personnel – Régime de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons un certain nombre de régimes à cotisations définies et à prestations définies, lesquels fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les tableaux qui suivent présentent la composition de notre charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi et l'incidence des réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 30 avril 2022	le 30 avril 2021	le 30 avril 2022	le 30 avril 2021
Coûts des services rendus au cours de la période	78 \$	90 \$	7 \$	11 \$
Coûts des services passés	(1)	–	–	–
Charge (revenu) d'intérêt, montant net	(21)	2	15	14
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	(14)	(11)
Frais administratifs	4	3	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	60	95	8	14
Charge au titre des régimes à cotisations définies	56	57	–	–
	116 \$	152 \$	8 \$	14 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 30 avril 2022	le 30 avril 2021	le 30 avril 2022	le 30 avril 2021
Coûts des services rendus au cours de la période	155 \$	180 \$	17 \$	22 \$
Coûts des services passés	(1)	–	2	–
Charge (revenu) d'intérêt, montant net	(42)	4	31	28
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	(13)	(10)
Frais administratifs	7	6	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	119	190	37	40
Charge au titre des régimes à cotisations définies	130	123	–	–
	249 \$	313 \$	37 \$	40 \$

Réévaluations des régimes de retraite et des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 30 avril 2022	le 30 avril 2021	le 30 avril 2022	le 30 avril 2021
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières (2)	(2 337)\$ ₁	(1 380)\$	(218)\$	(113)\$
Ajustements liés à l'expérience	1	–	(3)	(3)
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	1 525	227	–	–
	(811)\$	(1 153)\$	(221)\$	(116)\$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 30 avril 2022	le 30 avril 2021	le 30 avril 2022	le 30 avril 2021
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières (2)	(2 998)\$ ₁	(1 392)\$	(258)\$	(135)\$
Ajustements liés à l'expérience	1	–	(3)	(3)
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	1 843	(797)	–	–
	(1 154)\$	(2 189)\$	(261)\$	(138)\$

- (1) Les hypothèses fondées sur le marché, y compris les modifications des hypothèses financières et le rendement de l'actif des régimes, sont revues chaque trimestre. Toutes les autres hypothèses sont mises à jour à l'occasion de notre examen annuel des hypothèses des régimes.
- (2) Les modifications des hypothèses financières liées à nos régimes de retraite à prestations définies portent principalement sur les changements de taux d'actualisation.

Note 9 Impôts sur le résultat

Budget 2022 du gouvernement du Canada

Le 7 avril 2022, le gouvernement du Canada a présenté son budget 2022, qui propose d'introduire un dividende pour la relance du Canada (DRC), un impôt ponctuel de 15 %, en 2022, déterminé en fonction du revenu imposable de 2021 supérieur à 1 milliard de dollars et payable en versements égaux sur cinq ans, ainsi qu'une augmentation permanente du taux d'imposition des sociétés de 1,5 % sur le revenu imposable supérieur à 100 millions de dollars qui s'appliquerait aux années d'imposition se terminant après le 7 avril 2022. Pour notre année d'imposition se terminant le 31 octobre 2022, l'impôt supplémentaire de 1,5 % serait calculé au prorata du nombre de jours de l'année d'imposition suivant le 7 avril 2022.

La législation associée à ces mesures proposées n'a pas encore été publiée, et le calendrier de son adoption demeure incertain. Bien que l'incidence finale dépend de la législation définitive, le DRC devrait réduire notre bénéfice net lorsqu'il sera quasi-adopté.

Avis de cotisation et contrôles fiscaux

Au cours du deuxième trimestre de 2022, nous avons reçu des lettres de proposition (les « propositions ») de l'Agence du revenu du Canada (ARC) relativement à l'année d'imposition 2017, lesquelles suggèrent que la Banque Royale du Canada doit un montant d'impôt additionnel d'environ 237 millions de dollars, car la déductibilité de certains dividendes lui a été refusée. Ce montant représente le montant d'impôt additionnel maximal exigible pour cet exercice. Les propositions sont conformes aux avis de nouvelle cotisation déjà reçues décrites à la note 21 de nos états financiers consolidés annuels de 2021. Il se peut que l'ARC établisse à notre égard une nouvelle cotisation augmentant sensiblement l'impôt sur le résultat pour les exercices à venir de la même façon.

Dans tous les cas, nous sommes convaincus que notre position fiscale était appropriée et entendons nous défendre avec vigueur.

Note 10 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement

Actions privilégiées

Le 5 novembre 2021, nous avons émis, à l'intention de certains investisseurs institutionnels, 750 000 actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BT au prix de 1 000 \$ l'action, pour un produit brut totalisant 750 millions de dollars. Pour les cinq premières années, jusqu'à la date de rachat la plus rapprochée, le 24 février 2027, les actions généreront, s'ils sont déclarés, des dividendes en trésorerie semestriels à un taux annuel de 4,2 %. Le taux de dividende sera rajusté à la date de rachat la plus rapprochée, et tous les cinq ans par la suite, à un taux équivalent au rendement des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré d'une prime de 2,71 %. Sous réserve du consentement du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) et des exigences de la *Loi sur les banques* (Canada), nous pouvons racheter, en tout ou en partie, les actions privilégiées de série BT, à un prix de 1 000 \$ par action, à la date de rachat la plus rapprochée, et tous les cinq ans par la suite. Les actions comportent des clauses relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV) qui sont nécessaires à leur admissibilité à titre de fonds propres réglementaires de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III.

Le 24 février 2022, nous avons racheté la totalité des 6 millions d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de série B) au prix de 25,75 \$ l'action.

Note 10 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement (suite)**Débetures subordonnées**

Le 25 janvier 2022, nous avons émis 1 000 millions de dollars de débetures subordonnées relatives aux FPUNV. Ces débetures portent intérêt au taux fixe de 2,94 % par année jusqu'au 3 mai 2027, puis au taux Canadian Dollar Offered Rate à trois mois majoré de 0,76 % jusqu'à leur échéance, le 3 mai 2032.

Actions ordinaires émises (1)

	Pour les trimestres clos			
	le 30 avril 2022		le 30 avril 2021	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)				
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (2)	105	8 \$	324	25 \$
Actions rachetées aux fins d'annulation (3)	(13 700)	(171)	–	–
	(13 595)	(163)\$	324	25 \$
	Pour les semestres clos			
	le 30 avril 2022		le 30 avril 2021	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)				
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (2)	512	42 \$	820	61 \$
Actions rachetées aux fins d'annulation (3)	(22 571)	(282)	–	–
	(22 059)	(240)\$	820	61 \$

(1) Les exigences de notre régime de réinvestissement des dividendes sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours des trimestres et des semestres clos le 30 avril 2022 et 2021, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen d'achats d'actions sur le marché libre.

(2) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(3) Au cours du trimestre clos le 30 avril 2022, nous avons racheté pour annulation des actions ordinaires ayant une juste valeur totale de 1 892 millions de dollars (coût moyen de 138,04 \$ par action), et une valeur comptable de 171 millions (valeur comptable de 12,46 \$ par action). Au cours du semestre clos le 30 avril 2022, nous avons racheté pour annulation des actions ordinaires ayant une juste valeur totale de 3 106 millions (coût moyen de 137,57 \$ par action), et une valeur comptable de 282 millions (valeur comptable de 12,46 \$ par action). Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2021, nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires aux fins d'annulation.

Note 11 Bénéfice par action

	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2022	le 30 avril 2021	le 30 avril 2022	le 30 avril 2021
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)				
Bénéfice de base par action				
Bénéfice net	4 253 \$	4 015 \$	8 348 \$	7 862 \$
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	(68)	(76)	(122)	(134)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(3)	(1)	(5)	(3)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	4 182 \$	3 938 \$	8 221 \$	7 725 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 409 702	1 424 889	1 415 855	1 424 107
Bénéfice de base par action (en dollars)	2,97 \$	2,76 \$	5,81 \$	5,42 \$
Bénéfice dilué par action				
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	4 182 \$	3 938 \$	8 221 \$	7 725 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 409 702	1 424 889	1 415 855	1 424 107
Options sur actions (1)	2 247	1 533	2 219	1 362
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération fondée sur des actions	603	685	602	714
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 412 552	1 427 107	1 418 676	1 426 183
Bénéfice dilué par action (en dollars)	2,96 \$	2,76 \$	5,80 \$	5,42 \$

(1) L'effet de dilution des options sur actions a été établi au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour les trimestres et les semestres clos le 30 avril 2022 et le 30 avril 2021, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action.

Note 12 Actions en justice et questions de réglementation

Nous sommes une importante institution mondiale qui est assujettie à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes en constante évolution. Nous sommes et avons été partie à diverses procédures judiciaires, y compris des poursuites en responsabilité, des vérifications réglementaires, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part de divers organismes de réglementation gouvernementaux et autorités chargées de l'exécution de la loi, dans divers territoires. Certaines de ces procédures pourraient faire intervenir de nouvelles théories et interprétations juridiques et pourraient être entendues tant en droit criminel que civil, et certaines procédures pourraient donner lieu à des sanctions civiles, réglementaires

ou pénales. Nous revoyons régulièrement l'état d'avancement de toutes les procédures et exercerons notre jugement afin de les résoudre au mieux de nos intérêts. Ces procédures judiciaires font largement appel à l'exercice du jugement important et soulèvent beaucoup d'incertitudes; le risque financier et les autres risques qui y sont associés, compte tenu des charges à payer courantes, pourraient avoir une incidence significative sur nos résultats d'exploitation d'une période donnée.

Nos procédures judiciaires et questions de réglementation principales sont décrites à la note 24 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2021, rubrique mise à jour ci-dessous.

Litiges relativement au taux interbancaire offert à Londres

Dans le cadre d'un recours collectif consolidé intenté à New York, le 30 décembre 2021, la cour d'appel des États-Unis pour le second circuit a publié un avis confirmant partiellement ou infirmant partiellement certaines décisions du tribunal de district ayant rejeté un nombre important de poursuites intentées dans le cadre du recours collectif consolidé pour des motifs de compétence personnelle et d'absence de qualité pour agir. La cour d'appel des États-Unis pour le second circuit a renvoyé l'affaire au tribunal de district pour des procédures supplémentaires, conformément à sa décision. À la lumière des faits connus à ce jour, il n'est pas possible à l'heure actuelle de prédire l'issue de ces procédures ni le moment de leur règlement.

Dans le cadre du recours collectif intenté à New York relatif à la fixation du LIBOR après qu'Intercontinental Exchange en a repris la gestion, par suite du retrait des plaignants désignés et du remplacement des plaignants en 2021, la cour d'appel des États-Unis pour le second circuit a rejeté l'appel des plaignants le 14 février 2022 pour des motifs de manque de compétence.

Litige portant sur les frais d'interchange

Les tribunaux des cinq provinces ont entériné le règlement global de toutes les banques canadiennes, dont RBC, et cela met un terme à tous les recours collectifs portant sur les frais d'interchange en instance au Canada.

Procédure liée à Royal Bank of Canada Trust Company (Bahamas) Limited

Le 3 novembre 2020, l'avis publié par le procureur du *Department of Labor* des États-Unis a été retiré. Ce retrait n'a pas d'incidence sur l'exemption que le *Department of Labor* avait accordée le 28 octobre 2016 à la Banque Royale du Canada et à ses filiales actuelles et futures.

Note 13 Résultats par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2022							Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)		
Revenu net d'intérêt (2)	3 234 \$	780 \$	– \$	148 \$	1 181 \$	(69) \$	5 274 \$	
Revenus autres que d'intérêt	1 505	2 825	234	403	1 167	(188)	5 946	
Total des revenus	4 739	3 605	234	551	2 348	(257)	11 220	
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(276)	(30)	–	–	(37)	1	(342)	
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	(180)	–	–	–	(180)	
Frais autres que d'intérêt	2 015	2 644	145	398	1 350	(118)	6 434	
Bénéfice (perte) avant impôt	3 000	991	269	153	1 035	(140)	5 308	
Charge (économie) d'impôt	766	241	63	32	240	(287)	1 055	
Bénéfice net	2 234 \$	750 \$	206 \$	121 \$	795 \$	147 \$	4 253 \$	
Les frais autres que d'intérêt comprennent :								
Amortissements	232 \$	228 \$	14 \$	50 \$	124 \$	2 \$	650 \$	

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2021							Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine (3)	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1), (3)		
Revenu net d'intérêt (2)	3 085 \$	666 \$	– \$	87 \$	1 121 \$	(105) \$	4 854 \$	
Revenus autres que d'intérêt	1 442	2 594	536	447	1 597	148	6 764	
Total des revenus	4 527	3 260	536	534	2 718	43	11 618	
Dotation à la provision pour pertes de crédit	35	(2)	–	(2)	(127)	–	(96)	
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	149	–	–	–	149	
Frais autres que d'intérêt	1 915	2 371	140	375	1 468	110	6 379	
Bénéfice (perte) avant impôt	2 577	891	247	161	1 377	(67)	5 186	
Charge (économie) d'impôt	669	208	60	41	306	(113)	1 171	
Bénéfice net	1 908 \$	683 \$	187 \$	120 \$	1 071 \$	46 \$	4 015 \$	
Les frais autres que d'intérêt comprennent :								
Amortissements	229 \$	218 \$	15 \$	47 \$	126 \$	1 \$	636 \$	

Note 13 Résultats par secteur d'exploitation (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le semestre clos le 30 avril 2022						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2)	6 463 \$	1 525 \$	– \$	311 \$	2 422 \$	(176) \$	10 545 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 079	5 693	1 633	827	2 736	(227)	13 741
Total des revenus	9 542	7 218	1 633	1 138	5 158	(403)	24 286
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(147)	(42)	–	–	(49)	1	(237)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	817	–	–	–	817
Frais autres que d'intérêt	4 037	5 225	292	818	2 822	(180)	13 014
Bénéfice (perte) avant impôt	5 652	2 035	524	320	2 385	(224)	10 692
Charge (économie) d'impôt	1 444	490	121	81	560	(352)	2 344
Bénéfice net	4 208 \$	1 545 \$	403 \$	239 \$	1 825 \$	128 \$	8 348 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	465 \$	456 \$	29 \$	99 \$	247 \$	4 \$	1 300 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le semestre clos le 30 avril 2021						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine (3)	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1), (3)	Total
Revenu net d'intérêt (2)	6 246 \$	1 332 \$	– \$	178 \$	2 320 \$	(187) \$	9 889 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 844	5 147	2 345	921	3 106	309	14 672
Total des revenus	9 090	6 479	2 345	1 099	5 426	122	24 561
Dotation à la provision pour pertes de crédit	200	(31)	–	(4)	(150)	(1)	14
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 555	–	–	–	1 555
Frais autres que d'intérêt	3 893	4 777	289	776	2 909	277	12 921
Bénéfice (perte) avant impôt	4 997	1 733	501	327	2 667	(154)	10 071
Charge (économie) d'impôt	1 296	409	113	84	529	(222)	2 209
Bénéfice net	3 701 \$	1 324 \$	388 \$	243 \$	2 138 \$	68 \$	7 862 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	453 \$	438 \$	29 \$	96 \$	251 \$	2 \$	1 269 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des charges d'intérêt, puisque nous nous fions essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

(3) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, les profits (pertes) sur les couvertures économiques liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquels sont pris en compte dans les revenus, ainsi que la variabilité connexe de la charge de rémunération fondée sur des actions que causent des variations de la juste valeur des passifs liés à ces régimes ont été reclassés du secteur Gestion de patrimoine au secteur Services de soutien généraux. Les montants correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation actuelle.

Total de l'actif et total du passif par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2022						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total
Total de l'actif	574 412 \$	155 948 \$	21 932 \$	255 046 \$	783 628 \$	57 606 \$	1 848 572 \$
Total du passif	574 328	156 198	22 466	254 929	782 934	(46 688)	1 744 167

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2021						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total
Total de l'actif	549 702 \$	148 990 \$	22 724 \$	240 055 \$	692 278 \$	52 574 \$	1 706 323 \$
Total du passif	549 619	149 096	22 966	239 960	691 767	(45 847)	1 607 561

Note 14 Gestion des fonds propres

Fonds propres réglementaires et ratios

Le BSIF établit des seuils précis en ce qui concerne les fonds propres requis au titre des risques, les ratios de levier et les ratios TLAC à l'intention des institutions de dépôt du Canada. Au deuxième trimestre de 2022, nous nous sommes conformés à toutes les exigences de fonds propres, de levier et de TLAC, y compris la réserve pour stabilité intérieure, imposées par le BSIF.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux	
	30 avril 2022	31 octobre 2021
Fonds propres (1)		
Fonds propres CET1	77 069 \$	75 583 \$
Fonds propres de première catégorie	84 345	82 246
Total des fonds propres	93 871	92 026
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres (1)		
Risque de crédit	472 516 \$	444 142 \$
Risque de marché	37 851	34 806
Risque opérationnel	75 472	73 593
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	585 839 \$	552 541 \$
Ratios de fonds propres et ratio de levier (1)		
Ratio CET1	13,2 %	13,7 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	14,4 %	14,9 %
Ratio du total des fonds propres	16,0 %	16,7 %
Ratio de levier	4,7 %	4,9 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	1 812 \$	1 662 \$
TLAC disponible et ratios (2), (3)		
TLAC disponible	158 140 \$	s.o.
Ratio TLAC	27,0 %	s.o.
Ratio de levier TLAC	8,7 %	s.o.

- (1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF, révisées pour tenir compte des lignes directrices publiées par le BSIF en réponse à la pandémie de COVID-19. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III.
- (2) Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2021, le BSIF exige que les banques canadiennes d'importance systémique intérieure respectent les exigences minimales en matière de ratio TLAC fondé sur le risque et de ratio de levier TLAC, lesquelles sont calculées au moyen de la ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (Total Loss Absorbing Capacity [TLAC]) du BSIF.
- (3) La norme TLAC s'applique aux entités de résolution pour lesquelles nous sommes réputés être la Banque Royale du Canada et à ses filiales. Une entité de résolution et ses filiales sont collectivement appelées groupe de résolution. Le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont calculés au moyen de la TLAC disponible, en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques et de l'exposition aux fins du ratio de levier, respectivement.
- s.o. sans objet

Renseignements à l'intention des actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 1-888-212-5533

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Site Web : rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :
Société de fiducie Computershare du Canada
1500, boul. Robert-Bourassa
Bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635
(Canada et États-Unis)
ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télécopieur : 514-982-7580
Site Web : computershare.com/rbc

Co-agent des transferts
(États-Unis) :
Computershare Trust
Company, N.A.
250 Royall Street
Canton, Massachusetts 02021
États-Unis

Co-agent des transferts
(Royaume-Uni) :
Computershare Investor
Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box 82, The Pavilions,
Bridgwater Road,
Bristol BS99 6ZZ
Royaume-Uni

Inscriptions en Bourse (Symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :
Canada – Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis – New York Stock Exchange (NYSE)
Suisse – Bourse suisse (SIX)

Les actions privilégiées de séries AZ, BB, BD, BF, BH, BI et BO sont inscrites à la TSX. Les actions dépositaires connexes aux actions privilégiées de série C-2 sont inscrites à la NYSE.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins de l'impôt sur le revenu au Canada, l'action ordinaire de la Banque Royale du Canada s'établissait à 29,52 \$ par action au jour d'évaluation (le 22 décembre 1971). Ce prix correspond à 7,38 \$ par action, après ajustement pour tenir compte des deux divisions d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000 et en avril 2006, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements au registre des actionnaires ou aux changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession et au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec :
Société de fiducie Computershare du Canada
100 University Avenue, 8^e étage
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Canada

Téléphone : 1-866-586-7635
(Canada et États-Unis)
ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330
(Canada et États-Unis)
ou 416-263-9394
(appels internationaux)
Courriel :
service@computershare.com

Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-955-7802
ou visitez notre site Web au
rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire les dividendes sur leurs actions ordinaires, il leur suffit d'en faire la demande à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada.

Désignation à titre de dividendes admissibles

Sauf indication contraire, aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) que verse RBC à des résidents du Canada sur ses actions ordinaires et privilégiées sont désignés comme des « dividendes admissibles ».

Rachats d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui nous permet de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 45 millions de nos actions ordinaires au cours de la période allant du 8 décembre 2021 au 7 décembre 2022, à

Dates de paiement des dividendes pour 2022

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et privilégiées de séries AZ, BB, BD, BF, BH, BI et BO	26 janvier 25 avril 26 juillet 26 octobre	24 février 24 mai 24 août 23 novembre
Actions privilégiées de série C-2 (\$ US)	28 janvier 26 avril 29 juillet 28 octobre	7 février 6 mai 8 août 7 novembre
Actions privilégiées de série BT	16 février 17 août	24 février 24 août

Gouvernance

Les résumés des différences importantes entre les pratiques de RBC en matière de gouvernance d'entreprise et les pratiques en matière de gouvernance d'entreprise que doivent respecter les entreprises nationales américaines en vertu des conditions d'admission en Bourse de la NYSE sont présentés sur notre site Web, à l'adresse rbc.com/gouvernance.

l'expiration de l'offre, ou avant, étant donné que nous sommes autorisés à effectuer les achats en vertu de notre avis d'intention déposé à la Bourse de Toronto.

Nous déterminons le montant et le calendrier des rachats dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités après consultation du Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

Il est possible d'obtenir sans frais un exemplaire de notre avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités en communiquant avec le secrétaire de la Banque, à notre adresse postale de Toronto.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2022

Premier trimestre 24 février
Deuxième trimestre 26 mai
Troisième trimestre 24 août
Quatrième trimestre 30 novembre

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Tous les renvois à des sites Web sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent rapport comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC, RBC ASSURANCES et Marge Proprio RBC, lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada ou par ses filiales autorisées. Toutes les autres désignations commerciales mentionnées dans le présent rapport qui ne sont pas la propriété de la Banque Royale du Canada sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.